

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS
PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

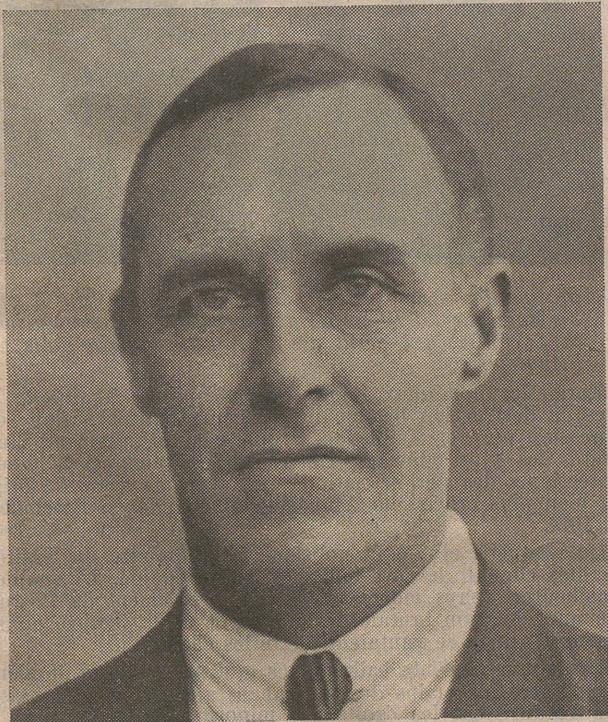
auprès des personnalités politiques et littéraires européennes

sur

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Josiah Clement Wedgwood

Josiah Clement Wedgwood est né en 1872 à Barlaston, dans le comté de Staffordshire. Il est un descendant de la plus célèbre famille de fabricants de porcelaine en Angleterre, mais ayant un frère aîné devant hériter de la part de la famille dans les Usines Etruria, il entra à l'École des ingénieurs de marine, fit son apprentissage à Elswick,



devint directeur-adjoint des constructions navales à Portsmouth, puis commanda la batterie Elswick dans la guerre anglo-boer, devint Magistrat-Résident d'Ernelo et y exerça sur un territoire aussi large que le pays des Galles la plus populaire des autocraties.

De retour en Angleterre en 1904, il fut élu en 1906 membre de la Chambre des Communes, et depuis, réélu à toutes les élections. Il s'y est acquis bien vite une grande popularité par sa lutte inébranlable pour tous les opprimés. Les sans-terre et les sans-travail en Angleterre,

les nationalistes, les paysans et les prisonniers politiques aux Indes et les noirs en Afrique ont trouvé en lui un chaleureux défenseur.

Il a participé à la grande guerre en Belgique et à Gallipoli comme commandant d'un détachement de tanks. Il fut grièvement blessé aux Dardanelles le 6 mai 1915, après avoir combattu 12 jours sans interruption. Il fut décoré du D. S. O.

Il partit ensuite avec des mitrailleuses pour l'Afrique Orientale, puis rentra en Angleterre d'où il fut bientôt délégué dans la Commission de la Mésopotamie, et il a représenté aussi le gouvernement dans des missions à Washington et en Sibérie.

En 1918 il retourne au Parlement comme radical indépendant, et en 1919 il adhère à l'Independent Labour Party. Depuis 1921 il est vice-président du groupe parlementaire de ce parti.

Il a publié plusieurs ouvrages, notamment l'Histoire Parlementaire du Staffordshire.

Il était l'un des membres de la délégation travailliste et s'est trouvé comme tel à Sofia deux jours après l'attentat de la cathédrale. Il y a vu les actes de violence et les atrocités commis sur l'ordre du gouvernement Tsankoff et a signé le fameux rapport qui fêtrissait la terreur exercée par ce gouvernement.

Il a fait partie du cabinet MacDonald.

Il est le président du Comité de Londres pour la Défense des victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans.

La solution actuelle de la question macédonienne est absolument contraire aux principes de la justice et de la liberté et constitue un danger permanent pour la paix.

Sous les régimes réactionnaires actuels dans les Etats balkaniques, les droits des minorités ne sont ni garantis, ni respectés, et il s'ensuit d'une part une oppression inouïe des minorités ethniques, et de l'autre des haines et des rivalités entre les différents peuples de la péninsule. De plus, des appétits toujours plus insatiables et toujours moins assouvis font que les gouvernements impérialistes balkaniques se dressent les uns contre les autres; et ces rivalités engendreront certainement une nouvelle et affreuse guerre.

Pour remédier provisoirement à cet état de choses, il faudrait que la Ligue des Nations, d'abord foncièrement démocratisée et embrassant tous les pays, et naturellement l'Amérique et la Russie aussi, exerce dans les pays balkaniques un contrôle sur les finances et la police.

La Fédération Balkanique serait, naturellement, la solution définitive qu'il faut désirer. Mais j'ai peu d'espoir de voir bientôt s'unir en une telle Fédération ces pays aujourd'hui si chauvins, si militaristes et si religieux.

Ce ne sont pas les gouvernements actuels qui sauraient réaliser cette belle idée d'une Fédération Balkanique.

Josiah Clement Wedgwood

Pol P 1550

Dr Julius Deutsch

Né en 1884 dans un village du Burgenland. A été d'abord simple ouvrier. Il fit son baccalauréat par des études privées et suivit ensuite les cours des Universités de Vienne, de Zurich, de Paris et de Berlin. Pour un ouvrage d'économie politique il fut couronné d'un premier prix par l'Université de Zurich. Il obtint ensuite en Allemagne toute une série de distinctions scientifiques. Depuis 1909 secrétaire de la présidence du parti social-démocrate autrichien. Il servit dans la guerre générale comme officier d'artillerie. Lors de la lutte pour le Burgenland, que la réaction voulait mettre à profit pour rétablir la monarchie en Autriche, Deutsch créa l'association de Défense Républicaine en Autriche, un milieu de la classe ouvrière de plusieurs dizaines de milliers de combattants.

Dr Julius Deutsch a écrit un grand nombre d'importants ouvrages d'économie politique, dont une très vaste histoire du mouvement syndicaliste en Autriche, et un livre sur la révolution autrichienne. Ses vues sur la lutte contre le fascisme sont exposées dans son dernier ouvrage « L'antifascisme » (Edition de la Bibliothèque Populaire Viennoise).



Les Balkans sont depuis de nombreuses décades le coin d'orage de l'Europe. C'étaient les questions balkaniques qui allumaient les rivalités des états pour aboutir enfin à la guerre mondiale. Et ce sont les questions balkaniques qui aujourd'hui, après la guerre mondiale, inquiètent de nouveau l'Europe.

Les Traités de paix n'ont pas apporté la paix aux Balkans. Instruments de la vieille politique impérialiste de force, ils ne pouvaient servir la cause de la paix. La guerre cessa, mais il est resté une sorte d'état de guerre, une hostilité de tous contre tous.

La Macédoine a été partagée entre trois Etats. Le peuple macédonien n'a pas été consulté. Le résultat du démembrement de la Macédoine, en violation des droits du peuple macédonien, est un redoublement de rivalités entre la Yougoslavie, la Bulgarie et la Grèce.

La réaction qui règne dans tous les états balkaniques opprime les minorités nationales et crée par conséquent des foyers d'une irredenta dangereuse. Tant que la réaction dans les Balkans est forte, les peuples balkaniques aspireront en vain à la liberté et à la paix ; car la réaction ne connaît que la force et la violence comme méthode de gouvernement. Et pour mettre un terme au chaos actuel, c'est précisément la violence qui est le moyen le moins indiqué. Ce qu'il faut, c'est l'auto-détermination des peuples et une véritable et sérieuse démocratie dans tous les pays balkaniques. Les gouvernements actuels sont hors d'état de se placer sur le terrain de la démocratie et de l'auto-détermination des peuples. Ils doivent disparaître. C'est la première condition d'un prospère développement des peuples balkaniques.

Le socialisme a déjà adopté avant la guerre mondiale le mot d'ordre de « Les Balkans aux peuples balkaniques ! » Et il maintient toujours ce mot d'ordre. C'est l'une des tâches les plus importantes de la politique de paix prolétarienne-socialiste

que de veiller à ce que les puissances de l'Europe laissent les Balkans en paix. Tout comme les états balkaniques le font entre eux, les Grandes-Puissances européennes se querellent aujourd'hui pour les Balkans. Ces querelles et ces rivalités ne cesseront que lorsque la classe ouvrière dans les Etats principaux de l'Europe arrive à une plus grande puissance et qu'elle obtient que les Balkans soient abandonnés aux peuples balkaniques, qui alors pourront se développer eux-mêmes dans une paisible démocratie.

L'intérêt du prolétariat international dans le problème balkanique est identique avec celui des peuples balkaniques. L'intérêt du socialisme est identique avec celui de la paix du monde.

Dr Julius Deutsch

William Paul

William Paul est le directeur du Sunday Worker, le seul journal ouvrier en Angleterre paraissant le dimanche. Il est un écrivain et un orateur très estimé.

William Paul est un des leaders les plus actifs de la gauche. Il est membre du Parti Communiste et siège au Comité Exécutif de la « Plebs League ».

Pendant la guerre il dirigeait le journal révolutionnaire et anti-militariste The Socialist, organe du fameux



groupe des shop-stewards de la Clyde. En 1916, il publia un livre sur « L'Etat ». Son ouvrage « Le Communisme et la Société », qui parut en 1921, est répandu dans toute l'Angleterre.

Parmi les nombreux crimes commis par le Traité de Versailles, la destruction brutale de plusieurs petites nations et la suppression pure et simple des groupes minoritaires ont été les iniquités les plus odieuses. La guerre qui commença pour la « protection » des petites nations finit par des actes de brigandage bien plus cruels que l'invasion allemande en Belgique, en août 1914.

Quiconque a étudié la politique réactionnaire du Traité de Versailles connaît le sort infligé à la Macédoine. L'exemple de ce malheureux pays montre combien le règlement de la guerre a été une violation brutale de la paix et de la justice, dont les puissances alliées se vantaient d'être les champions.

Les gouvernements balkaniques, qui ne sont que de simples pantins entre les mains des puissances alliées, ne reconnaissent ni ne garantissent les droits des minorités dans des pays tels que la Macédoine. Il est inutile pour les minorités balkaniques d'espérer une aide quelconque de la part des états impérialistes de l'Europe. Ces états ne font que poursuivre leurs buts impérialistes, en divisant les peuples balkaniques et en les dressant les uns contre les autres.

Si les Balkans veulent trouver une solution à leurs nombreuses questions intérieures, ils doivent travailler eux-mêmes à leur salut.

Le premier pas à faire à cet effet, c'est la création d'une Fédération Balkanique. Cela pourra être sans doute très difficile, par suite des éléments de désunion délibérément créés par le

Traité de Versailles, particulièrement par suite du démembrement de la Macédoine, partagée entre la Bulgarie, la Serbie et la Grèce.

La situation créée en Macédoine est, en effet, très sérieuse. Nous y trouvons beaucoup de tendances en conflit, et nous y voyons même parmi certains éléments la tendance de garder le gouvernement réactionnaire bulgare. La meilleure politique pour la Macédoine n'est pas d'attendre que la Serbie, la Grèce ou la Bulgarie lui octroient son autonomie. Elle doit faire pression pour que soit constituée une Fédération Balkanique, seule capable de surmonter une grande partie des difficultés présentes.

Il est clair que les cliques réactionnaires qui détiennent actuellement le pouvoir dans les pays balkaniques, ne désirent nullement une Fédération. Ces cliques sont entretenues par les subsides des états impérialistes de l'Europe pour stimuler les haines réciproques parmi les peuples balkaniques. Mais dans chaque pays des Balkans il existe de grandes masses d'ouvriers

et de paysans qui désirent sincèrement la paix dans les cadres d'une Fédération. C'est là que sont les bases pour une Fédération Balkanique.

L'une des tâches du mouvement travailliste anglais devrait être d'encourager les masses laborieuses des Balkans à faire une propagande active pour l'unité parmi les ouvriers et les paysans. Cela mènerait au désir général d'une Fédération Balkanique et donnerait à la politique la préconisant une force irrésistiblement entraînée. Et ainsi serait constitué aussi un Gouvernement fédéral représentant les ouvriers et les paysans des Balkans.

Pour ce qui est de l'aile gauche du mouvement travailliste anglais, nos camarades dans les Balkans peuvent être assurés que nous ferons tout ce qui est humainement possible pour combattre avec succès les terroristes de Tsankoff en Bulgarie, et les gouvernements despotiques de partout ailleurs, et pour aider de toutes manières le développement d'une Fédération Balkanique.

William Paul

L'Emprunt des réfugiés

Monsieur Liaptcheff, vous ne trompez personne!

Le gouvernement de Liaptcheff et la presse officieuse mènent grand bruit autour de l'emprunt consenti par la Société des Nations aux réfugiés bulgares. Il présente ce fait comme une grosse victoire à lui.

Liaptcheff, comme on le sait, continue l'œuvre abominable de Tsankoff et, pour cette raison même, il est détesté et abhorré avec autant de cordialité que son prédécesseur par l'écrasante majorité du peuple bulgare.

Liaptcheff, dans le but de tromper le pays, s'efforce de lui faire accroire que cet emprunt est le signe de la confiance que l'opinion du monde civilisé témoigne à l'égard de son gouvernement.

C'est un mensonge.

Cette opinion connaît parfaitement ce qu'est en réalité le gouvernement Liaptcheff : un gouvernement fasciste.

Nous n'en voulons pour preuve que l'article suivant qu'a publié M. Pierre Lebrun dans le numéro du 26 juin du grand journal démocratique français *Le Quotidien* :

« Le conseil de la S. D. N., à sa dernière séance, a décidé en principe d'autoriser la Bulgarie à contracter un emprunt de deux millions et demi de livres sterling pour le soulagement des réfugiés qui sont à la charge de l'Etat bulgare.

Le Conseil de la S. D. N. a subordonné l'octroi de cet emprunt à deux conditions qui sont :

- 1° Le consentement des Etats voisins de la Bulgarie ;
- 2° L'établissement d'un contrôle sur l'emploi des fonds.

D'après les informations publiées sur la conférence de la Petite Entente à Bled, celle-ci ne soulève aucune objection de principe contre cet emprunt, mais désire être représentée dans l'organisme de contrôle.

Pour comprendre cette réserve, il faut se reporter à la situation politique intérieure de la Bulgarie, situation qui continue, malgré le remplacement de M. Tsankoff par M. Liaptcheff, à causer de vives préoccupations aux pays voisins.

La présence d'une centaine de milliers de réfugiés est, à n'en pas douter, une lourde charge pour le budget bulgare.

Ces réfugiés, venus principalement de la Thrace et de la Dobroudja, vivent dans des conditions misérables.

Le gouvernement bulgare se propose de donner à ces immigrés des terres, des instruments agricoles et du bétail. Tout le monde, en Bulgarie, est d'avis que cette mesure serait bienfaisante.

Mais tout le monde n'est pas disposé à accorder au gouvernement Liaptcheff et au régime actuellement en vigueur toute la confiance que suppose une telle opération.

Il faut rappeler, à ce sujet, que M. Tsankoff fut obligé de se démettre principalement à cause des difficultés financières et économiques, après l'échec de toutes ses démarches pour conclure un emprunt en Angleterre.

Le gouvernement fasciste, qui se maintenait au pouvoir par la terreur et gouvernait par l'assassinat, dut céder la place à un cabinet issu du même parti.

M. Liaptcheff voulut inaugurer la politique d'apaisement. Il donna aux préfets des instructions « libérales ». Il reconnut le fait — nié par Tsankoff — de « la disparition » de plusieurs centaines de citoyens bulgares assassinés par la Ligue militaire ou par le Comité macédonien. Il fit voter une amnistie.

Mais il laissa toute l'administration et toute la police tsankoviste en place. Il accepta que trois chefs de la Ligue militaire entrassent dans son cabinet. Pendant les élections municipales, il laissa fonctionner, dans toutes les circonscriptions agricoles, l'ancien appareil de pression.

Enfin, l'amnistie elle-même laissa dans les prisons plusieurs milliers de condamnés politiques.

Il est vrai que, en dépit de tout cela, M. Tsankoff, qui est président du Sobranié et appartient officiellement au même parti que M. Liaptcheff (l'Union démocratique), est mécontent, et qu'il a déclaré la guerre au président du Conseil actuel.

Il est vrai que la nouvelle organisation fasciste « la Défense nationale » attaque, elle aussi, avec violence, M. Liaptcheff.

Mais les socialistes, les démocrates, les radicaux ne sont pas dupes de ces querelles intestines et dans leur presse ils dénoncent la violence policière, les méthodes terroristes, dont le gouvernement, toujours prisonnier de la Ligue militaire, continue à faire usage.

Il serait important, pour la Bulgarie elle-même, que les restes du régime de M. Tsankoff fussent définitivement supprimés.

Voilà M. Liaptcheff définitivement fixé sur ce que pense la démocratie européenne de son gouvernement et du régime dont il est le représentant.

A quel prix le gouvernement de la Terreur Blanche de Sofia s'est fait accorder l'emprunt

Le *Quotidien* du 4 juillet, dans un autre article, expose dans quelles conditions le gouvernement bulgare obtint récemment le consentement de la Société des Nations à la conclusion de l'emprunt :

« Pour obtenir cet emprunt, M. Liaptcheff, président du Conseil bulgare, aurait pu s'efforcer de vaincre la méfiance de l'opinion démocratique européenne à l'endroit de son gouvernement sur lequel pèsent des influences occultes et qui n'est, à vrai dire, qu'une réédition du cabinet Tsankoff.

M. Liaptcheff et son ministre des Affaires étrangères, M. Bourroff, ont jugé plus expédient de gagner, plus simplement, la confiance des financiers anglais.

Par quels moyens ?

De récents débats, fort orageux, à la Chambre bulgare, nous le révèlent.

Le gouvernement Liaptcheff a demandé au Sobranié de voter le projet d'une concession commerciale par laquelle une compagnie anglaise reçoit le monopole de la fabrication, de l'exportation et du transport maritime du jambon et des autres sous-produits porcins, le privilège exclusif d'installer et d'exploiter en Bulgarie des frigorifiques de toute nature et aussi le droit ordinaire de se livrer à n'importe quel autre genre de commerce (œufs, tabac, etc.) d'exportation et d'importation.

Le gouvernement bulgare renonce, au profit de la Compagnie concessionnaire, au droit de percevoir l'impôt et à celui de rendre la justice.

La compagnie sera, en effet, exempte de tous impôts et taxes, présents et futurs. Un tribunal arbitral, dont le président sera désigné par le président de la Cour de La Haye, statuera sur les contestations de la Compagnie avec l'Etat bulgare, et les tribunaux de Londres jugeront ses conflits avec les citoyens bulgares !

On comprend que tous les partis de l'opposition — libéraux, socialistes, agrariens, démocrates — aient attaqué avec violence ce projet qu'ils déclarent « un désastre national ».

Et, en effet, la puissante compagnie concessionnaire ne manquerait pas de devenir bientôt, dans ce petit pays, la maîtresse absolue du marché des vivres.

La discussion au Sobranié continue, mais l'opposition a, naturellement, peu de chances d'aboutir.»

Vukachine Markovitch

Le fils de son pays, le héros de son peuple

Le Dr Vukachine Markovitch vécut longtemps en Russie et y prit la nationalité russe. Il est cependant le Monténégrin le plus pur non seulement par sa naissance, mais par sa mentalité et par son tempérament. Il est l'expression vivante de l'âme du paysan monténégrin. Aussi, ce noble champion de la cause monténégrine est vénéré du peuple des Montagnes Noires. Il en est l'idole et le héros légendaire. L'âme du peuple monténégrin l'entoura de légendes que la chanson populaire rendra immortelles. Les Balkans paysans créent encore des épopées — restes positifs du Moyen-âge a côté de tant de restes négatifs sous lesquels ces pays souffrent si atrocement.

Aujourd'hui, Markovitch est âgé de 55 ans. Il est né dans le village de Piperi. Jusqu'à sa 18^{me} année il gardait des moutons et des vaches, à l'instar du célèbre Vuk Karadjitch, père de la langue littéraire serbe. Ce n'est qu'à cet âge qu'il réussit à se faire admettre à l'école primaire de la petite ville de Podgoritsa. Il y devint bientôt le meilleur élève et ses lectures favorites étaient les épopées monténégrines et les chansons populaires. Après avoir terminé l'école primaire, il retourne au village. Il est cependant irrésistiblement attiré vers l'école. Aussi, peu après, il quitte son village et le Monténégro et, à travers la Turquie, se rend à pied en Serbie. Il arrive à Yagodina et s'y fait inscrire au lycée. Dépourvu de moyens de subsistance, il gagne sa vie en se faisant engager comme domestique. En Serbie, c'est la réaction des Obrenovitch qui régnait, et l'esprit avide de liberté de Markovitch le met en conflit avec cette noire réaction. Après avoir terminé la quatrième classe du lycée, il est expulsé de la Serbie. Il retourne de nouveau à son village, mais il ne veut pas devenir valet de ferme et se fait chasseur et « guslar ». Il ne pense, cependant, qu'à trouver la possibilité de continuer ses études. Mais il a un caractère droit et indépendant qui ne plait pas au prince Nikita, et il se voit refuser une bourse qu'il avait brigüé. Il profite alors d'une occasion qui se présente et s'embarque en contrebande pour la Russie. Il se rend d'abord à Charkow, y suit les cours du lycée, puis de l'école de médecine et de l'école vétérinaire. Descendant des traditionnels héros monténégrins qui luttèrent de tous temps contre les conquérants turcs, il est attiré en Russie par les héros de la vie contemporaine : Tchernichevsky et les social-révolutionnaires.

Vient l'an 1905, la première révolution du peuple russe. Markovitch s'identifie avec le peuple et la révolution. Et le gouvernement du Tsar l'envoie en Sibérie. Il se sauve de l'exil, retourne en Russie d'Europe, parvient à y mener une vie légale. Pendant les guerres balkaniques, Markovitch se rend en Serbie en 1912 à la tête de la commission médicale de la Croix Rouge pour combattre le choléra. Il retourne ensuite de nouveau en Russie. Il s'y trouve lors du déclenchement de la guerre mondiale. En 1917, il prend une part active aux révolutions de février et d'octobre. Il est un militant dévoué et intrépide dans toutes les luttes de libération du peuple russe.

En 1921, Markovitch rentre au Monténégro. Il éprouvera, bientôt, sur sa propre personne, que le nom des tyrans avait changé, mais que la tyrannie et l'occupation étaient restées tout comme par le passé. Déjà à la frontière, il est arrêté et jeté dans la fameuse prison de « Glavniatcha » à Belgrade, puis dans le cachot à Podgoritza. On le remet en liberté pour l'arrêter à nouveau. Ceci se répète à plusieurs reprises. De quoi s'occupe donc Markovitch pendant ce temps ? Que fait-il ? Le journaliste serbe Kosta Kraychumovitch, du parti paysan, écrit à ce sujet dans le *Novosti* de Belgrade du 26 juin 1926 : « A travers les défilés des montagnes, il se rendait à Piperi et dans d'autres villages monténégrins. Et tandis que d'autres amassaient des millions et transvertissaient en banknotes les permis d'exportation, le Dr Vukachine Markovitch soignait des malades gratuitement et prononçait des discours. » Soigner des malades gratuitement et parler au peuple — ce sont choses prohibées dans le pays de la corruption et de la violence. Il est donc continuellement convoqué à la police, arrêté, emprisonné, relâché, reconvoqué, réarrêté etc. Il en a enfin trop, et il ne répond plus aux convocations. Là-dessus, la police le déclare un « haydouk », c'est-à-dire un brigand, et met sa tête à prix (prix qui, peu à peu, s'élève jusqu'à 100.000 dinars). Vukachine est ainsi forcé de devenir « rebelle », suivant l'expression officielle yougoslave, et de se cacher dans les villages, dans les grottes, dans les montagnes. Et cependant, il continue à guérir gratuitement dans tout le Monténégro les hommes et les animaux malades. De véritables légendes se forment autour de lui. Les paysans arrivent des régions les plus éloignées pour se faire soigner par lui. Sa renommée s'étend aussi en Albanie. C'est le médecin opérant des miracles — le nouveau docteur Theophrastus Paracelsus du Monténégro, de l'Herzégovine, du Sandjak et de l'Albanie du nord.

Des légendes se forment sur son héroïsme et son invulnérabilité. Il vit quatre années entières en « rebelle », de 1921 à 1924, et dans le courant de ces quatre années il a 30 rencontres avec des patrouilles de gendarmerie, mais il reste toujours sain et sauf. Les gendarmes sont convaincus, comme les paysans monténégrins, qu'il ne peut point être blessé par un fusil, qu'aucune balle ne peut l'atteindre, tout comme les anciens chevaliers, les voyvodes et les héros. Les autorités ne peuvent se saisir de lui ni par les poursuites et ni par la trahison. Elles brûlent les maisons de ses parents, réduisent en cendres tout le village de Piperi, mais en vain. Vukachine reste insaisissable. Ce n'est pas une fée qui le protège, comme les héros des chansons populaires monténégrines ; c'est le peuple monténégrin lui-même.

Le peuple monténégrin souffre de la faim, de la misère, de l'oppression ; il demande du pain, il demande la liberté ; les despotes de Belgrade l'oppriment de plus en plus ; et Vukachine Markovitch lutte pour les revendications de ce peuple opprimé. Il est le fils de son peuple, le porte-parole de ses désirs et de ses revendications, son chef dans la lutte. La lutte légale est interdite par les autorités ; le peuple est obligé de lutter illégalement, de se défendre contre les méthodes balkaniques des autorités aussi par des méthodes balkaniques, par des tchéatas.

En 1924 une amnistie est proclamée pour les tchéatas. Vukachine retourne à Piperi et à Podgoritsa. Son occupation reste toujours la même. Auparavant, il se rendait dans les villages par des défilés et à travers les montagnes, maintenant il s'y rend par la chaussée. Il est cependant arrêté à nouveau et traduit devant le tribunal de Cettinje, qui le condamne à 6 mois de prison. Il est ensuite envoyé à la maison des aliénés à Sebenico en Dalmatie pour « épuisement de ses nerfs ». Après 4 mois, il est transféré à la prison de Cettinje. Il parvient à s'évader de la prison en sautant d'une hauteur de 4 mètres. Le Monténégro tout entier est rempli d'une vive joie. Vukachine essaie de se faire accorder le droit à une existence légale. Des députations paysannes interviennent auprès des autorités. Rien n'y fait. La police et le gouvernement demandent sa tête. Les tyrans de Belgrade espèrent, en supprimant Markovitch, pouvoir tuer librement l'esprit monténégrin de liberté.

Vukachine est obligé de se réfugier à l'étranger non pas seulement pour sauver sa vie afin de pouvoir continuer sa lutte, mais pour sauver aussi le peuple des nouvelles arrestations, tortures, incendies, dont le menacent les autorités.

Le 28 février 1926, Vukachine Markovitch est arrêté par la police de Vienne. Pour un « faux passeport ». La République autrichienne emprisonne le républicain monténégrin qui avait dû s'enfuir devant l'occupation monarchique serbe du Monténégro !

Mais les autorités serbes ne sont pas satisfaites. Elles demandent son extradition. A cet effet, elles l'accusent mensongèrement de différents crimes pour pouvoir s'emparer de lui et exercer sur lui leur vengeance. Le gouvernement autrichien laissera-t-il s'accomplir ce projet machiavélique des potentats de Belgrade ? Le noble Henri Barbusse a déjà élevé sa voix. Le Dr Markovitch souffre déjà depuis 6 mois dans la prison de Vienne. Le peuple monténégrin en entier attend que disparaisse enfin l'épée de Damoclès suspendu sur la tête de son ardent défenseur.

P. Maritch

„La détention du Dr Vukachine Markovitch est une injustice criante, son extradition serait une atteinte au droit d'asile“ dit l'„Arbeiter-Zeitung“

Des voix de partout s'élèvent pour demander la mise en liberté immédiate du Dr Vukachine Markovitch. Hier, c'était Henri Barbusse, c'était la démocratie française ; aujourd'hui, c'est notre vaillant confrère l'„Arbeiter-Zeitung“, c'est l'„Abend“, c'est la démocratie autrichienne, qui réclament à nouveau la libération du héros monténégrin.

Nous lisons dans l'„Arbeiter-Zeitung“ du 9 juillet : « Depuis le 28 février, depuis donc plus de 4 mois, le Dr Vukachine Markovitch, l'adversaire monténégrin du gouvernement yougoslave, se trouve dans la prison de Vienne. Le gouvernement yougoslave demande son extradition. Il l'accuse de crimes de droit commun, et sur la base de ces mensongères accusations, un homme de cinquante quatre ans, un médecin, un professeur à la Faculté de médecine de Moscou est emprisonné

pendant des mois, et on lui fait envisager l'éventualité de son extradition et de sa remise entre les mains d'un gouvernement en lequel il voit ses bourreaux.

D'après tout ce que l'on apprend de Markovitch, c'est un homme extraordinaire, entièrement dévoué à la cause monténégrine et au socialisme, idolâtré des paysans monténégrins et haï à mort par le gouvernement yougoslave. Son fils et sa fille sont emprisonnés à Belgrade, condamnés chacun à 20 ans de travaux forcés; sa femme, française de naissance, a été tuée pendant la guerre civile en Russie, fusillée par les gardes blancs. Les malheurs et les épreuves subis par cet homme justifieraient un traitement moins rigoureux envers lui. Tout démontre que le Dr Markovitch a été toujours un militant révolutionnaire et non pas un criminel de droit commun. Mais sa personne exige aussi bien des considérations.

La vie de cet homme est faite de lutte et de travail. Pendant la guerre balkanique, il était le président de la Croix Rouge serbe, chargé par ce même gouvernement serbe qui l'accuse actuellement de crimes communs de lutter contre les maladies épidémiques, en particulier contre le choléra. Le fait qu'entretemps Markovitch est devenu communiste, qu'il a acquis la nationalité russe, qu'il oppose à l'idée impérialiste panserbe celle d'une fédération des peuples yougoslaves, peut bien être très désagréable aux potentats actuels de Belgrade; mais cela n'est pas une raison pour que la République autrichienne livre cet homme à ses persécuteurs.

Il ne faut pas du tout s'identifier avec les idées politiques et les plans du Dr Vukachine Markovitch pour ressentir sa détention et l'éventualité de son extradition aux Serbes comme une atteinte portée au droit d'asile.

Il est encore une chose qui doit être éclaircie: le 5 mai il a été annoncé que le Tribunal avait refusé l'extradition de Markovitch. Mais en réalité il a été demandé à l'instance supérieure d'agréer à l'extradition de Markovitch. L'instance supérieure a demandé au gouvernement yougoslave, par l'entremise du ministère des affaires étrangères, de fournir les preuves de ce que Markovitch est un criminel de droit commun. Le gouvernement de Belgrade, cependant, n'est pas pressé; il est content si le persécuté reste sous verrous et il paraît être de l'avis que le tribunal de Vienne dispose aussi de prisons.

Les différends entre une partie des Monténégrins et le gouvernement de Belgrade constituent une question ne pouvant point provoquer l'intervention du gouvernement autrichien. Mais l'arrestation de Markovitch et son extradition projetée doivent provoquer les plus véhémentes protestations. Entre l'Autriche et la Yougoslavie, il n'existe pas de traité spécial d'extradition. Il faudrait donc appliquer les clauses de la convention de Bruxelles, d'après lesquelles les preuves de la culpabilité de la personne dont l'extradition est demandée doivent être fournies dans les trente jours. Or, le révolutionnaire monténégrin se trouve en prison depuis 125 jours; ceci est une violation de la loi. Nous demandons de mettre immédiatement une fin à cet état de choses par la mise en liberté immédiate de Markovitch et par le refus de donner suite à la demande d'extradition complètement injustifiée.

Poussé par le même sentiment de révolte contre cette demande d'extradition du gouvernement yougoslave, l'avocat viennois Dr Egon Schönfeld traite dans le *Abend* du 9 juillet la question du droit d'asile. Nous en reproduisons les passages suivants:

« Il est de coutume internationale, depuis longtemps déjà, et il est aussi stipulé dans de nombreuses conventions, que l'extradition ne doit pas avoir lieu pour délits politiques. Mais la conception du délit politique est toujours si étroitement limitée que pas tous les délits ayant en réalité des motifs politiques sont considérés avec certitude comme des « délits politiques ». Et les gouvernements qui persécutent leurs adversaires politiques réfugiés à l'étranger ne reculent pas devant une demande d'extradition sous allévation de crimes de droit commun.

Combien grand est le danger que de telles tentatives ne restent pas toujours sans succès, nous le voyons actuellement dans le cas du Dr Vukachine Markovitch. On travaille à rendre tout-à-fait inefficace la protection déjà insuffisante contre l'extradition.

Quant à l'expulsion, elle est en théorie une tout autre chose que l'extradition. L'expulsé ne doit pas être transporté à la frontière de l'état poursuivant. Mais, en général, les réfugiés politiques n'ont pas de passeports en règle, et ainsi les états étrangers ne veulent pas les admettre sans papiers dans leurs territoires. Forcé leur est donc de rester dans l'état qui les expulse. Et alors les tracasseries recommencent. Le pauvre réfugié est arrêté pour séjour illicite, condamné, réexpédié à la frontière, réarrêté pour séjour illicite, etc., de sorte que le réfugié, las de ces tourments éternelles, essaye de rentrer dans son pays, où il tombe entre les mains de la police. L'expulsion équivaut donc souvent pratiquement à l'extradition.

Et c'est une sinistre raillerie que le fait d'avoir traversé une frontière sans les documents nécessaires, fait qui d'ordinaire est puni par une légère amende, est saisi comme prétexte pour l'ex-

pulsion des réfugiés politiques qui se sont sauvés des prisons des pays de la terreur blanche pour échapper à un martyre de longues années.

Et il est fait un crime au Dr Vukachine Markovitch de s'être rendu en Autriche sans être muni de papiers absolument en règle! Lui qui s'est échappé des geôles de Belgrade!

La Ligue roumaine contre la Terreur Blanche en Roumanie

La Ligue contre la Terreur Blanche, qui s'est constituée récemment à Bucarest, vient de publier l'appel suivant:

A toute l'opinion publique, à tous les intellectuels, à tout les partis et à toutes les associations démocratiques en Roumanie

Il s'est développé en Roumanie, contrairement à toutes les prescriptions constitutionnelles et à toutes les lois en vigueur, un régime d'exception envers tous ceux qui ont une conception politique, sociale ou religieuse différente de celle des gouvernants. La liberté de la parole, le droit d'association et de réunion, le droit de défense devant les tribunaux, la liberté individuelle, et même la liberté de la conscience, sont gravement atteints.

Il s'est déclenché contre les citoyens qui ont une autre conviction politique ou religieuse ou qui ne sont pas de race roumaine une guerre de destruction non seulement morale, mais aussi physique, et l'arme employée, c'est la Terreur. Au lieu des luttes d'idées, des discussions idéologiques, ce sont la prison, la bastonnade et la torture qui sont employées comme moyens de conviction. Les événements qui se sont déroulés les dernières années, où des centaines de personnes ont été arrêtées, torturées et humiliées pour que, par la suite, aucune culpabilité n'ayant pu être établie à leur charge, elles soient remises en liberté, ainsi que la manière dont sont faites les campagnes électorales, sont encore présents dans les mémoires de tous. Les accusations d'« ennemis de l'ordre public », d'« attenteurs à la sûreté de l'Etat » et d'« instigateurs » sont des formules sous lesquelles toute illégalité, tout abus, toute barbarie sont possibles. Et il n'existe chez nous aucun péril social, nulle menace contre la nation, pouvant motiver l'annulation du régime légal et l'instauration de l'arbitraire et de la terreur. Les pays dans lesquels le bon plaisir et l'arbitraire ont pris la place des lois et de la justice sont devenus la proie de mouvements violents et anarchiques; les mesures exceptionnelles ont provoqué les agitations qu'elles prétendaient combattre. L'illégalité et l'abus commis au nom de l'ordre ont toujours donné naissance au désordre et à l'anarchie.

Contre un tel régime, il ne s'est déclenché de nulle part en Roumanie un mouvement de protestation. Le flétrissement de la part de quelques militants idéalistes des piétinements des libertés individuelles a été une action isolée, mais pas une action de masses. Et une action de masses s'impose de plus en plus.

Nous pensons qu'il est un devoir de conscience pour tout intellectuel honnête, pour tout citoyen dans lequel le sentiment de justice est encore vivant, de prendre énergiquement position contre le régime d'arbitraire et particulièrement contre le mépris des plus élémentaires droits naturels et civiques.

Les citoyens conscients de la Roumanie doivent se rassembler dans une « Ligue contre la Terreur » qui, d'une manière systématique et sans hésiter défendra tous ceux qui deviennent les victimes de l'arbitraire, d'où qu'il vienne, et flétrira et combattra par tous les moyens légaux la terreur, d'où qu'elle se manifeste.

En jetant les bases de cette « Ligue contre la Terreur » nous faisons appel à l'opinion publique de la Roumanie en lui demandant de nous donner toute son aide morale et matérielle dans la lutte que nous mènerons pour la restauration de la légalité et la défense des droits civiques.

C. Parhon, prof. à l'Univ. de Jassy, décane de la Facul. de Médecine; Gh. Tachca, prof. à l'Univ. de Bucarest; Const. Mille, prés. de l'Association de la Presse; M. Sadoveanu, membre de l'Académie Roumaine; D. D. Patracheanu; D. C. Costa-Foru, secrétaire de la Ligue des Droits de l'Homme; Traian Bratu, prof. à l'Univ. de Iassy, ancien Recteur; Gh. Mironescu, prof. à l'Univ. de Iassy; Th. Ionescu, prof. à l'Univ. de Iassy; Ion Teodorescu, journaliste; M. Sevastos, journaliste et avocat; C. C. Petrescu, avocat; Eug. Herovanu, prof. à l'Univ. de Iassy, Bâtonnier du Barreau de Iassy; Eug. Relgis, Gala Galaction, P. Moşoiu, B. Lazareanu, Dr. Ghelelter, Josif Nadejde, A. Galatseanu, écrivains et publicistes; C. C. Parascăvescu-Balaceanu, avocat; Gh. Georgescu, Ludovic Imre, Traian Radulescu, ouvriers; Stefan Voitech, journaliste; Const. Vicol, avocat; Timotei Marin, étudiant; Michel Dobrescu, ouvrier; M. Cruceanu, professeur et avocat; Marcel Leonin, avocat; L. D. Patrascanu, docteur en sciences économiques; M. Ciobanu, Eufem Mihaileanu, étudiants; Helene Filipovici, journaliste; Gr. Nicolescu, ouvrier; Paul Zarifopol, publiciste.

Adresser les adhésions à: M. Sevastos, 5 rue Otetelesanu, Bucarest.

Contre la Terreur Tsankoff-Liaptcheff

Le meeting commun de la Ligue des Droits de l'Homme et du Comité de Défense
Effondrement complet des conjurés fascistes de Paris

Nous publions ci-dessous, d'après l'Agence des Balkans, le compte-rendu du meeting de la Ligue des Droits de l'Homme à Paris, qui avait invité nos amis Henri Barbusse et Daniel Renoult à participer à la réunion, au nom du Comité de Défense. Il a pris une véritable signification historique.

Les fascistes bulgares oseront-ils dire maintenant que seuls des « communistes » et des « ennemis de la Bulgarie » parlent de la Terreur Blanche ? C'est la grande organisation des démocrates français qui les a condamnés et flétris.

Pour se rendre compte de l'importance de cet événement, il faut savoir que le gouvernement bulgare, tandis qu'il vend la production agricole du pays et les sources des revenus publics au capitalisme anglo-saxon, entretient à prix d'or à Paris toute une camarilla de prétendus fonctionnaires, de pseudo-correspondants de journaux et de très réels bandits de l'Organisation Noire, de l'O. R. I. M., pour contrecarrer l'action généreuse de Henri Barbusse et de ses amis.

Ces individus, qui grèvent de sommes énormes le budget bulgare, ont pour chef Beltcheff, un traître éhonté du socialisme. Cet homme s'est vanté de pouvoir acheter toute la presse française.

En gaspillant des millions de levas, il a constitué une prétendue Ligue bulgare des Droits de l'Homme à Paris ; il a publié une brochure où il « prouve » que Tsankoff n'est pas bien coupable et que Liaptcheff est un petit saïnt.

Il a réussi, nous ne savons comment — et la question est grave ! — à obtenir pour cette publication honteuse une préface de M. Justin Godard, ancien ministre français et haut dignitaire de la Ligue des Droits de l'Homme.

Beltcheff avait demandé, et obtenu, d'apporter la contradiction au meeting de la Ligue. Tous les Bulgares de Paris qui vivent de la légation étaient présents. Beltcheff devait disculper Tsankoff et montrer Liaptcheff pur comme l'enfant qui vient de naître.

Or, Beltcheff n'osa pas venir. Il se déroba, sachant que non seulement Henri Barbusse et Daniel Renoult, ces « bolchéviks », mais le professeur socialiste Emile Kahn étaient résolus à dévoiler ses agissements et à en faire justice.

Et aucun des fascistes bulgares présents n'osa souffler mot ! Ils n'osèrent même pas voter contre l'ordre du jour qui, au nom des partis antifascistes, c'est-à-dire au nom des trois-quarts des Français, les souffletait.

Seul, parmi la foule, le représentant d'Ivan Mikhailoff et de Protoguéroff eut le courage de lever la main contre la condamnation solennelle et sans appel de la Terreur en Bulgarie.

Vraiment, Monsieur Liaptcheff, Beltcheff ne vous en a pas donné pour votre argent ! Il vous a volé, tout comme les contribuables bulgares.

Voici le compte-rendu du meeting, tel que le publie l'Agence des Balkans :

« Le mercredi 23 juin la Ligue française des Droits de l'Homme et du Citoyen a donné à Paris, à la salle des Sociétés savantes, un grand meeting sur la situation en Bulgarie.

La Ligue qui avait invité comme représentants du Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans MM. Henri Barbusse et Daniel Renoult, avait désigné elle-même comme orateurs MM. Emile Kahn et Victor Basch, professeurs à la Sorbonne. Ce dernier présidait.

On avait annoncé la contradiction des fascistes bulgares. La Ligue des Droits de l'Homme avait reçu à ce sujet la demande formelle de M. Beltcheff, agent de la légation bulgare de Paris. Elle avait, suivant sa tradition, promis de lui donner la parole. Or, ni M. Beltcheff ni aucun de ses amis ne s'est présenté.

Leur déroba, plus encore que les accusations apportées à la tribune contre le régime sanglant, les écrase. La réunion du 23 juin a été pour le régime Tsankoff-Liaptcheff une condamnation définitive.

C'est Henri Barbusse, qui le premier a pris la parole, salué par les ovations de l'assistance.

Avec une puissance d'émotion qui a conquis tout l'auditoire, il a évoqué le martyrologue du peuple bulgare, rappelé les faits, cité les cas les plus horribles de la Terreur Blanche. Il a dit les massacres du 9 juin et des journées de septembre, l'assassinat des chefs communistes, agrariens, macédoniens fédéralistes. Il a fait justice des accusations portées contre les communistes et les agrariens à propos de l'attentat de la cathédrale.

Devant la foule frémissante il a rappelé le meurtre du poète Mileff, du journaliste Herbst.

Puis Henri Barbusse a rendu hommage à tous ceux qui ont lutté contre le gouvernement du crime, à M. Kostourkoff, à Mme Anna Karima, et aux acclamations de l'assistance, il a conclu

en disant que la sentence de culpabilité portée contre les gouvernants bulgares appartient désormais à l'histoire.

M. Emile Kahn qui connaît admirablement les affaires d'Orient et celles de Bulgarie en particulier, expliqua très savamment les origines de la crise en résumant l'histoire même du peuple bulgare.

Il rappela ensuite les actes politiques de Stamboliiski, montra comment celui-ci avait réellement exprimé le mouvement des masses paysannes contre la politique de clan des vieux partis.

En termes mesurés, mais sévères, l'éminent professeur condamna les crimes de Tsankoff et déclara qu'en son âme et conscience il tenait à déclarer que le système de la terreur continuait sous M. Liaptcheff.

Il s'éleva contre la caricature d'amnistie de janvier dernier qui a profité surtout aux bourreaux, aux fauteurs et spéculateurs de guerre et termina en donnant son adhésion entière à la lutte contre le fascisme en Bulgarie et dans tous les pays.

Au nom du Comité de Défense, M. Daniel Renoult remercia la Ligue pour sa courtoise invitation et souligna l'importance d'une telle réunion où des hommes d'opinions très divergentes se réunissent pour une action commune contre le fascisme.

Dans son exposé, M. Daniel Renoult s'efforça surtout de détruire, et il y parvint sans peine, les arguments des défenseurs du gouvernement bulgare qui prétendent faire porter aux communistes et surtout à la mémoire de Stamboliiski la responsabilité de la terreur.

« Nous sommes loin, dit M. Renoult, d'approuver la politique de Stamboliiski. Il fut dur et brutal pour les ouvriers et c'est cette lutte entre le parti paysan et les organisations prolétariennes qui permit aux conjurés fascistes de réussir leur mauvais coup. Mais il est impossible, à moins d'inconscience, d'oser le moindre rapprochement entre le régime de Stamboliiski et celui de Tsankoff. »

M. Daniel Renoult cita ensuite tous les faits qui prouvent que la terreur continue sous M. Liaptcheff et souligna l'importance des déclarations des socialistes et des radicaux bulgares condamnant les violences commises sous le nouveau gouvernement.

Il termina en parlant de l'emprunt pour les réfugiés et en demandant aux chefs de l'Internationale Socialiste qui ont fait accorder cet emprunt de comprendre de quelle responsabilité ils se sont chargés, et d'agir énergiquement pour que l'emprunt ne serve pas exclusivement à renforcer le pouvoir d'oppression de la Ligue Militaire et des autonomistes macédoniens.

Le président, Victor Basch, s'écria alors : « La preuve a été faite par les trois orateurs que la Terreur Blanche a sévi en Bulgarie sous le gouvernement Tsankoff et qu'elle continue sous celui de Liaptcheff. La Ligue des Droits de l'Homme le constate et plus que jamais elle réclame l'amnistie totale pour les détenus politiques et l'abrogation de la monstrueuse loi pour la Défense de l'Etat. »

L'impression est profonde. Elle est renforcée encore par les interventions de M. Kostoff, au nom des agrariens, et de M. Voutchitch au nom de la Ligue commune des Yougoslaves et des Bulgares.

M. Victor Basch lit alors l'ordre du jour suivant présenté par la Ligue des Droits de l'Homme et qui est adopté à l'unanimité moins une voix, celle d'un Macédonien autonome.

« Les citoyens, réunis le 23 juin, salle des Sociétés Savantes, après avoir entendu Henri Barbusse, Emile Kahn, Daniel Renoult et Victor Basch :

» résolument hostiles aux gouvernements de violence, comme à tout attentat à la personne humaine ;

» Considérant qu'à la suite du coup d'Etat de 1923 qui portait M. Tsankoff au pouvoir, la Bulgarie a été soumise à un régime d'arbitraire et de terreur analogue au régime fasciste ;

» Que ce régime a été aggravé après l'odieux attentat de la cathédrale (avril 1925) par tout un système de répressions sanglantes ;

» Qu'il a été maintenu par le Gouvernement de M. Liaptcheff en dépit de ses promesses d'apaisement ;

» Expriment leur sympathie au peuple bulgare, si estimable et si malheureux ;

» Ils attendent du Gouvernement bulgare :

1° L'amnistie sans réserve pour tous les condamnés politiques.

2° L'abrogation de toutes lois d'exception, à commencer par la loi monstrueuse sur la défense de l'Etat.

3° Le rétablissement des libertés publiques, sans lesquelles il n'est pas de vraie démocratie.

4° Les garanties de sécurité et de justice dues à tous les citoyens sans distinction d'opinions ou de partis dans tout Etat normalement constitué. »

L'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne à la barre de l'opinion publique européenne

Nous avons reproduit dans nos précédents numéros les lettres de protestation indignée que nous ont adressées le célèbre savant et professeur au Collège de France P. Langevin, membre du Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme, de Paris ; Henri Barbusse, l'illustre écrivain révolutionnaire ; Charles Rappoport, le sociologue et théoricien marxiste bien connu — à la suite de l'acquiescement de l'assassinat de Tchaouloff, et des menaces ouvertes de mort de l'Organisation macédonienne, instrument de la dictature fasciste de Sofia, à l'adresse de notre ami Vlahoff.

Nous avons reproduit également la lettre que le Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans, qui groupe autour de lui tout ce que l'intelligence et la conscience françaises ont de noble et de généreux, a adressé à M. Liaptcheff protestant contre les méthodes terroristes de l'O. R. I. M.

Le mouvement de l'indignation contre cette Organisation noire au service de la pire réaction ne cesse d'agiter la conscience des hommes honnêtes dans tous les pays.

Nous n'en voulons pour preuves que les lettres que nous continuons à recevoir.

Voici d'abord une adhésion éclatante du Prof. Auguste Forel au Manifeste de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne Unifiée publié dernièrement. Nous n'avons pas besoin de dire qui est l'ancien professeur de Psychiatrie à l'Université de Zurich, ce savant de renommée mondiale, auteur de remarquables ouvrages universellement appréciés.

Le professeur A. Forel nous écrit :

Le soussigné se déclare entièrement d'accord avec les articles 1, 2, 3 et 4 (a, b, c, d) du Manifeste de l'O. R. I. M. Unifiée tel qu'il a été publié le 10 avril 1926 par l'Agence des Balkans. Il désire néanmoins que l'O. R. I. M. Unifiée n'ait recours à la force armée qu'à la dernière extrémité et qu'elle pose immédiatement les armes aussitôt que la Macédoine sera entièrement délivrée et libérée.

Agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments tous dévoués.

Yverne (Vaud), Suisse.

signé : Dr Auguste Forel

ancien professeur de Psychiatrie à l'Université de Zurich

Le professeur A. Forel nous a adressé également la protestation suivante contre le système de terreur de l'Organisation Macédonienne noire.

Les juges de l'Italie fasciste ont acquitté Stéphanoff, assassin de Tchaouloff. Mais l'opinion publique d'un monde qui se dit civilisé, et partant doit être moral, est par là même obligé de s'élever énergiquement contre le système de terreur de l'O. R. I. M. qui a armé la main de Stéphanoff.

Il ne faut pas confondre cette O. R. I. M. avec l'O. R. I. M. Unifiée qui est son contraire. L'Unifiée veut lutter contre les idées par des idées et non par la violence, avec le revolver.

La violence appelle la violence.

L'assassinat politique est abominable, et l'O. R. I. M. en poursuivant ce système barbare se démasque elle-même, se montre un simple instrument de vengeance du gouvernement réactionnaire actuel de Bulgarie. En ce faisant l'O. R. I. M. se discrédite et, ce qui est pire encore, elle discrédite du même coup la sainte cause de la Macédoine.

Yverne, 24 mai 1926.

Dr A. Forel

ancien professeur de Psychiatrie à l'Université de Zurich

Voici la lettre que nous adresse M. Henry Torrès, le célèbre avocat à la Cour d'Appel de Paris :

Associez-moi personnellement au mouvement de réprobation qui se développe contre ceux qui sont en train de préparer l'assassinat de Vlahoff.

Mon ami et client Veschapely est tombé hier sous le feu d'un assassin dont je sais et je prouverai qu'il avait des complices. Ce crime dont lui avait été préparé avec le même cynisme dont témoignent dans leurs actes les Macédoniens Autonomistes.

Que les meurtriers soient avertis dans leur préparation que leur lâcheté pourrait comporter de terribles retours et que le roi de Bulgarie, pour le compte duquel ils travaillent, se satisfasse des crimes qui ont déjà été commis sous son règne dans une proportion que les rois de Roumanie, d'Italie et d'Espagne n'ont même pas su dépasser.

Henry Torrès

Le citoyen Alexandre Mairet, le peintre suisse bien connu, professeur d'Histoire de l'Art, nous a adressé la lettre suivante :

Aujourd'hui l'assassinat est devenu un mode toléré, encouragé, ordonné et légitimé par les Autorités. C'est un fait ignoble, atroce et répugnant qui devrait soulever la réprobation populaire. Ce qui est effrayant, c'est de voir l'audace des uns et l'indifférence quasi générale de tous.

D'où vient donc cette apathie ?

En premier lieu, de l'information de la presse qui ménage les faits, les diminue, les voile, quand elle ne les cache pas ou ne les fausse pas consciemment.

On a assassiné un représentant de la Russie à Lausanne, on a assassiné Mateotti, Dimo Hadji Dimoff, Peter Tchaouloff, Todor Panitza, et bien d'autres, d'humbles et modestes individus. Nous apprenons qu'encouragé par l'acquiescement de Stéphanoff, on s'appête à tuer Dimitri Vlahoff. L'ordre en est donné. L'assassinat s'organise en plein jour.

C'en est assez.

L'indifférence quasi générale dont nous parlions n'est qu'apparente ; à mesure que les faits arrivent à la connaissance des hommes, ceux-ci, consternés d'abord, commencent maintenant à réagir.

Messieurs les potentats, la bonne marche de vos affaires jusqu'à ce jour vous aveugle ; vous perdez le sens des réalités. Vous préparez vous-mêmes votre châtement. Comment pouvez-vous ne point le voir ? Vous donnez l'exemple à ceux que vous croyez moins dignes que vous. Si vous, qui prétendez être le Droit, l'Ordre, la Justice, agissez de la sorte, comment ne pas comprendre que l'exemple venu « de haut », comme l'on dit, ne porte les fruits terribles de la vengeance impitoyable ? Renoncez à vos crimes ! Faites quelque chose qui soit une preuve, un témoignage manifeste de votre retour à des sentiments plus humains et surtout à des actes.

Et nous tous ne perdons pas un instant pour clamer notre dégoût, notre horreur, notre réprobation contre le système de terreur exercé par l'O. R. I. M.

Genève, le 20 mai.

Alexandre Mairet

Le citoyen Francis Lebet, secrétaire de la Fédération des Ouvriers du Bois et du Bâtiment, nous adresse de Genève la lettre suivante :

C'est avec stupeur que j'ai lu la nouvelle de la menace de mort dirigée contre le militant macédonien Dimitri Vlahoff.

Vraiment la réaction bulgare ne respecte plus rien. Le crime, la terreur, voilà ses armes.

Après avoir assassiné dans des conditions scandaleuses Peter Tchaouloff, Todor Panitza, et tant d'autres militants, la menace se dirige aujourd'hui contre celui qui lutte avec tant de dévouement pour la cause des peuples opprimés.

Le fascisme international encourage les actes terroristes ; les gouvernements se réclamant de la « liberté » et de la « démocratie » laissent s'accomplir sans protester les assassinats de tous ceux qui combattent pour les principes de justice.

N'y aura-t-il personne dans ce monde dit civilisé pour condamner ces crimes ?

L'immense majorité des intellectuels fait le silence. Qu'est-ce donc que cette petite minorité d'intellectuels qui osent encore protester en comparaison du nombre formidable de ceux osant se réclamer du titre d'intellectuel ? La pourriture aurait-elle atteint ce grand nombre ?

Si ceux qui ont eu le privilège de s'instruire et de posséder la science, les arts, la littérature, n'osent plus affirmer leur dégoût pour l'attentat, il faut en déduire que l'humanité est pleine de décadence.

Pourtant, il y a la masse écrasante de la population qui se révolte contre les bourreaux.

Cette masse appartient à la classe exploitée jusqu'au sang ! C'est la classe ouvrière de tous les pays !

Des milliers de militants, des paysans, des ouvriers, sont journellement assassinés par la réaction ; aujourd'hui, les chefs de file sont, les uns après les autres, abattus ou menacés de l'être !

Aujourd'hui la réaction bat son plein en Italie et dans tous les pays balkaniques. Avec moins de cynisme, mais avec plus d'hypocrisie, la réaction française, allemande, anglaise, agit.

Le prolétariat doit se dresser comme un seul homme pour protester contre les assassinats individuels et collectifs de la réaction.

Un seul cri doit s'élever contre la réaction des poitrines des prolétaires exploités : Cessez vos crimes ! ...

Francis Lebet

Secrétaire de la Fédération des Ouvriers du Bois et du Bâtiment, section de Genève

Le Dr Roger Fischer, médecin à l'Hôpital cantonal de Genève, nous adresse la lettre suivante :

On s'apprête à assassiner Dimitri Vlakhoff. Le dégoût monte aux lèvres, un dégoût que la réaction renouvelle sans cesse et particulièrement cette réaction balkanique d'atroce mémoire, aux traditions ignobles.

Cependant, hélas, des maîtres réactionnaires enseignent leur métier aux « élèves » balkaniques ! L'impunité dont les puissances assurent ces crimes augmente la vergogne des bandits ; ces années voient tomber systématiquement tous les défenseurs des libertés, de Mateotti aux victimes de la liberté macédonienne, par dessus le

corps de Vorovsky et d'autres frappés lâchement par derrière. La réaction rouge du sang des victimes espère, en pataugeant dans le sang, parvenir à dompter la révolte du pauvre !

Le dégoût monte, envahissant de toutes parts ; mais du dégoût à la rage, le chemin est court.

Nous protestons contre l'ignoble ordre qui veut supprimer un homme libre. Nous ne pouvons pas comprendre le vent de folie qui égare les gouvernants. Mais nous savons bien que la bise claire de la révolte va les emporter !

Et si les sbires de la réaction balkanique passent outre et lancent un défi à l'opinion publique, qu'ils prennent garde !

Dr Roger Fischer
médecin

LA RÉACTION BALKANIQUE

FAITS ET ÉVÉNEMENTS

Bulgarie :

Victimes de la misère — suicides : La jeune fille Pauline Abadjieva du village Nadejda des environs de Sofia se suicida le 5 juillet en se jetant sous un train. Le gendarme Stoyan Zdravkov de Choumen, se suicida le 3 juillet à Sofia. Le même jour au soir se suicida un jeune homme âgé de 20 ans, du village Boyana ; il était ouvrier de la fabrique de papier à Kniajevo. Panayote Jékov sanitaire militaire de Varna s'empoisonna en prenant du sublimé. La citoyenne de Varna Alexandra Ilieva essaya de se suicider en prenant du permanganate de potasse, mais elle fut sauvée à temps. Ivan V. Sapoundjiev âgé de 56 ans, employé, fut trouvé pendu le 22 juin à 4 km de Sofia, sur la chaussée de Constantinople. Il s'était suicidé. L'ouvrier des tabacs du dépôt « Fumar », Assène A. Negovansky, s'empoisonna le 16 juin. Le gardien municipal des cimetières civils de Gorna Oréhovitsa, Nikolas Auguéloff, âgé de 77 ans, fut trouvé pendu, le 21 juin 1926. La citoyenne Irine Ivanova du village Dimitriev des environs de Tchirpane, fut trouvée pendue le 1 juillet. A la même date on trouva un cadavre humain près de Daupnitsa sur les bords du fleuve Strouma ; on ne put établir son identité.

Tous ces suicides sont dus à la faim et à la misère.

Un réfugié mort de faim. Un jeune homme assis sur un banc du jardin municipal à Sofia, s'affaissa subitement à terre. Il fut emmené à l'hôpital où il mourut malgré les efforts des médecins. Ce jeune homme était un réfugié de Macédoine ; il se nommait Dimitri-Probtcheff et était âgé de 21 ans. Il mourut à la suite d'un fort épuisement physique provoqué par la faim continue, par la misère et par la tuberculose.

Les brutes engagés comme agents de la Sûreté Générale : Un certain nombre de citoyens de Koula télégraphient, que le tribunal de la même ville condamna le 1 juillet 1926, Kosta Radeff, agent de la Sûreté Générale du département de Vidin, rien qu'à 3 mois de prison malgré qu'il avait torturé et battu des paisibles citoyens bulgares. Et il est toujours agent de la Sûreté au village Godétch !

Un commissaire de police accusé. Le procureur-adjoint de Sofia V. Tatartchev a mis en accusation le commissaire de police Spas Christoff pour avoir battu et torturé les gens dans l'exercice de son service.

Arrestations et bastonnades. Des maires battus. Le maire du village de Banitza, arrondissement de Vratza, Petko Dimow, a été arrêté et jeté pendant quelques jours dans la prison du chef-lieu d'arrondissement de Vratza, puis libéré après avoir été roué de coup — afin d'être forcé à donner sa démission.

Le conseiller municipal de Ferdinand fut de même arrêté ; il aurait subi le même sort, si le juge d'instruction n'avait intervenu en sa faveur. Il a été libéré après qu'on lui a recommandé, sous menaces, de donner sa démission.

Le maire du village Ossikovo Alex. Pavlov fut de même convoqué à plusieurs reprises au commissariat de police, puis menacé, pour qu'il donne sa démission. Il a été aussi atrocement battu par le chef de l'arrondissement, puis chassé avec des injures de l'établissement.

Le maire du village Gantchévets arrondissement de Drénovo, et ses conseillers ont été menacés au chef-lieu d'arrondissement par le chef Marinoff, afin qu'ils donnent leur démission. Le maire-adjoint Kolio Stoyanov Tchourdoff, qui remplaça pendant un certain temps le maire Vladkoff, fut convoqué au chef-lieu d'arrondissement puis roué de coups vers les 11 heures du soir,

dans la nuit du 27 au 28 mai, afin de le forcer à donner sa démission. Six personnes furent ainsi forcées de donner leur démission.

Les conseillers municipaux de Radomir furent menacés par les organes du pouvoir pour qu'ils donnent leur démission afin d'être remplacés par des partisans de l'Entente Démocratique. Le conseiller Boyan Dimitrov fut arrêté puis emmené à la Sûreté Générale de Kustendil où il est encore détenu. Une protestation fut adressée à cette occasion au ministre de l'Intérieur par le groupe des jeunesses national-libérales du village Rakovskij.

Un député arrêté. Christo Dimitrov, député agrarien de Sofia fut arrêté le 13 mai dernier.

Des socialistes arrêtés. Le Comité local du parti social-démocrate à Ferdinand proteste dans le journal *Narod* contre le fait que les social-démocrates en vue Vlakhorsky et Apostolloff ont été arrêtés puis emmenés à la Sûreté Générale de Vratsa.

Un juge d'instruction menacé d'arrestation. Le conseiller municipal Todorov de Ferdinand télégraphie au journal *Radical* que le chef de l'arrondissement menaçait d'arrestation le juge d'instruction pendant l'accomplissement de ses fonctions.

Un chef d'arrondissement bat à mort et arrache de ses dents la chair de ses victimes. Après une réunion tenue à Silven et organisée par l'Union Agrarienne Populaire, Guino Andreev du village Nalbantlari et Bantcho Firkov du village Isserli, arrondissement de Sliven, ont été arrêtés par le chef de l'arrondissement Guénio Guénéff, puis battus à mort par lui-même personnellement. Le sang jaillit des têtes des malheureux paysans. Mais cela ne suffit pas pour le sadiste sicaire de la Ligue Militaire. Il déchira de ses propres dents des parties de la chair de ses victimes. Le petit doigt de l'un d'eux fut aussi arraché par cette brute humaine. Le Dr Kambosev de Sliven délivra le certificat médical constatant ces tortures.

Un ancien député battu : Au moment des élections de conseillers municipaux au village Kramoline arrond. de Sevlievo. L'ancien député Vassil Draganov fut arrêté, puis battu à mort. Sa maison fut bloquée par la police et les détectives, qui firent feu pendant tout le temps dans le but d'effrayer les électeurs.

Des grévistes arrêtés puis battus. Les ouvriers de la grande cordonnerie Alex. Otaup à Vratsa, au nombre de 35, sont en grève depuis un certain temps. Le patron eut recours aux organes du pouvoir afin de forcer les ouvriers à accepter ses conditions.

Il se rendit au commissariat de police, fit venir un agent et fit arrêter dans la rue l'ouvrier Boris Blagoe. Ce dernier fut emmené au commissariat de police où il fut battu sans pitié, puis menacé de mort par l'agent, qui braqua sur lui son revolver. Les ouvriers Doncho Andonov, Cristo Spirov, Todor Kozarov, Andon N. Andonov, Todor et Alexandre Anguélov, furent également arrêtés.

Roumanie :

M. Mihalaké, président du Parti paysan et député, a été arrêté et roué de coups par les gendarmes le 23 juin à la gare de Stalpeni (district de Mustchel) « pour avoir essayé de faire de la propagande électorale ». Après sa remise en liberté, il a refusé et refuse de participer aux travaux parlementaires jusqu'à la punition des gendarmes fautifs ... chose très difficile, ces derniers ayant agi par ordre du Ministère de l'intérieur.

Les minorités émigrent en masses. D'après les chiffres publiés par le Ministère du Travail, des passeports d'émigration pour les pays d'outre-mer ont été demandés en 1925 par 12.241 Bessarabiens et 7.265 Transylvaniens. Dans toute la Roumanie, il y a eu dans les deux dernières années 46.242 demandes de passeports pour émigration, dont 96,7% dans les provinces annexées — preuve éloquente du régime de bonheur apporté par la « libération » de ces provinces.

La terreur dans les écoles. A la suite de la nouvelle loi dite du « baccalauréat » qui établit dans les lycées un régime exceptionnel contre la jeunesse scolaire minoritaire, 17 lycéens échoués aux examens de Oradea-Mare (Transylvanie) ont disparu sans trace. On craint des suicides en masse par désespoir.

La composition du nouveau Sénat. Elu à la fin de mai et au commencement de juin, le nouveau Sénat ne compte parmi ses membres *aucun* tsaraliste, quoiqu'il soit incontestable que le Parti paysan est actuellement le parti le plus populaire de la Roumanie toute entière.

Les députés bessarabiens renoncent à leurs mandats. Ils expriment par ce geste la protestation du peuple bessarabien contre le régime oligarchique. Le Parti paysan ne prendra point part aux élections partielles provoquées par cette démission collective.

La torture est admise officiellement. Au cours du procès de l'« Organisation Révolutionnaire Paysanne », qui se déroule en ce moment à Cernowitz (Bukovina) devant la cour martiale, il a été établi que l'inculpé Sambranovitch — et bien d'autres encore — a été torturé d'une manière barbare. Et le Commissaire Royal de déclarer en pleine séance : « Tous les moyens sont bons pour avancer l'instruction. »

Les fascistes italiens se sentent chez eux en Roumanie. A Galatz, la colonie des chemises noires vient d'élever une statue à Mussolini. L'inauguration de cette statue sur terre roumaine s'est faite avec la participation officielle du gouvernement Averesco.

Le fascisme est introduit officiellement parmi les étudiants. Le ministre de l'intérieur M. Goga prépare un projet de loi pour la militarisation des Hautes Ecoles. Les étudiants y seront organisés militairement, exercés par des instructeurs militaires, et libérés du service militaire ordinaire. M. Goga est l'un des dirigeants du mouvement fasciste roumain.

Yougoslavie:

Raditch se déclare violemment contre le groupe Pachitch du parti radical dans les nombreuses assemblées qu'il tient en Dalmatie. Il souligne le danger italien et demande pour des raisons tant politiques qu'économiques de reconnaître la Russie des Soviets et de s'appuyer sur elle. A Split, les fascistes et les partisans de Trumbitch ont fait des démonstrations contre Raditch. Le 7 juillet, dans une réunion du Comité Central du parti de Raditch, et sur la proposition de ce dernier, le ministre Nikitch a été exclu du parti par 42 voix contre 2.

Les différends entre les radicaux de Belgrade deviennent de plus en plus violents. Dans une des réunions de parti tenues dernièrement, les altercations entre Bobitch (partisan de Pachitch) et les amis de Maksimovitch devinrent si vives qu'on en vint à des voies de faits, et le président dut lever la séance. Bobitch adressa des télégrammes de protestation au roi et au premier ministre.

De grandes inondations en Vojvodina, en Serbie et en Macédoine ont rendu la situation des paysans plus précaire encore. 500,000 arpents de terre sont inondés.

Les saisis et ventes forcées pour perception des impôts ont provoqué la révolte des paysans de Skoflice près de Laibach, qui ont chassé les percepteurs d'impôts. A Pasman, en Dalmatie, les paysans ont empêché par la force la saisie de leurs terres.

Le Parlement a été ajourné sans avoir voté les conventions de Nettuno. Les partisans de Raditch demandent de voter d'abord la loi sur le règlement de la question agraire en Dalmatie et la nouvelle loi sur les impôts, et d'aborder ensuite seulement la discussion des conventions de Nettuno.

REVUE DE LA PRESSE

Presse française

Le voleur volé

Nous assistons à un spectacle d'un rare comique. Ce n'est un secret pour personne que le gouvernement Bratiano est venu au pouvoir et s'est assuré une majorité à la Chambre par des procédés de violence inouïe. L'opposition à ce moment-là, a vigoureusement protesté contre les abus commis par le gouvernement « libéral » dans les élections qu'elle a proclamées irrégulières et illégales et a refusé de siéger au Parlement.

Or, le général Averesco, Bratiano numéro 2, a « fait » sa majorité de la même façon que son prédécesseur. Et il l'a « fait » avec un tel maestria, que le « fort » parti libéral ne compte dans la nouvelle Chambre que 15 représentants.

Que voyons-nous à la suite de ce tour de force du soudard Averesco ? Le parti libéral crie à l'illégalité, se plaint, gémit contre le sort fait à lui par Averesco. En effet voici ce que nous lisons dans le *Quotidien* :

« La Chambre roumaine a commencé la vérification des mandats.

Au nom du parti libéral, M. Duca, ancien ministre des Affaires étrangères, a fait une déclaration, dans laquelle il a qualifié les méthodes électorales du général Averesco de « sans précédent ».

Les abus ont été tellement nombreux que le parti libéral juge toutes ces élections comme irrégulières. »

Naturellement, ce n'est pas nous qui délivrerions un certificat d'honnêteté politique au nouveau « mandataire légal » de la nation roumaine général Averesco. Le parti libéral a raison. D'autant plus que Averesco a eu soin de frustrer avec la même désinvolture non seulement les libéraux, mais les autres partis de l'opposition. Ecoutons le *Quotidien* :

« Le représentant du parti national, M. Popovitch, ancien ministre, a fait des déclarations dans le même sens, ainsi que le leader du parti paysan, M. Lupu.

Les journalistes parlementaires ont décidé de ne pas nommer dans leurs comptes rendus les députés de la majorité gouvernementale en signe de protestation contre les mesures de restriction prises contre la presse par le général Averesco. »

Nous n'avons pas la naïveté de nous étonner de ces révélations, car en réalité elles ne nous révèlent pas de faits nouveaux. Les boyards roumains qu'ils s'appellent Bratiano, Averesco

ou autres, se valent. Ils usent des mêmes méthodes pour s'imposer au malheureux peuple travailleur roumain.

Ce qui nous étonne, c'est l'audace du parti de Bratiano de se poser en défenseur de la légalité, — spectacle d'un rare comique pour ne pas dire d'un tragique étouffant.

Bratiano a semé le vent ; il récolte maintenant la tempête. Ce n'est pas Bratiano, cela va sans dire, qui pourra assurer au pays la légalité ; la Roumanie ne pourra devenir un pays de légalité réelle que lorsque les masses travailleuses roumaines chasseront tous ces usurpateurs du pouvoir, et prendront en leurs propres mains la direction de leur destinée.

Presse bulgare

Les menées antisémites

La campagne des fascistes bulgares contre les Juifs prend des proportions de plus en plus révoltantes.

Devant l'indignation de l'opinion publique, le gouvernement veut maintenant faire semblant de vouloir arrêter ce mouvement qu'il a lui-même déchaîné.

Aussi le journal gouvernemental *Mir* publie dans son numéro du 30 juin dernier la lettre suivante qui lui a été adressée :

« Des actes insensés ont lieu au centre même de la capitale, sur le boulevard « Tsar Osoboditel », et cela sous le nez même des autorités. Un groupe de 30 à 40 personnes, des étudiants en majorité, profèrent des menaces tous les soirs contre les paisibles citoyens juifs qui y font leur promenade et les terrorisent. Ils les invitent à quitter le boulevard et les poursuivent par des huées et des coups.

Il y a deux jours on pouvait lire à la porte du Club Militaire l'affiche suivante : « Passage interdit aux Juifs et aux chiens. »

Des individus m'invectivèrent personnellement. J'exigeai des explications, et en réponse je reçus des coups ; ils m'arrachèrent ma canne et se ruèrent sur moi ; l'un d'eux me menaça de son revolver et me frappa sur les côtes ; ceci eut lieu près de l'Eglise russe ; j'essayai de me défendre contre ces attaques, mais j'étais un contre plusieurs.

Un agent de police du poste le plus rapproché arriva sur mes cris dès que les agresseurs s'éloignèrent. Il me demanda ce qui se passait, puis où se trouvaient mes agresseurs — qui se promenaient à quelques pas dans l'obscurité, les

réverbères de la cour de l'église étant éteints. Tandis que l'agent prenait note de ma plainte, des individus, appartenant probablement au groupe qui m'avait assailli, me criaient : « Va-t-en en Palestine ! »

Des scènes pareilles ont lieu tous les soirs, et on ne peut que supposer que ces actes sont organisés à l'avance. Devons-nous donc faire comme les Roumains et les Hongrois ?

Faut-il considérer ces agissements comme des actes de jeunes gens turbulents ? Ne sont-ils pas plutôt les conséquences des appels adressés au peuple par différentes associations pour l'émeuter contre les étrangers et les Juifs ? Ces derniers ne sont-ils pas aussi des citoyens bulgares, ne partagent-ils pas avec les autres Bulgares toutes leurs misères ; doivent-ils être considérés comme des étrangers ?

Sommes-nous donc coupables d'être des Juifs, alors que nous remplissons tous nos devoirs de citoyens bulgares ?

Pourquoi nous qualifie-t-on d'étrangers, puisque nous nous sentons des Bulgares ?

Ces plaintes justifiées et ces protestations seront comme des voix dans le désert tant que le régime de la Ligue Militaire sévira en Bulgarie.

Presse roumaine

Après les élections — les conséquences

Nous avons à plusieurs reprises relevé la terreur et les persécutions auxquelles ont été exposés au cours des élections les masses paysannes et ouvrières en Roumanie. Mais après avoir souffert à cause des élections, voilà que ces masses ont maintenant à souffrir des conséquences de ces élections. Bien que l'issue des élections ait été « favorable » pour le gouvernement du général Averesco, les agents de l'oligarchie se vengent, néanmoins, contre ceux qui ont osé voter contre leurs maîtres.

Ainsi, le *Miscarea* de Jassy et d'autres journaux annoncent que dans le village de Romanesti (district de Jassy) 24 paysans et veuves de guerre ont été chassés, par ordre du préfet, de leurs terres qu'ils avaient reçues en vertu de la loi sur la réforme agraire et quoiqu'ils en eussent tous les titres de propriété définitifs. Les gendarmes font paître du bétail sur ces terres ensemencées et cultivées. La cause de cette spoliation est, dit le *Miscarea*, que les paysans de Romanesti ont refusé de voter pour le gouvernement.

L'*Aurora* du 20 juin rapporte le fait suivant :

« Le 4 juin le préfet Boneu du district d'Arad ayant rencontré devant la mairie de Sebis un groupe de paysans sortant justement du bureau de vote, leur a demandé brusquement : « Pour qui avez-vous voté ? » — « Dieu seul le sait ! » lui a répondu l'un des paysans. Le préfet, énervé, leur a crié : « Vous ne savez pas avec qui vous parlez, bêtes : je suis votre préfet. » Alors, un paysan plus hardi lui a répondu : « Nous avons voté avec deux points » (signe de l'opposition). Cette réponse a poussé à son comble la fureur du préfet, qui a exclamé : « Nom d'un salauds et misérables, je vous montrerai ce que je peux. Je vous enverrai demain 30 gendarmes dans votre village. »

« Et en effet, la menace du préfet s'est transformée en fait. Le 5 juin, 30 gardes-frontières sont venus camper dans le village de Chichindia et, sous le prétexte de chercher des fusils cachés, ils ont pénétré dans les maisons et, assistés des gendarmes, ils ont amené à la mairie les notables du village et les ont battus et torturés d'une manière barbare. Ainsi, Irimie Trimesco, Joan Stan, Mihai Stan, etc. etc. ont été bastonnés cruellement sur le dos, sur la cuisse, sur la nuque et sur la plante des pieds ; le certificat médical constate qu'on leur a donné des centaines de coups. »

La population effrayée s'est réfugiée dans les forêts, dans les villages voisins, et même à Arad et à Temesvar (à 60 km.) »

D'ailleurs, ce ne sont pas là les seuls exemples. Nous nous rappelons que dans la ville de Vaslin le maire, au lendemain des élections municipales qui ont eu un résultat favorable pour l'opposition, a coupé le débit d'eau potable aux habitants juifs soupçonnés d'être les auteurs de la défaite gouvernementale. Ce n'est que par la suite que ces malheureux ont à nouveau reçu de l'eau.

Presse yougoslave

Raditch et les relations entre la Yougoslavie et la Russie

Le journal *Obzor* de Zagreb publie dans son numéro du 6 juillet une interview de son correspondant dalmate avec Stefan Raditch, dans laquelle ce dernier déclare entre autres :

« Nous devons savoir, que nous sommes un grand Etat, et que nous serons encore plus puissants surtout lorsque les Bul-

gares se placeront de notre côté. Nous possédons un littoral de 1000 km et nous pouvons former avec la Russie une unité économique. La Russie nous fournira du naphthe et du blé. Des centaines de bateaux russes pourront entrer dans le port de Split. Nous marcherons avec la Russie, et la Russie avec nous. Alors, notre Etat deviendra grand et puissant, et nous n'aurons plus à craindre des conventions de Nettuno. »

Dans une réunion tenue à Omich (Dalmatie) le 3 juillet, Raditch a déclaré sur le même sujet :

« Nous voulons que notre Etat ait les mains entièrement libres pour sa politique vis-à-vis de la Russie. Nous devons rétablir nos relations économiques avec la Russie. Si Pangalos a pu le faire, nous pouvons le faire à plus forte raison. Et cela se fera, si Dieu le veut, en automne encore. »

La terreur des fascistes italiens contre les minorités slaves

Le même journal écrit dans son numéro du 4 juillet :

Le Congrès des fascistes d'Istrie à Pola (le 23 juin) a adopté une résolution dans laquelle il est dit entre autres :

« Après avoir examiné la politique scolaire dans les provinces, le IV^e Congrès fasciste attire l'attention du gouvernement sur la nécessité de remplacer dans les régions habitées par des non-Italiens les instituteurs slaves par des instituteurs italiens, qui devront propager dans ces régions la langue et l'esprit italiens. »

Les conséquences de cette résolution ne se firent pas longtemps attendre. Le ministre de l'instruction publique M. Fedele vient de déclarer dans une interview que pendant les vacances tous les instituteurs qui n'ont pas prouvé leur fidélité au fascisme seront licenciés. »

Du pays des larmes — Les terribles souffrances du peuple et les actes de terreur en Macédoine

Le journal de Zagreb *Hrvat*, organe des fédéralistes croates, publie dans son numéro du 26 juin sous le titre de ci-dessus une lettre d'un Macédonien de Skopje (Uskub), dans laquelle est décrit d'une façon succincte le calvaire de la Macédoine depuis l'occupation serbe. La lettre est adressée aux organisateurs et aux participants d'une réunion fasciste à Skopje, où ces bourreaux du peuple macédonien eurent l'audace de nier les atrocités commises par eux.

L'auteur de la lettre commence par la description des conditions en Macédoine après la première occupation serbe en 1913 :

« Dès les premiers jours de l'occupation commencèrent des persécutions féroces, des arrestations, des emprisonnements, des meurtres d'instituteurs et de prêtres. »

Les habitants de plus de 15 ans furent chassés des villes par troupes et torturés si atrocement que beaucoup d'entre eux furent estropiés. Plusieurs furent tout simplement tués sur les routes.

La seconde période, bien plus noire encore, commença à fin 1918. Les internements en masses, les emprisonnements, les bastonnades, les meurtres recommencèrent et des pillages s'opéraient partout, en plein jour. La fortune privée fut confisquée, les maisons furent incendiées ; les pauvres Macédoniens mouraient dans les rues de faim et de froid. La bastonnade était introduite en système. Tout dernièrement encore, l'affaire de Stip et de Strumitsa a éclairé ces atrocités d'une lugubre lumière. A Stip, 13 personnes avaient été arrêtées et soumises à des tortures épouvantables. A quelques unes, on enfonçait des aiguilles entre les ongles et les doigts, à d'autres, des œufs brûlants étaient placés sous les aisselles, pour leur arracher des « aveux » de ce qu'ils appartenaient au Comité Macédonien. Dans l'affaire de Strumitsa, les mêmes atrocités furent constatées. Et les détenus, sous d'innombrables tortures, « avouèrent ». Par la suite, les médecins qui soignaient ces malheureux durent constater officiellement la nature et la provenance de leurs blessures. Dans le district de Bregalnitsa plus de 300 maisons furent incendiées et de nombreuses familles vouées à la faim et au froid. Naturellement, personne ne fut poursuivie pour ces crimes, et sûrement des auteurs de ces crimes participaient aussi à la réunion de Skopje où des protestations furent élevées contre ces « calomnies ». Il y a deux ans encore, à Tikvech, Debrest, Mrzen-Orahovac, Kamen-Dol et dans d'autres localités les habitants les plus honnêtes et les plus estimés furent cruellement et bestialement assassinés. A Garvan la population fut fauchée à coups de mitrailleuses sous le prétexte qu'elle aurait prêté son assistance au Comité Macédonien.

Tous ces crimes que nous venons de citer ne représentent qu'une toute petite partie de ce qui se passe en Macédoine et qui forme un système spécial introduit méthodiquement dans le pays avec un but déterminé. »

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

UNSERE ENQUETE

bei den politischen und literarischen Persönlichkeiten Europas

über

DIE BALKAN-FÖDERATION

Dr. Julius Deutsch

Geboren 1884 in einem burgenländischen Bauerndorf. Zuerst Arbeiter gewesen. Später durch Selbststudium zur Matura gekommen. Studierte an den Universitäten in Wien, Zürich, Paris und Berlin. Während des Studiums von der Universität Zürich für ein großes nationalökonomisches Werk mit dem ersten Preis gekrönt. Später eine Reihe anderer wissenschaftlicher Auszeichnungen in Deutschland erhalten. Seit dem Jahre 1909 Sekretär des Parteivorstandes der österreichischen Sozialdemokratie. Nach Ausbruch des Weltkrieges als Artillerieoffizier. In diese Zeit fiel der Kampf ums Burgenland, den die Reaktion benützen wollte, um die Monarchie in Österreich wieder aufzurichten. Deutsch schuf den Republikanischen Schutzbund Österreichs, eine wehrhafte Miliz der Arbeiterklasse von vielen 10.000 Mitkämpfern.

Aus seiner Feder stammen eine Reihe ansehnlicher nationalökonomischer Werke, darunter eine umfangreiche Geschichte der österreichischen Gewerkschaftsbewegung, ferner ein Buch über die österreichische Revolution. Seine Ansichten über den Kampf gegen den Faschismus sind in dem neuesten Buch „Antifaschismus“ (Verlag Wiener Volksbuchhandlung) niedergelegt.

Der Balkan ist seit vielen Jahrzehnten der Wetterwinkel Europas. Balkanfragen waren es ja, an denen die Gegensätze der Staaten sich entzündeten, um schließlich im Weltkriege zu enden. Und Balkanfragen sind es, die nun nach dem Weltkriege von neuem Europa beunruhigen.

Die Friedensverträge haben dem Balkan keinen Frieden gebracht. Als Instrumente der alten imperialistischen Machtpolitik

waren sie dazu außerstande. Der Krieg hörte auf, aber eine Art Kriegszustand, eine Feindschaft aller gegen alle ist geblieben.

Mazedonien ist unter drei Staaten aufgeteilt worden. Das mazedonische Volk ist nicht gefragt worden. Das Ergebnis der Zerreißung Mazedoniens ist nicht nur eine Vergewaltigung seines Volkes, sondern eine Verschärfung der Rivalitäten zwischen Jugoslawien, Bulgarien und Griechenland.

Die Reaktion, die in allen Balkanstaaten herrscht, unterdrückt die nationalen Minderheiten und schafft infolgedessen Herde einer gefährlichen Irredenta. Solange die Reaktion am Balkan stark ist, werden die Balkanvölker vergeblich auf Freiheit und Frieden hoffen, denn die Reaktion kennt nur die Gewalt als Methode der Herrschaft. Um den heutigen Wirrwarr zu beenden, ist aber die Gewalt das allerschlechtesten Mittel. Dazu brauchte es die Selbstbestimmung der Völker nach außenhin und eine wirkliche, ernsthafte Demokratie innerhalb der Staaten. Die heutigen Regierungen sind außerstande, sich auf den Boden der Demokratie und der Selbstbestimmung der Völker zu stellen. Sie müssen verschwinden, um den Weg zu einer gedeihlichen Entwicklung freizumachen.

Die Sozialdemokratie hat sich bereits vor dem Weltkriege zu der Parole bekannt: Der Balkan den Balkanvölkern! Zu dieser Parole steht sie nach wie vor. Es ist eine der wichtigsten Aufgaben der proletarisch-sozialistischen Friedenspolitik, dahin zu wirken, daß die Mächte Europas den Balkan in Ruhe lassen. So wie die Balkanstaaten untereinander, raufen heute die Großstaaten Europas um den Balkan. Das eine wie das andere kann nur aufhören, wenn die organisierte Arbeiterklasse in den entscheidenden Staaten, zu vermehrter Macht gelangt, darauf drängt, daß der Balkan den Balkanvölkern überlassen bleibt und die Balkanvölker sich in friedlicher Demokratie selbst entfalten können.

Das Interesse des internationalen Proletariats verbindet sich im Balkanproblem mit dem der Balkanvölker. Das Interesse des Sozialismus vereint sich mit dem des Friedens der Welt.

Dr. Julius Deutsch

Kann man eine persönliche Diktatur beseitigen, ohne den Diktator zu entfernen?

Pangalos will liberale Reformen einführen. Als Napoleon III. trotz seines ausgezeichneten Polizeisystems die Grundlagen seines Herrschaftssystems wanken sah, hat er dasselbe versucht. Pangalos ist ein Imitator des Bonapartismus. Von außenpolitischen Verwicklungen bedroht, will er die Stabilisierung seiner Herrschaft durch liberale Scheinkonzessionen öffentlich dartun. Auf einmal klingt die Stimme des Diktators milde und versöhnlich. Gleich seinem Vorbild, Napoleon dem Kleinen, beruft sich Pangalos auf den „Willen des Volkes“, beruft sich darauf, daß die ungeheure Mehrheit der abstimmenden Wähler ihn an die Spitze des Staates gestellt habe und daß die große Mehrheit heute keine Wahl will, sondern bloß „Ruhe im Innern“ und „gute Verwaltung“.

Pangalos ist dennoch selbst von Mißtrauen erfüllt gegen die Festigkeit der Fundamente seiner Herrschaft und sucht die libe-

rale Bourgeoisie, deren politische Exponenten er noch vor kurzem fast wie Revolutionäre verhaftet, verurteilt und verbannt hat, wieder zu gewinnen. Pangalos selbst ergriff die Initiative und sandte eine Depesche an Venizelos. Es war ihm nicht darum zu tun, etwa einen Konkurrenten nach Griechenland zu berufen und im freien Spiel der Kräfte die feindlichen Parteien zu überwinden, er wollte bloß den Schein einer liberalen Verwaltung dadurch erwecken, daß er einen Sohn Venizelos' auf den verhältnismäßig ungefährlichen Posten eines Unterrichtsministers berief. Venizelos aber stellte Bedingungen: 1. Die Wahlen sollen ausolut frei sein. 2. Pangalos akzeptiert die Erweiterung der Vollmacht des künftig zu wählenden Parlaments, dem das Recht zugesprochen wird, die an der konstitutionellen Grundlage begangenen Veränderungen anzuerkennen oder zu verwerfen. 3. Eine Botschaft des Präsidenten soll im Volke davon Mitteilung machen, daß das Kabinett auf dieser Grundlage zustandekommt.

Pangalos antwortete in einem langen Telegramm. Der künftigen Kammer wird das Recht der Verfassungsrevision zugesprochen und die Anhänger Venizelos', welche bisher dem System noch feindlich gegenüberstanden waren, rüsteten zur

Heimkehr. Pangalos aber ließ gleichzeitig ausdrücklich hervorheben, daß der Eintritt Kyriakos Venizelos' in das Ministerium Zavitzianos keine Systemänderung bedeute. Brutal hat es der Diktator ausgesprochen: „Meine Meinung hat sich nicht geändert, die politische Lage ist keine andere geworden.“ Während aber die Dynastie Venizelos sich vor Pangalos verbeugt, meutern die Venizelisten gegen das Kompromiß. Anerkennung der Preßfreiheit wird gefordert, Garantien werden verlangt, in kürzester Zeit Wahlen durchzuführen unter Bedingungen, welche die Bekundung des Volkswillens ermöglichen. Venizelos wurde von den Venizelisten desavouiert. Kyriakos Venizelos ist mit dem Diktator in Verhandlung getreten, das Kabinett Zavitzianos ist aber nicht zustande gekommen. Nun wurde der Präsident des Kassationshofes mit der Bildung des Kabinetts betraut. Er weigerte sich und wurde unter Staatsbeamten-Disziplin dazu verhalten, die Betrauung anzunehmen. Nun sollen die Wahlen ausgeschrieben werden. Der Termin ist allerdings noch nicht fixiert, von Garantien ist keine Rede. Am 12. Juli gab der Präsident Pangalos vor Pressevertretern die Erklärung ab, daß die suspendierten Bestimmungen der Verfassung wieder in Kraft gesetzt werden. Die Botschaft vom 4. Jänner 1926, welche alle Gewalt in den Händen des einen konzentrierte, wird zurückgezogen. Pangalos will frei nach Louis Napoleon noch einmal seinen Plebiszitapparat spielen lassen. „In Freiheit soll das Volk ent-

scheiden“, aber die Gendarmerie wird nicht zurückgezogen, der staatliche Machtapparat setzt seine Arbeit fort, die Presse ist weiter geknebelt, bloß die Methoden sind etwas geschickter und dadurch wirksamer geworden. Das System Pangalos ist unverändert.

Von „Versöhnlichkeit unter Konzentrierung aller Kräfte aus beiden Lagern“ spricht der Diktator. Aber nur formell hat er sich der Diktatur entkleidet. Faktisch übt er die zurückgezogenen Vollmachten auf Grund derselben Faktoren aus, mit denen er sie erlangt hat — auf Grund der militärischen Gewalt. Pangalos denkt nicht daran, der griechischen Demokratie Konzessionen zu machen. Er will bloß die kompromittiertesten ihrer Führer vor seinen Wagen spannen, um die Unterdrückung des griechischen Volkes mit ihrem liberalen Schilde zu decken.

Wahlen unter dem Schutz der Bajonette können nur ein Resultat ergeben: eine ungeheure Mehrheit für Pangalos und die Fortsetzung des Deportationssystems. Im Zeichen der Agrarreform und der Hilfe für die Flüchtlinge ist Pangalos zu dem Staatsstreich geschritten. Im Zeichen der Versöhnung mit dem Liberalismus will er seine Macht befestigen. Die lebenden Kräfte des griechischen Volkes werden in der künftigen Kammer nicht vertreten sein. Man kann die Diktatur nicht beseitigen, ohne den Diktator zu entfernen; ein System wird nicht geändert durch bloße Firmenänderung. Die liberale Periode ist beendet, ehe sie begonnen hat.

Melingos

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Заемът за бежанците в България

След дълги ходатайства и молби, правителството на Ляпчев успя да получи разрешение от Обществото на народите да сключи един заем за бежанците. То искаше да сключи държавен заем, с цел да бъде използван, както то би искало, но не му се отдаде. Неговите покровители в Обществото на народите не биха рискували да подкрепят едно такъво искане. То би срещнало голема съпротива в самия съвет на този институт. При невъзможността да сключи заем, за себе си, за да закрепни своето господство, правителството на воената диктатура в България употреби всичките си усилия за да може да сключи такъв за заем за бежанците. За тази цел, то използва нещастieto на бежанците, за да предизвика състрадание в еред представители на общественото мнение в Европа към тех и да получи техната подкрепа за сключването на един бежански заем. Тази подкрепа то я получи.

Нещастieto на бежанците в България е големо. Много пъти ние сме се занимавали с тяхното положение. В редица статии ние посочихме на нехайството, безгрижието, престъжното безгрижие на правителството Цанков и това на Ляпчев по отношение жертвите на политиката на българските империалисти, чиито типични представители са тия две правителства. Техният брой е значителен. Те са не по-малко от половин милион души. Заедно с емигрантите и бежанците от 1878 до 1912 г., те достигат до 700 хиляди души.

Но при този голем брой бежанци, при това невъзможно положение в което те се намират (според данните на висшия съвет на труда при министерството на търговията, грамадното болшинство от тех, 120,000 души, са без работа); когато смъртността между тех е от 20—30%, а в някои села в Бургаския окръг и повече—правителството на воената диктатура, правителството на Цанков и това на Ляпчев не са изразходвали нито една стотинка за тех. Правителството на Стамболийски, което не носи никаква отговорност за тяхното положение, е направило повече нещо за тех: то е изразходвало около 150 милиона лева.

Наистина, България е икономически разорена; от ден на ден нейното икономическо положение се влошава. Пълнен застой владее в всички области на стопанството. Безработицата е взела застрашителни размери. Сключотията расте неимоверно. Всеки ден се регистрират самоубийства поради мизерията. Това не погречи, разбира се, на правителството на воената лига, увеличавайки данъчните тежести на широките на-

родни маси, да увеличи държавния бюджет—от 4½ милиарда, през времето на Стамболийски, на 7 милиарда лева. Това не погречи, щото половината от всички приходи на държавата да се изразходват за плащане стари дългове за репарации и други разходи, свързани с Нойския договор, и за полиция и войска. Това не погречи, щото тия правителства да намерят пари за да плащат на Сърбия и Ромъния репарации, на разни чужди капиталисти—разни вземания по арбитражни дела и пр. и пр.

Правителствата на воената лига всекога са намирали пари за да могат да задоволят, както големите, тъй и малките държави победители, от чисто разположение или неразположение зависи в голема степен те да стоят на власт. Те са намирали пари за да задоволяват разните спекуланти и народни грабители, какъвто е случая с решението на Народното събрание да се изплати взетата от държавата сума—по решение на съдилищата—от около 75 милиона лева от виновниците за народната катастрофа.

Те намериха пари да увеличат запалитите на воените, на полицейските и на разните неотговорни фактори и да плащат възнаграждения на разни потераджии.

Но, станеше ли дума за подпомагане бежанците—убийците на българския народ винаги са заявявали, че немаат пари. Това обаче не е верно.

Пари за бежанците те можаха да намерат. Ние бехме писали: ако правителството на Цанков беше конфискувало имотите на главните виновници за нещастieto на бежанците—Гешев, Данев, Тодоров, Радославов, Тончев и всички ония, които се обогатиха през времето на войните —, то би намерило достатъчно средства за да облекчи тяхното положение.

Но, както вчера Цанков, така днес и Ляпчев не желаят да помогнат на тия нещастни хора. Те не искат да знаят за тяхното нещастие. Те се гаврят с тех. Не беше ли Цанков, който беше заявил на една делегация от Националния комитет на македонската емиграция, че българската държава немала пари за бежанците, че правителството могло да затвори границите за македонските бежанци?

Обаче същите тия правителства много добре използваха бедственото положение на бежанците за да могат да сключат заем за тех. Но те ли ще се ползват от него?

Ляпчев успя да получи разрешение от съвета на О. на Н. за да сключи този заем. Но това, което е най-важно за бежанците, то е, сумите от заема да бъдат употребени за тех. Има ли гаранции, че тоя заем ще бъде употребен за бежанците?

Кой ще контролира неговото изразходване? Ще се даде ли право на българския народ, ще се даде ли право на бежанците, най-заинтересованите в случая, да участвуват при разпределението на сумите, да се грижат за техното изразходване и да внимават щото от този заем, който те ще изплащат, да се ползват само те и никои други?

Не, и не!

Българският народ не ще знае за какви цели ще се изразходват постъпленията от заема. Бежанците—също тъй.

Привидно, възможно е да се конституира некакъв комитет или комисия от «македонци», «тракийци», «добруджанци», който ще се занимава с разпределението на сумите от заема. Но този комитет или комисия ще служи само като ширм на правителството на военната лига. Представители на македонски, тракийски и добруджански бежанци в този комитет ще бъдат доверените хора на Протогеров, Иван Михайлов, подполковник Кямилев—един от водителите на военната лига—и други като тях; тия палачи, верни служители на Ляпчева, ще изразходват сумите за нуждите на военната диктатура в България. И ако попадне некой и друг лев в ръцете на нещастните бежанци —, то тия пари ще попаднат в ръцете на такива бежанци, които подкрепят правителството на Ляпчев.

Бежанците в България не ще видят нищо добро от заема, който Ляпчев ще сключи. Техното положение не ще се измени. Даже да предположим, че получените суми ще се изразходват за тях—това което е изключено—тия суми не ще бъдат достатъчни за да им се помогне.

Нека разгледаме по-отблизо какви условия предлагат банкериите за да дадат пари на Ляпчев и какви суми ще получи последния.

Обществото на народите разреши на правителството на Ляпчев да сключи един заем от 2¹/₂ милиона английски лири. Условието на заема не се знаят, но с положителност може да се каже, че те не ще бъдат по-износни от тия, при които гръцкото и ромънско правителства сключиха заеми, без да говорим за заема на Ахмед Зогу в Италия.

Ако условията бъдат като тия на сключения от Гърция преди две години заем за бежанците, при емсия 88%—по-износни условия България на Ляпчев не ще получи—сегашното българско правителство ще получи 2,200,000 английски лири. То ще трябва веднага да плати лихвата поне за първата година. Ако тя бъде 7%, какъвто е размера на гръцкия заем—, то за лихва ще плати 75,000 англ. лири и за амортизация—ако срокът е 50 години, 50,000, или всичко 225,000 англ. лири. Така че, българското правителството ще получи не 2¹/₂, а едва два милиона англ. лири. Но, тук има едно но. Кредиторите на България предявяват свои стари искания. Знае се, че правителството на Ляпчев среща затруднения за сключването на заема. Това изтъкна министъра на външните работи Буров, това се пише в правителствения печат в България. Новите кредитори, а това са пак старите кредитори на България, искат да им се платят старите дългове. Така, Banque de Paris et des Pays-Bas, иска да ѝ се плати дълга, който България има към нея (80 милиона фр.) и то по курс не както сега се изплащат купоните на сключените от нея заеми—33% от златния франк, а на по-висок курс. Ако българското правителство бъде принудено да приеме това условие, то ще трябва да даде от тая сума 1¹/₂ милиона англ. лири. Освен тая сума, правителството на Ляпчев ще трябва да плати един свой висящ дълг от 15 милиона франка—около четвърт милион англ. лири.

Тогава, какво ще получи Ляпчев от своя бежански заем?

Една нищожна сума от 500,000 англ. лири, а в продължение на десетки години българските граждани ще плащат по 150 до 200 милиона лева за лихви и погашения на тоя заем.

Ето какъв е балансът на заема на «човешината». Заем на човешина нема. Има банкерски сделки, има интереси, има жажда у банкерите да печелят и спекулират. На тях са нуждни правителства, които проливат и продават кръвта на български народ, защото само такива правителства могат да се сключават на техните условия на безобидна експлоатация.

И след тоя заем, положението на бежанците в България не ще се облекчи. За техното настаняване са нуждни, по официални данни, пет милиарда български лева. А правителството ще получи 350 милиона лева. Даже ако правителството на Ляпчев успее да отстрани затрудненията по сключването на заема, като не плати дълга от 80 милиона франка, то ще получи в наличност 1¹/₂ милиарда лева, сума недостатъчна да удовлетвори нуждите на бежанците в България. Като се знае, при това, как тая сума ще се изразходва—то надеждите на бежанците стават илюзорни.

Обаче, ако бежанците не видят никаква полза от заема, ако българските работници и селяни бъдат принудени да плащат нов данък, на човек по 40 лева годишно, то правителството на военната диктатура ще извлече полза от него.

Преди още да е успело да сключи заема, правителството използва самото разрешение за неговото сключване, за да закрепи своето разклатено положение. Министър Буров заяви в парламента, че решението на Съвета на Обществото на народите да се разреши, под негов контрол, на бълг. правителство да сключи заем означавало доверие към неговата политика. Правителството счита това разрешение за свой успех. То се стреми да го използва в своята борба против българския народ, пред който се старее да се представи като власт, която се ползува с доверието на европейските сили и на европ. общественото мнение. То се старее да използва пред трудящите се маси в България енергичната намеса на Вандервелд, Тома и Тиксе в полза на заема, като им казва, че видни европейски социалисти се отнасят с доверие към него.

От това гледище, само правителството на Ляпчев ще спечели от намесата на тия видни социалисти пред Обществото на народите. В това отношение техната отговорност е голема. Тия социалисти имаха дълг към бежанците, към българския работен народ, към българския пролетариат да постават разрешението на заема от ред условия, чието изпълнение би облекчило техното положение. Вандервелд и Тома би требвало да изискват—както това направиха английския социалистически депутат Уиджуд на 11 април т. г. в английския парламент—, щото разрешението на заема да бъде поставено в зависимост от въстановяването на конституционните свободи в България и от даването на пълна политическа амнистия, както и да се вземат мерки, щото бежанският заем да не се употреби за закрепването на режима на военната диктатура.

Правителствата на военната диктатура в България не ще помогнат на бежанците. Само една друга власт, такъва, която би се доизувала с доверието на българския народ ще може да облекчи техното положение. Окончателното разрешение на бежанската проблема ще бъде възможно само като всички балкански народи вземат в свои ръце своите съдбини. А това ще стане при установяването на републиканската федерация на Балканите.

Марсел Валтер

Против терора на Цанков-Ляпчев

Общия митинг на Лигата за правата на човека и гражданина и Комитета за защита жертвите на белия терор в България и на Балканите

Пълното проваляне на парижките фашисти сжзаклятици

Ние публикуваме, по данните на «Agence des Balkans», отчета за митинга на парижката Лига за правата на човека, която беше поканила и нашите приятели Анри Барбюс и Даниел Рену да вземат участие в събранието от името на Комитета за защита. Тоя митинг бе цело историческо събитие.

Българските фашисти биха ли се осмелили да твърдят и сега, че само «комунисти» и «врагове на България» са говорили за белия терор? Тех ги осъди и прикова на позорния стълб големата организация на френските демократи.

За да може да има човек една ясна представа за големото значение на това събитие, необходимо е да се знае, че в това време, когато българското правителство продава земеделските продукти и източниците на народните богатства на англо-саксонския капитализъм, в това същото време то поддържа в Париж, като плаща скъпо и прескъпо, цела една камарина уж чиновници, псевдо-кореспонденти на разни вестници и

истински бандити от черната организация наречена В. М. Р. О., за да се противопоставя на благородната акция на Анри Барбюс и неговите приятели.

Тия типове, които костуват грамадни суми на българския бюджет, имат за свой шеф некой си Белчев, един безсрамен ренегат и изменник на социализма.

Той се е хвалил на лево и на десно, че е успел да закупи целата френска преса.

Изразходвайки милиони лева, той най-сетне е успел да образува една мнима българска Лига за правата на човека в Париж и е публикувал една брошура, в която «доказва», че Цанков никак не е виновен и че Ляпчев е бил нещо като малък светия.

Той е успел, ние не знаем как,—и въпроса е доста сериозен—да получи за публикуването на тая срамна брошура един

предговор от Жустен Годар, бивш френски министър и един от жървите хора на Лигата за правата на човека.

Белчев бил изивил желание и това желание е било удовлетворено, да присъствува на митинга, организиран от Лигата и да направи своите възражения. Всички българи, които живеят със средства на българската легация, бежа на митинга. Белчев требваше да оправдае Цанкова и да изкара Ляпчева чист и невинен като току що родено дете.

Обаче, Белчев, нема куража да се яви на митинга. Той дезертира, знаейки, че не само Анри Барбюс и Даниел Рену, тия «болшевики», но и социалиста професор Емил Кан щеха да разкрият неговите пошълзновения и да го приковат на позорния стълб.

И никои от присъстващите фашисти българи, абсолютно нито един, не отвори уста, не обели зъб! Те не посмеха даже да гласуват против дневния ред, който, от името на антифашистките партии, т. е., от името на три-четвърти французи, ги захрачи право в лицето.

Само един и словом само един измежду присъстващите, представители на Ив. Михайлов и Протогеров, има куража да вдигне ръка и гласува против тържественото и безапелационно осъждане терора в България.

Г. Ляпчев, наистина, вашия лакей Белчев не можа да оправдае парите, които му дават. Той ви ограби също както вие ограбвате българските данъкоплатци.

Ето отчета за митинга, както го намираме в «Agence des Balkans»:

Среда, 23 юни, «Френската лига за правата на човека и гражданина», организира в Париж, в залата «Sociétés Savantes», един граждански митинг върху положението в България.

Лигата, която покани като представители на «Комитета за защита жертвите на белия терор в България и на Балканите», Анри Барбюс и Даниел Рену, беше определила като оратори Емил Кан, и Виктор Баш, и двамата професори в Сорбоната. Последния председателствуваше митинга.

Още по-отрано, беше съобщено, че ще се даде пълна възможност на българските фашисти да си кажат думата. По този случай, Лигата за правата на човека беше получила даже формалното искане на Белчев, агент от българската легация в Париж, за да му се позволи да говори на митинга. Тя му беше обещала, съгласно своята традиция, че ще му даде думата. Обаче, нито Белчев, нито некои от неговите приятели, не се яви на митинга.

Дезертирането от митинга на българските фашисти, ги смаза много повече отколкото изнесените обвинения на трибуната против кървавия режим. Събранието от 23 юни беше един небивал блям за режима на Цанков-Ляпчев.

Анри Барбюс, който пръв взе думата, беше посрещнат с бурни акламации от страна на присъстващите.

Със силно вжълнение, което обхваща цялата аудитория, той посочи на мъченичеството на българския народ, припомни фактите, цитира най-страшните случаи на белия терор. Той говори за масовите убийства през 9 юни и септемврийските дни, за избиването жървите хора на комунистите, земеделците и македонските федералисти. Той отхвърли, като неоснователни, обвиненията, които се изнасят против комунисти и земеделци, че били организирали атентата в Катедралата.

Пред силно развълнуваната маса, той напомни за убийството на поета Милев и на журналиста Хербст.

След това, Анри Барбюс изказа своята почит към всички ония, които се бориха против престъпното правителство; той засвидетелствува уважение към Костурков, г-жа Ана Карима и др., и при бурни акламации от страна на присъстващите, заключи, че принадлежи на историята да си каже думата по тежката отговорност за виновността на българските управници.

Емил Кан, който отлично познава положението в Ориента и специално това в България, обясни твърде умело причините на кризата, като направи и кратко резюме на историята на самия български народ.

Той напомни, най-сетне, политическите дела на Стамболийски, като изтъкна факта, че той последния наистина представляваше движението на селските маси против кетерийната политика на старите партии.

Със отмерени, но строги думи, именития професор осъди престъпленията на Цанков, като заяви най-чистосърдечно и с пълно съзнание, че системата на кървавия терор продължава и днес, при Ляпчев.

Той се обяви против окаркиатурената амнистия, която се даде през последния месец януари, от която се възползваха най-вече убийците, фалшификаторите и спекулантите от войната и завърши, като се присъедини всецело към ония, които се борят против фашизма в България и във всички други страни.

Даниел Рену, от името на Комитета за защита, благодари на Лигата за нейната благородна инициатива, като подчерта големото значение и полза от подобни събрания и митинги, където се събират хора с най-различни политически убеждения, за обща борба против фашизма.

В своето изложение, Даниел Рену, отхвърли аргументите на защитниците на българското правителство, които се стремят да стоварят отговорността за кървавия терор върху комунистите и покойния вече Стамболийски.

«Далеч от нас мисълта, каза Рену, да удобряваме политиката на Стамболийски. Той беше суров и брутален по отношение на работниците и на тая борба между земеделския съюз и работническите организации, се дължи, че българските фашисти успеха да реализират своите престъпни замисли. Само безсъвестници биха могли да правят сравнение между режима на Стамболийски и той на Цанков.»

Даниел Рену изброи впоследствие всички факти, които потвърждават, че кървавия терор продължава и сега, при управлението на Ляпчев и подчерта значението на направените от страна на българските социалисти и радикали декларации, които осъждат извършените от новото правителство насилия и жестокости.

Говорейки за бежанския заем, той завърши, като посочи на водителите на международния социализм, които спомогнаха за неговото отпускане, да разберат каква голема отговорност носят за това, и поиска те да действуват енергично, щото той заем да не бъде използван за засилването диктаторската власт на военната лига и македонските автономности.

Тогава, председателя на митинга, Виктор Баш се провикна: «Тримата преждеговоривши оратори приведоха доказателства, че белия терор е бушувал в България при правителството на Цанков и че той продължава и днес да вилнее при това на Ляпчев.»

Лигата за правата на човека и гражданина го констатира това и, повече от други път, тя настоява и изисква пълна амнистия за всички политически затворници и отменяването на чудовищния закон за защита на държавата.»

Впечатлението беше дълбоко. То се увеличи още повече с появяването на трибуната на Костов, който говори от името на земеделците-емигранти и това на Вучевич, който говори от името на Общата лига на югославяните и българите.

Виктор Баш прочете следния представен от Лигата на правата за човека, дневен ред, който се прие единодушно от цялото събрание, с изключение на един македонец автономист.

«Гражданите, събрани на 23 юни в залата «Sociétés Savantes», след като изслушаха речите на Анри Барбюс, Емил Кан, Даниел Рену и Виктор Баш;

обявявайки се решително против жестокостите на тираническите правителства, както и против всеко посегателство на живота на човешката личност;

считайки, че вследствие държавния преврат от 1923 г., който докара на власт Цанкова, България бе подложена на един изключителен и терористичен режим, подобен на фашисткия;

че след отвратителния атентат в Катедралата (16 април 1925 г.) той режим бе влошен още повече чрез цела една система на кървави репресии;

че той бе поддржан от правителството на Ляпчев, въпреки неговите обещания за омиротворение на страната;

изразява своята симпатия към българския народ, който има толкова ценни качества, а при това е толкова много нещастен;

те очакват от българското правителство:

1° Пълна и безрезервна амнистия за всички политически затворници.

2° Отменяването на всички изключителни закони, като се почне от чудовищния закон за защита на държавата.

3° Възстановяването на всички политически свободи, без които е невъзможно съществуването на истинска демокрация и

4° Гаранции за сигурност и справедливост за всички граждани без разлика на политически убеждения и партийна принадлежност, с каквито се ползуват всички граждани в една правова държава.

РЕЖИМЪТ

на

Балканите не е стабилен

Когато се разглежда вътрешното управление на балканските държави или техните взаимоотношения, веднага из-

пъква в най-висша степен нестабилността на положението в полуострова.

Ако се изследва по-отделно всека една държава, ще се види, че силата е, която царува. Там фашизма шествува официозно, когато той не е официален. Никои не си въобразява, че Александър би могъл да управлява Югославия, нито Фердинанд Ромъния, нито Борис България, нито Папгалос Гърция, ако те не се осланяха върху една силна армия и полиция. Ние сме свидетели на динични или лицемерни диктатури.

Кабинетът Узунувич в Белград е рожба на компромиса между радикали и хървати, и признаването от Радич на монархията е най-скандалнозното самооплюване в историята; защото, до като беше в опозиция, Радич се беше в гърдите, че е републиканец и привърженик на повече или по-малко радикални политически и социални реформи. Сега неговите приятели и той, станаха прислужници на династията, като се обявиха против ония, които преди това ги подкрепяха и поддържаха и на които те правеха всевъзможни обещания. Радич тръгна по пътя на ония социалисти, които, след като осъдиха и заклеймиха престъпленията на капиталистическия режим, станаха негови агенти.

В България Ляпчев продължава делото на Цанков. Той си служи със същите заплашителни и терористически средства, за да може да остане по-дълго време на власт. Затвор, заточение и смърт очаква всеки, който би дръзнал да му се противопостави. При едни действително свободни избори: Ляпчев и неговите сътрудници биха се стромолясаи за един миг.

В Ромъния генерал Авереско ни посочи вече какво е способен да направи. Благодарение на административни началници-полицейски и на насилието, което упражни, той успе да бъдат избрани или по-право да избере в повечето окръзи все свои партизани. Неговата група, която беше най-незначителна в предшествувашата камара, държи първо място в сегашната камара. Той не само че унищожи селската и национална партия, не само че измести напълно социалисти и комунисти, но и нанесе най-големи злини на Братияно и на либералите, които най-много разчитаха на неговата преданна подкрепа. Жандармерията и обществената безопасност успеха да наложат на едно население от 13 милиона човешки същества едно национално представителство, което нищо не представлява. Генерал Авереско не трябва да забравя, съгласно историческата фраза, че не може да се седи върху щикове.

Остава Гърция на Пангалос. Тук диктатурата тъй е очевидна, че нема нужда да се квалифицира.

Тя прости разсъждения доказват колко много неустойчиво и заплашено е вътрешния ред на балканските държави. Този ред, както в България, тъй и в Гърция ще се стромоляса при един малко по-силен натиск от силния удар на работническите и селски маси.

Но, кой би посмел да каже, че и външното положение на Балканите може да бъде по-стабилно?

Великите сили, както в миналото, тъй и сега, всекога са били отговорни за балканските кризи. Даже те са два пъти повече отговорни. От една страна, те наложиха на България, на Сърбия и пр. такива граници, че вечно да дари безредие; от друга страна, те пренесоха на полуострова своите вражди; и когато едната от тях интригуваше в София, другата маневрираше в Белград, а третата — в Букурещ. Преди войната, Германия действуваше пред Карол Хохенцолернски, Австрия пред Фердинанд Кобургски, а царизма пред Карагеоргиевите.

След 1919 г. това положение не се измени.

Ромъния и Югославия се увеличиха за сметка на България. По тоя начин се родиха нови въпроси, като добруджанския например, който един ден може да стане причина за въоръжен конфликт. Също тъй, Гърция беше възнаградена в ущърб на софийския кабинет. Чрез това, съглашението желаеше да накаже тоя последния за указаната от него помощ на централните сили, но то не можа да обсъди, че по тоя начин отива против правото на народите, това прословуто право, което беше прокламирано в една от Уилсоновите точки. Относно македонската проблема, тя си остана неразрешена; т. е., разпокъсаха Македония на няколко къса, както едно време Полша в 18 в., и я оставиха плячка на нейните съседни.

На Балканите и сега, както преди 1914 г., великите дипломации се надпреварват да засилят своето влияние. Англия покровителствува Ромъния, понеже царица Мария е англичанка по произход; макар и напълно незаконно, тя призна присъединението на Бесарабия към тая страна. Англия обсища и сега още със своето приятелство Гърция, въпреки извършените от Пангалос насилия. Франция спре своя избор върху Югославия, на която тя гарантира своята финансова и военна подкрепа. Германия запазва своето предпочитание за София. Относно Италия на Мусолини, тя пак се стреми да спечели благоволения на цар Александр, на цар Борис, а също тъй и разположението на Ромъния, на която отпусна един заем от 200 милиона.

В действителност, положението на Балканите не ще бъде стабилно до като там не се учреди една републиканска Федерация, която ще се облегне върху силите на работническите и селски маси. В това отношение, повече от всекога, се оправда мнението, което международните социалистически конгреси беха изработили по отношение положението на Балканите.

Пол Луи

ПЕТКО БОБЕВ

Далеч от своята родина, там в бурния Париж склопи той за винаги своите очи. Напусна още един борец страната, в която отдаде целия си живот в борба за свободата на своя народ, на целия Балкан; той умре за целото човечество.

«Жълтата гостенка», както я нарича поета на пролетарската класа — Смирненски, тоя неумолим враг на тия, които творят благата на живота, а сами мрат в най-голема мизерия, глад и болести, не пощади живота и на нашия Петко. Тя сграбчи здраво в своите костеливи ръце неговото тяло, докато най-сетне успе да го свлече в недрата на майката земя, без да го остави да продължи почнатата борба за освобождението на пролетарията от игото на капиталата. Тя отне неговия тъж ценен за делото на работническата класа живот, в най-цветущата му 27 годишна възраст.

Петко е роден в гр. Ески Джумая. Следва гимназия във Варна. Още като ученик, той се впуска с най-голям жар всред своите другари ученици и туря основите на няколко ученически кръжока. В тех той пръска съзнание и просвета, лъчите на свободата. По-късно, той постъпва в редовете на работническото движение, на което става един от първите му борци. А когато се връща в своя роден град, той бива приет за член и на партията (В. К. П.), на която отдава доброволно, и сили, и младост.

Обаче настъпи преврата. Дойдоха страшните септемврийски дни. Реакцията бушуваше с всички сили. Тя беше в своя разгар. Във вихъра на гражданската война, хиляди и хиляди борци на пролетарското дело, сложиха пред храма на свободата, своите кости. Пред неговите очи паднаха незаменими другари. Той не се уплаши, защото истинския борец не знае що е страх. През целото време на тоя кървав танц на смъртта, който буржуазията разигра върху разранената снага на българския народ, Петко, като воин на революцията, остана верен на своя пост. На тоя пост той разклати своето здраве. В затвора, където беше хвърлен, след като беше гонен, преследван, изтезаван, съден, той изгуби окончателно своето здраве. Посети го «жълтата гостенка», която не искаше да си върви.

И тъй, един ден, с болка на сърдцето, Петко требаше да напусне пределите на България, страната, в която се беше родил и за повече хляб и слънце борил. Той се озова в Франция като емигрант, далеч от воллите и стенанията на тия, които гниеа във влажните килии на българските затвори. Макар и далеч, обаче, той долавяше техното ехо и неможеше да измени на техното дело, защото то беше негово собствено дело. Той остана и тук, в Франция, верен на своето минало. Той остана верен на идеала, на който честно служеше, когато беше в България, макар и смъртта да го дебнеше всеки час. Тук, в бурния Париж, сърдцето на Франция, който е дал хиляди борци за свободата, той заработи с още по-голема енергия, с още по-голям жар, въпреки разстроено то си здраве. Той се впусна всред хилядите прокудени братя, да ги събере, да ги обедини, да разпали в техните сърдца неугасимия жар, стремлението у роба, да разкъса веригите на своето робство, за да види изгрева на слънцето, свободата. Той работеше неуморно всред своите другари, обаче погледите му винаги беа устремени към хоризонта, към оная страна на кървавия терор, наречена България. Той не знаеше що е почивка, що е покой. Той работеше с дълбокото съзнание, че служи на делото на пролетарията, на всички угнетени, гладни, голи, боси, на целото човечество. Той беше в пълната смисъл на думата интернационалист.

Но тая проклета «гостенка» не го остави да продължи борбата. Тя го сломи, тя го уби! И нашия Петко ни напусна, като ни завеща завета, не да плачем и да се молим, а да се борим, докато врага сразим.

Той не е вече в редовете на нашата фаланга. Неговото място е празно. Обаче, то ще бъде заето, то е вече заето от нови борци. Ние идем след него, други идат след нас. Те са стотици, хиляди, милиони! Морето от угнетени и потиснати е неизчерпаемо, то е безкрайно!

Ние останалите живи негови другари, не ще забравим нашия Петко, бореца за свободата. Ние ще продължим с още по-голям жар и енергия, делото на което той служеше. Защото, то е наше дело, дело на угнетените, на поборените, Петко ще бъде за нас фара, който осветлява пътя на борящите се в бурното море вълни да стигнат брега на свободата.

Пред неговия борчески дух, ние даваме обет, че ще се борим за тържеството на свободата, братството и равенството, че ще отжертвим за него, жертва на белия терор, за хилядите борци, работници и селяни, паднали в неравната борба с врага, за повече хляб, за повече светли дни. Пред неговите останки, ние сваляме шапка.

Петко! Нека твоя борчески дух спи спокойно в недрата на бурния Париж! Ние ти отправяме нашето последно прощане!

Твоите другари

Пред зиналија гроб, пред тленните останки на нашия Петко, Даниел Рену, от името на френската комунистическа партија, држжа силно прочувствена реч, която трогна и остави дълбоки следи в сърцата на всички тия, които беа дошли да кажат на бореца последно прости. Сърцата на всички, за които Петко беше скъп и незабравим, другар по идеи и борба, се свиха от бол и тъга, че той напуска за винаги света. Всички беа с просълзени очи.

Даниел Рену, със своето мощно слово, цветист език, даде най-верна картина за Петко, неговия живот и борчески дух, който винаги е бил в служба на делото на пролетариата от най-ранни години до последните му дни.

«От името на френската комун. партија, от името на нашата национална секция на Червената помощ и от името на нашите работнически организации, каза Рену, аз ида да кажа на Петко Бобев, последно с богом!»

«Той беше истински интернационалист, един съзнателен комунист, който, още с идването си в Франция, не манкриаше нито едно от своите класови задължения по отношение пролетариата на страната, в която той живееше.»

«Тоя момък, некога тъй чувствителен и тих, сега живееше само за една идея. Комунизма беше завладял неговото сърдце и душа. Той мислеше само за него. Неговото здраве, разклатено в затвора и от гражданската война, не го тревожеше вече. Чак до последния момент на свой живот, до последното

свое издихание, неговото сърдце тунтеше само за нашата кауза. Той умре наистина на своя пост като воиник на Интернационала. Какъв жар, какъв ентузиазм, бликаше в тоя бодиник!»

«Другари! Той е жертва на реакцията, ти е, който го уби! Тоя 27 год. младеж, който лежи безчувствен, мъртав пред нас, беше здрав и силен. В неговите жили течеше буйната кръв на една борчесеска раса. Той е жертва на белия и кървав терор в България.»

«Тая реакция и сега още продължава да отнима живота на мъже, жени и деца. Ти иска още кръв. Диктатурата на воените и банкерите продължава.»

Требва да се борим, както се бореше нашия Петко, без отпих, без почивка, чак до последните дни на свой живот. И ние ще се борим, до като врата не съборим.»

«И нека, другари, тук от гробищата на Париж, да изпратим скръбната вест, на всички негови идейни другари и приятели, на неговото семейство, а най-вече на неговата нещастна майка там... в Ески Джумая, че нейния син Петко не е вече между живите!»

«Биха ли узнали тия, които го познават и обичат в България, че той не е умрял в самота, а че искрени другари са оплакали неговата съдба и вечно ще пазят спомена за него?»

«Да, българския народ почна бързо да се пробужда, обаче нашия Петко заспа за винаги.»

«От името на твоите френски другари, с богом — Петко, прости!»

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA

IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

NAŠA ANKETA

kod znamenitih evropskih političara i književnika
O BALKANSKOJ FEDERACIJI

John Bromley

Bromley rodio se je 18. srpnja 1876. u Shopshire. On je polazio školu samo do svoje 12. godine, pošto je morao sam zapadljivati svoj kruh.

Bio je najprije raznašač riba, a zatim pomoćnik u dućanu.

U 14 godini stupio je kao čistač strojeva u General Western Railway. Postao je šofer, a zatim konduktor 1910 bio je izabran za tajnika njegovog lokalnog sindikata, a 1914 za generalnog tajnika.

Bio je više godina u generalnom eksekucionom vijeću radničke stranke.

On je član generalnog vijeća Trade-Uniona i od 1924 član parlamenta. Sudjelovao je u radničkoj delegaciji, koja je bila pošta u Rusiji.

Isto tako bio član anketne komisije radničke stranke o irskoj revoluciji.

Za vrijeme rata istaknuta ideja, da se malim narodima prizna njihovo pravo slobodnog života i da im se zajamči njihova automija, privukla je odmah na prvi pogled pažnju čitavog svijeta.

Lično ja nisam nikad bio u velike očaran tom idejom, jer ako bi ta ideja i riješila neke poteškoće, koje proizlaze iz narodnih osjetljivosti, ona bi stvorila nove i još veće podizanjem velikog broja malih država, koje bi opet sve htjele imati svoje granice, svoje carinarnice i svoje namete. Nastale bi iz tog stanja nove podjele među različitim zemljama, podjele, koje ja kao internacionalac, veoma žalim.

Ja mislim, da je najbolji način, kako bi se riješile sadašnje neprilike Balkana, ustanova federacije balkanskih država, u kojoj ne bi ukidanje granica, carina priješlo, da svaki narod poput Walesa u Velikoj Britaniji ima svoje posebne zakone. Vlada bi

postala jedno centralno Ministarstvo, koje bi primjenjivalo opće zakone za sve zajedničke poslove, koji se razlikuju od pojedinačkih potreba sastavnih djelova. Vojna snaga, pošta, željeznice, električna sila i ostala velika poduzeća bila bi na slobodnu uporabu čitave konfederacije, dok bi se lokalna zastupstva brinula za lokalne potrebe.

Bilo bi isto tako korisno imati i zajednički narodni jezik. Ali koliko poteškoća, da se to postigne!

Ja znam, da mnogo ljudi nemaju za ovakova pitanja nikakvog interesa. Za to se ne interesuju velike sile. Ali balkanski narodi — oni se moraju u svom vlastitom interesu za to interesirati, jer je po mom mišljenju balkanska federacija — neizbježiva! Na isti način kao što su se jednom među sobom borile Engleska, Irska, Škotska, Wales i sada zaboraviše svoje nekadašnje borbe, te sačinjavaju jedan ujedinjeni narod.

Kao socijalista želio bih svakako vidjeti takvu federaciju sazidanu na širokim socijalističkim temeljima, da bi narodi zaista uživali prednosti nastalih promjena, a ne nema od svega toga koristi samo mala grupa kapitalista.

Jer bi u protivnom slučaju narodi promijenili samo gospodare.

John Bromley

George Lansbury

George Lansbury rodio se je 21 veljače 1859. Pristajao je uz socijalizam još od 1886. On je član parlamenta. Član je i parlamentarnog kluba i izvršnog odbora radničke stranke. Osnivač „Daily Herald“ on je upravljao ovim listom sve do 1924. On je 33 godine gradski vijećnik Poplora. Bio je od 1919—1920 načelnik Poplora. Bio je prvi Englez, koji je 1920 posjetio Rusiju i slao brzojave u štampu. On ji bio od 1889 aktivni član i upravitelj općeg narodnog

Bio je dva puta utamničen radi svog rada za radničku klasu i to prvi put 1913 radi govora u Albert Hall, kad ga ne htjedoše pustiti na slobodu, dok nije štrajkovao zbog gladi. Neustrašivi borac, on je u lipnju 1912 pred čitavim parlamentom doviknuo u lice ministru predsjedniku M. Asquith-u: „Vi se morate stidjeti samoga sebe“, na što ga isključise sa sjednice. George Lansbury s pravom čestita se hvatiti, da je on uvijek bio borac još od mladih dana. Saveza radnika i opunomoćenik ovog saveza kroz 25 godina.

Ne može se nikako uzdržati riješenje nametnuto neuilskim ugovorom o miru. Podjela Macedonije nije bila u skladu sa nacelom narodnosti. Ja bih želio, da Macedonija ujedinjena sa Crnom Gorom i Albanijom sačinjava veliku balkansku federaciju zajedno sa Turskom, Grčkom, Bugarskom, Jugoslavijom i ostalim balkanskim državama. Macedonci, Arbanasi i svi ostali potlačeni narodi moraju se udružiti sa demokratskim silama ostalih zemalja i ne smiju pod nikakvim uslovom dopustiti svojim vladama, da ih bace u pandže reakcije i tako sami postanu u njihovim rukama orudje tlačenja. Jasno je, da reakcionarne balkanske vlade ne poštuju prava manjina. Reakcija u ostalom

ne može ni postojati nego gazeći nogama prava pojedinaca i naroda. Samo sloboda može utvrditi prava, ma kakva ona bila, ali tada nema slobode na Balkanu.

Šeška je tačno označiti sredstvo, koji bi brzo dokrajčilo ugnjetavanje narodnih manjina i brzo onemogućilo ljutu suparničku borbu među balkanskim državama. Ima na balkanskom poluotoku toliko pitanja, koje zanimaju velike sile, a poglavito Italiju, Francusku, Englesku i Rusiju i zato bi trebalo u tim zemljama razviti živu agitaciju za reveziju mirovnih ugovora na temelju potpune autonomije za sve balkanske narode. Ovi bi se morali sjediniti u konfederaciju po uzoru. Američkih Ujedinjenih Država (U. S. A.). Pošto radnici i seljaci balkanskih naroda nemaju nikakvog interesa, da se međusobno kolju i pošto ne osjećaju međusobno nikakvog neprijateljstva ni mržnje, ako ih na to ne podstreknu vladajuće klase, mora se odlučno zahtjevati, da se u svim tim zemljama uspostave radničke vlade.

Izvan Balkana treba apelovati na drugu i treću internacionalnu, da učine što jači pritisak na njihove vlade, da se postigne revizija mirovnih ugovora.

George Lansbury

Protestna skupština u Beču protiv izručenja dr-a Vukašina Markovića

Austrijska Crvena Pomoć održala je 8. srpnja uveče u velikoj dvorani nove bečke gradske vijećnice veliku protestnu skupštinu protiv kršenja prava azila sa strane austrijske vlade i namjeravanog izručenja crnogorskog revolucionera i narodnog borca dr. Vukašina Markovića jugoslavenskoj vladi. Skupština podigla je protest i protiv bijelog terora u Poljskoj, protiv sudjenja mađarskim revolucionerima Rakosi-u i drugovima, Vagi-u i drugovima i protiv izvršenja smrtnih osude nad Saccom i Vanzettijem. Na poziv Crvene Pomoći sudjelovale su na skupštini i druge radničke organizacije, među ostalim i slobodni mislioci, čiji su predstavnici na zboru uzimali riječ.

Odvjetnik dr. Schönhof osvjeltio je pravo azila sa juridičkog stanovništva i prikazao kršenja zakona sa strane austrijske vlade i policije u njihovome brutalnom postupanju prema političkim emigrantima, koji su potražili utočišta u austrijskoj republici. Naročito ogorčenost i prosvjede izazvao je slučaj dr-a Vukašina Markovića. Iz redova prisutnika pali su oštri uzvici, kada je govornik iznio, da austrijska policija Markovića drži preko 4 mjeseca u zatvoru, pošto je odsjedio kaznu, koju je dobio zbog prelaza granice bez pasoša. Skupština je u jednoglasno primljenoj rezoluciji tražila, da se dr. Marković smjesta pušti na slobodu. Isti zahtev stavili su i zastupnici i govornici raznih organizacija. Naročito je bečki odvjetnik gosp. dr. Scherzer podvrgao oštroj kritici postupak austrijske vlade prema emigrantima-revolucionerima i podvukao njenu odgovornost za daljnju sudbu dr-a Markovića.

Na skupštini izabrana je komisija, sastavljena iz zastupnika slobodnih mislilaca, iz odvjetnika, zastupnika radničkih strukovnih organizacija, radničkih radioničkih vijeća, kao i od austrijske Radničke Pomoći i austrijske Crvene Pomoći. Komisija ima za zadatac, da izradi jedan zakonski predlog u pitanju prava azila i da kod potpredsjednika austrijske vlade zatraži, da se dr. Vukašin Marković pušti na slobodu.

Uz veliko oduševljenje cijele skupštine poslan je sa skupštine slijedeći jednoglasno primljeni

Pozdrav drugu dr-u Vukašinu u Markoviću.

„Dne 8. srpnja 1926. u pučkoj dvorani nove bečke gradske vijećnice sakupljeni radnici šalju Tebi, družo Markoviću bratske pozdrave solidarnosti.

Oni Te uvjeravaju, da će sve učiniti, da zapriječe izručenje i da izvojuju Tvoje oslobodjenje.

Zidine bečkog zemaljskog suda nisu kadri, da te odijele od radnog naroda.

Brutalni progoni buržoazije ne će priječiti proletarijat, da vrši internacionalnu solidarnost i da se bori do oslobodjenja radničke klase.

Zivjela revolucionarna borba radnika i seljaka!
Zivjela internacionalna klasna solidarnost!“

R. St.

Konvencije sa Italijom

II

Svugdje, na svima područjima, na svima poljima vodi se jedna politika u interesu prvenstveno srpske vladajuće klase. Oporezovanje nije po jednom jedinstvenom sistemu za cijelu državu, već su takozvani „prečanski“ krajevi oporezovani

nekoliko puta teže od Srbije. Pri davanju kredita „Narodna Banka“ favorizira opet Srbiju. Pri gradjenju željeznih pruga, popravku drumova, svugdje dolazi ta nejednakost od izražaja. A da bi se mogla i sprovesti ova politika izdržava se ogroman državni aparat sile, koji u prečanskim krajevima a naročito u Makedoniji vrši nevjerovatna nasilja. Više od polovine cjelokupnog državnog budžeta, koji premaša sumu od 13 milijardi dinara upotrebljava se na izdržavanje tog aparata sile, koji uz 270.000 činovnika obuhvata i 200.000 stajaće vojske i oko 100.000 žandarmerijskog kadra. Nesrpske pokrajine a naročito Makedonija, Vojvodina i Dalmacija izložene su strahovitim nasiljima, jer je svaki policijski organ neograničen gospodar u svom okrugu i raspolaže životom i smrću podređenog stanovništva. Čitava politika vodi se u duhu Pašićevih riječi, izrečenih polovinom prosinca 1925. god. na sjednici ministarskog savjeta: „Mi smo vrlo pogrešili, što 1918. nismo za week obračunali s tim narodnim manjinama.“ (Iznio pod svojim potpisom Stjepan Radić u „Domu“ od 16. lipnja 1926.)

Ovo favoriziranje srpske vladajuće klase nalazi svoj još jači izražaj u vanjskoj politici, koja se ravna isključivo prema njezinim interesima. Vrlo važnu ulogu u politici Jugoslaviji prema Italiji igra pitanje Soluna, najbližeg i najjeftinijeg izlaza na more za Srbiju. Najveći dio srpskog izvoza i uvoza ide tim putem. Posjed Soluna bi osim toga nesamo učvrstio sadašnje srpske pozicije u Makedoniji, već bi bio i znatan korak k ostvarenju srpske hegemonije na cijelom Balkanu. I radi ostvarenja ovog cilja, da bi dobila odriješene ruke prema Solunu žrtvuje beogradska vlada zapadnu obalu Jadrana Italiji, žrtvuje životne interese hrvatskog i slovenačkog naroda i prepušta Dalmaciju talijanskom imperijalizmu.

Vanjska se politika Jugoslavije dakle vodi protiv interesa ogromne većine stanovništva: ona se vodi protiv životnih interesa hrvatskog i slovenačkog naroda, jer ih žrtvuje talijanskom fašizmu; ona se vodi protiv interesa svih ostalih nesrpskih naroda, jer treba da omogući i osigura i nadalje njihovo ugnjetavanje i njihovo robovanje srpskoj vladajućoj klasi. Pravilno je prema tome rekao dr. Buč u beogradskoj Skupštini za vrijeme diskusije o konvencijama, da se za ljubav održavanja vlasti u jednom makedonskom selu prepustaju Hrvati i Slovenci na milost i nemilost Talijanima. Vanjska politika se vodi na poslijetku i protiv interesa ogromne većine i samog srpskog naroda, jer treba da učvrsti vlast jedne male klike, koja putem indirektnog poreza i oporezovanjem i onako već gladnih nadnica prebacuje sve terete na ledja širokih narodnih slojeva radnog naroda grada i sela. Izdaja hrvatskih interesa ne znači dakle očuvanje srpskih interesa, već treba samo da i nadalje očuva vlast u rukama jedne vladajuće klike, monarhije, militarizma i srpske buržoazije, koji danas drže svu vlast i faktički gospodare Jugoslavijom. Zato i srpski radni narod, radništvo i seljaštvo, vodi borbu protiv ovog protunarodnog režima, a za nacionalno oslobodjenje nesrpskih nacija i njihovo i svoje oslobodjenje, jer „narod, koji ugnjetava druge narode nije slobodan“.

Pa kako onda da Radićeva stranka sjedi u toj vladi i još zajedno sa radikalima izglasava u Skupštini konvencije? Čime se da ovo objasniti?

Prvo pritiskom dvora, koji je iz svojih dinastičkih interesa preko Ničića jedan od glavnih inicijatora ove politike. Drugo, pritiskom hrvatskog kapitala, čijim se interesima rukovodi Radićeva stranka i koji nastoji da pošto potpuno učestvuje na vlasti. Nalazeći se u opoziciji, hrvatski kapital nije mogao da dobije inozemne zajmove, jer se za njihovo sklapanje tražila državna garancija, koju opet država nije davala. Osim toga, hrvatski kapital podupirući vladu i monarhiju, očekuje od dvora i veće koncesije u unutrašnjoj politici (izjednačenje poreza, kredite „Narodne Banke“ i t. d.). Radićeva stranka ne vodi dakle neku samostalnu politiku, već pod pritiskom hrvat-

skog kapitala vodi politiku naslona na dvor. A da bi se maskiralo izdajstvo, piše se u štampi, kako su konvencije doduše teške, ali sve da zavisi od njihove provedbe. Kako je jedan od glavnih stupova ove politike baš monarhija, svaka veza s njome znači napuštanje borbe. Zato se nikako ne mogu dovesti u sklad interesi naroda i interesi monarhije. Sa monarhijom, kao sa jednim od glavnih stupova hegemonije srpske vladajuće klase ne može biti kompromisa. Svaki kompromis sa monarhijom znači ujedno napuštanje narodnih interesa.

„Pakt prijateljstva“, kao i sklapanje trgovačkog ugovora, te konvencije ne znače kraj svih ogromnih žrtava i izručenja Dalmacije talijanskom imperijalizmu, odstranjenje suprotnosti između srpskog i talijanskog imperijalizma. Oni znače samo njihovo privremeno, kratkotrajno ublažavanje na račun trećega, u ovom slučaju na račun nesrpskih a u prvom redu hrvatskog naroda, srpskog radnog naroda, kao i po svoj prilici na račun Grčke (Solun), što će najbliža budućnost da pokaže. Nettunske konvencije predstavljaju vrelo stalnih i pojačanih sukoba Italije sa Jugoslavijom, jer će Italija u svojim imperijalističkim težnjama nastojati da ih za prodiranje na Balkan što više iskoristi: jugoslavenska vlada otvorila je tim konvencijama širom vrata talijanskoj fašističko-imperijalističkoj najezdi na Balkanu.

Suprotnosti su dakle ostale iste, s tim da u kratko vrijeme izbiju još većom žestinom, jer i jedna i druga država teže za dominirajućom ulogom na Balkanu: Italija preko Rumunjske, Grčke i Albanije, koja se nalazi već potpuno pod talijanskim

utjecajem, a Jugoslavija ostvarenjem svojih aspiracija na Solun i približenjem Bugarskoj. Ne piše uzalud centralno glasilo radikalne stranke „Samouprava“, da je „jugoslavensko-bugarski savez najbolja garancija slobode balkanskih naroda, a da je Solun „drugo“ pluće Jugoslavije, bez kojeg ona ne može živjeti“. Samo ova „sloboda“ u stvari znači nacionalno i socijalno ugnjetavanje balkanskih naroda i neminovno vodi novim ratovima.

Zrtvovanje Dalmacije talijanskom imperijalizmu preko sklopljenog trgovačkog ugovora i konvencija pruža tri pouke. Prvo, da vlade, koje se oslanjaju na silu nisu u stanju da očuvaju slobodu Balkana i da ga brane od stranog imperijalizma, kao i da izdaja hrvatskih interesa ne znači ujedno i očuvanje srpskih interesa. Drugo, svako vezivanje i svaki kompromis sa monarhijom moguće je samo uz cijenu izdavanja interesa širokih slojeva vlastitog naroda. Monarhija je jedan od glavnih stupova srpske hegemonije i predstavnik ugnjetavanja nesrpskih nacija, a iz svojih dinastičkih interesa i jedan od glavnih inicijatora sadašnje vanjske politike Jugoslavije. Interesi naroda i interesi monarhije su dakle nespojivi. Treće. Odstranjenje hegemonije srpske vladajuće klase jeste moguće jedino obaranjem monarhije i uspostavljanjem jednog slobodnog saveza federativnih republika — ostvarenjem Balkanske Federacije. To je jedini izlaz i jedini put za oslobodjenje balkanskih naroda i za očuvanje slobode Balkana od robovanja stranom imperijalizmu.

K. Vojkić

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVE TË NACIONALË E I POPUJVE TË BALKANIK TË SHËTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

ENQUÊT-A E JONË

TE PERSONALITETET POLITIKE E LITERARE EUROPIANE

permbi

FEDERACIONIN BALKANIK

Përgjegja e Independent Labour Party

JAMES MAXTON

Anëtar i Parlamentit, President i Partis Puntore Indipendente (Independent Labour Party = I. L. P.).

Leu në vjetë 1885 në Pollokshaws, në Skocië. Mbasi lreu mësimet e tija në Universitetin e Glasgow-it, u vue në shërbim t'Arsimit e kje zgjedhe anëtar i Këshillit t'Arsimit në ket gjyket.

Pse mbajti një fjalim kundra-militarizmit në Glasgow, në rasën e deportacionit të Kirkwood-it, kje burgosë për 12 muajt rresht (1916—1917).

Para se të lëte Universitetin, kish marrë pjesë në levizjen puntore. Në vjetë 1918, organizoj në Skocië Partin Puntore Indipendente: I. L. P. Kje anëtar i Komitetit Ekzekutiv të Partis Puntore (Labour Party = L. P.) 1919—1920. Eshtë i zgjedhur në Parlament qysh në vjetë 1922. Eshtë anëtar i grupit politik me famë të thirrur „Gjindët e egjer“ të Clyde-s, bashkë me Wheatley e Kirkwood. Eshtë një ner kryetarët socialist në popular, sidomos në Skocië.

Në rasë të zgjedhjes së tij si President i I. L. P., shoku i tij, Thomas Johnson i ka kushtue këto rreshta:

„Mësote në shkollë gjithë ditën, e të gjithë të shtundet i kish kushtue për t'organizue një lidhje socialiste n'organizatën e arsimorvet.“

Si mramjet, ashtu të dilet i kish vue në shërbim t'I. L. P. Askush nuk ka ndimue aq për zgjimin e I. L. P., e cilla parti, fitoj për meritim të tij, një influencë shumë të madhë në levizjen puntore në Skocië. Në vjetë 1916, qeveria u tut prej tij, dhe e burgosi. Kje lirue prej burgut, në vjetë 1917, e ju kushtue

persri vepers së propagandës për I. L. P. Kështu u bë sekretari organizasues i partis së Glasgow-it.

Në Parlament, oratorija e tij e çuditëshme, personaliteti e sinceriteti i tij i thieshtë, e kanë bërë vetvetju kryetarim e natyrshëm të një mbledhjes që përmban gjithë ata njerz me karakter e fuqi. Kje përjashtue prej mbledhjetve të 27 Qershor deri me 31 Korrik, pse refuzoj me marrë mrapa fjalën „gjakbasa“ që kish përdorë për ata që kishin votue pakësimin e kreditëve të shenjume për hygienë e për shëndetësin e foshnjëve. Kuer Torie-t votuene përjashtimin e J. Maxton, jam sigurë se një numer i madh ner ta e vendosne ket kundra ndjesis së zemërs së tyne e pa dishir.

James Maxton është një ner njerzët e mëhej të kohës së sotëshme. Jam une mik i tij që tham ketë, por kjo s'e ndryshon aspak faktin. Aj ka lanë pershtypjen e shpirtit e të karakterit të tij ner të gjithë generacionet e sotëshme. Aj ka predikue librimin e robvet e të gjithë atyne që janë të shtypur; ner mija familjesh, krenët e tyre që sot do t'ishin kenë të shtypur për dhë, kan ballin hapët, e një kangë e ré lirije mbushë plot shpnesë zëmrat e tyne: ky është meritimi i James Maxton-it, presidentit të ri t'I. L. P.

Eshtë drejt sucsori i Keir Hardie. S'është një „cataclysmiste“, porse s'kerkon me i bë ballë inevitabilitetit t'udhës shkallë-shkallë, ase udhës shkallë-shkallë t'inevitabilitetit, aj ka shkërit krejt energit i tija, e ka kushtue jetën e tij për realizimin e socializmit n'epokën t'onë.

Socializmi i William Morris, socializmi i Keir Hardies, socializmi që e naltëson njeriun prej gjendjes së kafshes, ky është socializmi naj të cillin, James Maxton, do t'a çojn Partin Puntore Indipendente (I. L. P.) në kohën e presidencës së tij.“

ARCHIBALD FENNER BROCKWAY

Leu në vjetë 1888 në Kalkuta. Kreu mësimet e tija në London.

Së pari kje redaktor i Examiner-it; mandej kje ndimës i Drejtorit të Christian Commonwealth-it; ma vonë kje Drejtor i Labour Leader-it, prej vjetës 1911 deri në 1916.

Kje një ner themeluesi e sekretar honorar i „No Con-
scription Fellowship“ prej vjetës 1916 deri 1920; kje sekretar i Komitetit Britanik të Kongresit Nacional Indian, 1920—1921 e Drejtor i India-s.

Kuer ish 19 vjetësh himi në Partin Puntore Indipendente (I. L. P.). Një vjetë para se të krishte lufta botnore, zhvilloj krejt energjin e tij per t'i bā me dit popullit rrezikun iminent. Gjethnjë vijoj me kundershite luftën, e tuej kë në që refuzoj me bā shërbimin militar, lështu kje qitë ne burg per 28 muej.

Më vonë, prej vjetës 1920—1922, kje zgjedhë sekretar i enquete-s permbi sistemin e burgjëvet, i atij komitet që kish Lord Olivier-in si President. Në bashkëpunim me Stephen Hobhouse, botoj vepren e permendun „Burgjet e sotëshme t'Anglis“, e cilla vepër pat per rezultat fillimin e reformave në sistemin ndeshkimmuer. Aj është edhe autori i veprave Labour e Liberalisëm, Devil's Business (që kje ndalue kohën e luftes), The Recruit (që kje shkruie në burg), India and its government, etj. etj. Aj kā shkruie dhe shum pamfletë, ner të cillat: How to end war (Si me i vue fund luftes). (Partia Puntore Indipendente, Serie programesh).

Fenner Brockway ka udhtue shum e kā fitue një experiencë të thellë të jetes.

Qush prej vjetes 1923 është sekretari i pergjithshem i Partis Puntore Indipendente. Aj është një orator populluer.

Na nuk dyshojmë se zgjidhja m'e mirë e vështirësinave politike e etnike në Balkan, do t'ish një Federacion i popujvet balkanikë, tuj marrë para sysh partikularizmet fetare e kulturele të minoritetëve nacionale e zakonet tradicionale të tyre. Kufijt e sotëshem, si na e difton mirë çështja e Macedonis, nuk perfaqësojnë ndryshimin e natyrshëm të racëvët, e duket e pā-mundur me i vue kufijt n'mëndyrë që të napin një rezultat t'atillë.

Deri sā t'ekzistojnë Shtete me një formin inkoerent, është seure se do të jenë edhe turbullime e rreziqe lufte permanente e të gjith ato që kerkojn pagjën në Europen e Jugës lindore duhet të punojnë per të realisue një Federacion me garanti liriye per minoritete. Kjo çështje është me rëndësi jo vehtëm per Balkanin, por edhe per të gjith Europen, tuej kë në një luftë në Balkan munt të zgjerohet dal nga dalë në luftë të pergjitheshme europiane.

Na e shofim fare mirë se vështirësinat janë të mdheja; është kundërshtimi i Shtëpijave sunduese, që munt t'i duket se prestigji i tyre është në rrezik. Esht kundërshtimi i klasëve drejtuëse, gjendja e fuqija e të cillave, janë të lidhura deri diku me mbajtjen e Shteteve të dām e independent. Esht kundërshtimi i grupeve financiare, që kan fitime prej huanave të Shteteve të ndryshem. Esht kundërshtimi i Shoqëinave per armatosje, që spekulojnë permbi existencen e kundërshtimeve nacionale. Esht kundërshtimi i disā kastëve kapitaliste që nxierin profitin e tyre prej kenjes të qeverinave të ndryshme.

Por të gjithë këto interesa s'janë kurgjë në barabitje me prosperitetin e popujvet e të nevojave që thrrasin per pagjë e drejtesi per minoritetet e shtypura; është e nevojshme t'i diftohet popujvet të tjerë që interesat e tyre janë të perbashkëta e që dasinat arficele të sotëshme shkaktojn varfërin, persekucionin e rreziqet masakrevet e njerzorë. Një luftë e madhe duhet hapë per t'i cilë synd popullit, gjithmonë tuj pasë para sysh ato fille që thamë më nalt. Duhet që të mbahen meetinga, në sā është e mundur me orator të Shteteve të ndryshme, që të flasin të gjith permbi një lamë të pergjithëshme. Duhet që të perhapen gjithkah vepra që permbajn deklarata të daluna prej shkrimtarësh që perfaqësojn Shtetet e minoritetet e ndryshme. Sado të mëdhaja që të jenë këto veshtirësim, po kje se do të krijohet ndo 'j herë një Federacion i popujvet balkanik, mundi per ket duhet të bāhet në rrallë të parë, prej popujvet balkanik vehtë. Atherë kuer të vin çasi i volitëshem, popujt të tjerë duhet që t'i mbajn krahe proponimeve nepërmjet të ndermjetësve të Lidhjes se Kombeve e me të gjithë mjetet të tjera.

Në, na duhet veçe mos me vue shum nalt shpnesen t'onë në një Federacion thieshtë politik në Balkan. Shum më e nevojshme është një Federacion ekonomik mrënda të cillës pasuninat e natyrshme e zhvillimi i produktionit do të jenë të perdoruma per të miren e popujvet, e mbas të cilles exploitimi i sotshem i financierve e i kapitalistëve do të abolohe në Balkan, gjithenjë si t'ushtrohet mrendë a po jashtë. Vehtëm me ket ndryshim themeluer të sistemit shoqner, do të zhduken skami e rreziku i luftëve.

James Maxton

President i I. L. P.

Fenner Brockway

Sekretar i I. L. P.

Të parat fjalë me arësye prej Belgradi-t permbi Shqypni

Deputeti demokrat D' Grega Angjelinovic, një ner nierz-politik ma të permendun të Jugoslavias, e specialist ner ceshtiet e Adriatikut, boton në fletoret e Belgradit e t'Agramid, mbas një udhimiti në Shqypni, pershtypiet e tija permbi politiken që duhet të ket Jugoslavia me Shqypni.

Ja, se ç'thotë D' Angjelinovic:

„Une jam i bindun, se është n'interesë t'onë e të Shqypnis, që tansia tokësore e indipendencë e këtij vendi të mos të cenohet.

Jugoslavia ashtu edhe Shqypnia, duhet që zëmrimet e mosmarrëveshtjet nermiet të tyne — si edhe të gjith mosmarrëveshtjet nermjet të gjith propujvet të Balkanit, të rregullohen prej vendeve të Balkanit vehtë. Dasia nermiet të popujvet të Balkanit, kie usfruktue para sa vjetvet prej Tyrkis e ma vonë prej Austri-Ungaris. Duhet që të vëm oroe, që prap tash mos të ngulim kambë në Balkan një tjetër „tertius gaudens“ per dam të gjith popujvet të Balkanit.

Per ket arsye duhet që t'i napim Shqypnis ç'do ndimë në luften e sajë per mbajtjen e indipendences.

Une në Tiranë kam marrë ket pershtypje: që numdimet t'ona në ket lamë janë të prituna pergjittësisht atje me kuptim, sado që pā-dyshim kā edhe nierz-politik shqyptar, që nuk janë të bindun plotësisht se mbajtia e indipendences të këtij popullit, që asht ma i motëshmi, por edhe ma i vogli popull i Balkanit, asht e kondicione me bashkëpunimin me Shtetin t'onë.

Per ket duhet që Shteti i jonë t'i napë fqinjët të tij të vogel ç'do ndimë politike, e për sā na permetojnë mjetet modeste t'ona

edhe ç'do ndimë ekonomike. Giuha teper e vrashtë, që kā zakon të perdorë shtypi i Belgradit kundrejt Shqypnis, duhet denuë, mos tjetër prej pikpamjes politike. Në na duhet, së pari me e siedhë atencionin t'onë, riedhjes së politikës së jashteme të Shqypnis e regullimin e çështjeve të politikës së mrëndshme me ja lanë shqyptarvet në dorë të tyne.

Per sā i perket çështjes s'Italis e Shqypnis, pā dyshim se Italia kdnjë dishir instinkti me ngulë kambë në Shqypni. Ky epush nuk drejtohet vehtëm kundra Shqypnis.

Krejt bregu i lindjes s'Adriatikut, prej Sušak e deri në Santi Quaranta gjindet non shtypjen e politikës s'espansionit t'Italis.

Kjo shtypje shifet ma çeltë në pjesen e Shqypnis të bregut t'Adriatikut, per arësye, se kjo asht pjesa ma e dobtë, e pset këtu ndeshë shtypja, në kundërshtimin ma të vogel.

Shqypnia, aq e vogel, e si Shtet aq i ré, sot per sot, ma pak se kushdo tjetër, munt t'i bajn balë, shtypjes s'Italis. Aq ma teper na perket në, m'e foreue zotesin shqyptare per t'i bā ballë kësaj shtypje. Me Italin të mbajmë marëdhajet ma të mira e ma miqsore, porsë në na duhet të ndalojmë që ajo të bahet trashiguese e Austri-Ungaris në Balkan.“

Kështu flet sot mbi Shqypnin një perfaqësues i Skupçines Qarqet zyrtare të Belgradit, me në krye agencin Avala, kuer folshin permbi Shqypni folshin me një giuhë aq diffamatore e rrenacake sā ç'do pergjegje objektive ish ç'në krye e kotë. Per ket, këto fjalë me arësye të një nierit me kulturë, zyrtarë e që e nje vendin, janë po thujt të parat fjalë të drejta naj Shqypnin që vin ka fqini i saj i Veriut, të parat fjalë që tinglojn si kangë kuptimi, prej të cilles rriedh pagja e prosperiteti neomiet të dy

popujvet veçanërisht, prej të cilles do të rriellë edhe pagja e prosperitetit për të gjithë popujt e Balkanit.

Per mos t'habitë vetëm vehtën me fjalë, por për të fillue rrugen e veprimit, ja i thotë Dr Angjelinoviç-it, një kolegë shqyp-tar, se ç'janë ndalimet e moskuptimevet; po kje se qarqet zyrtare jugoslave duen të kuptojnë, do të shofin se për të miren e tyre, duhet që të marrin rrugen e kundert, prej asaj udhe që kan pas deri tash naj Shqypnin.

Pik së parit duhet admetue se themeli i parë është: ç'do shtet jo-balkanas, që të ngulin kambë në Shqypni, është për fikje të popujvet të Balkanit.

Duhet, parapá edhe se kjo munt të ndodhin vehtëm atherë kuer popujt e Balkanit të haken njëni me tjetrin e të kën nevojë si mprojës a arbiter me thirrë popujt jo-balkanas.

Prá, për pjesen e parë t'artikullit kuptohemi plotësisht me Dr Angjelinoviç-in; për sa i perket pjeses ku flet për tansin tokësore e kuër thotë se „duhet t'i napim Shqypnis ç'do ndimë për mbajtjen e independences“, jam i shternguem me i thanë zotit Angjelinoviç-it, se luften ma të madhe për të humbë, independencen e Shqypnis e ká bá Jugoslavia, a për me kënë ma konkret pjesa radikale serbe.

Por, Dr Angjelinoviç-i, len të kuptojn kuër flet për shtypin e Belgradit, se udha e mbajtme deri tash naj Shqypnin, ish e gabueshme, e për dam, si të Shqypnis ashtu dhe të Jugoslavias; prá s'duem të flasim për ç'kaashbá, por për ç'ka do të bajm.

Vjen çeshtia ma me randësi se ç'kuptohet për tansi tokësore; Dr Angjelinoviç-i si nieri me kulture e që do të flasë të drejten, duhet t'admetojnë se është një „absurdum“ me folë për tansi tokësore e independencë, kuër pjesa toksore ma e madhe e këtij Shteti (Shqypnis) e popullësia ma e shumë, gjindet nen shtetin fqinj, se në Shtetin „independent“.

Por, po shkojm edhe ma giatë, po thona se shqyptarët, për interesa shtetnore ma të malta, për të miren e popujvet të Balkanit përgjithësisht, e për lidhjen e këtyne popujvet nermiet të tyre, e njohin edhe ket „absurdum“: prep se prep duhet marr para sysh se për t'afue kohen e lidhjes të popujvet të Balkanit, duhet që ç'do Shtet i Balkanit, të ven si princip themeluer këtë: minoritetet balkanike ner Shtetet e Balkanit, janë të privilegüme si minoritet, ku natyrisht principi nuk duhet të mbes në leter por të vëhet vereverte në zbatim.

Miqësia e dashtnia që do të lejn nermiet të minoritetit e të Shtetit sundues, do të jët ura e bashkimit e popujvet të Balkanit nermiet t' tyre.

Ndima ma e pár prá që munt t'i napin Shqypnis Jugoslavia është kjo. Për çeshtjet e mbrendishme është për t'u konstatue se mos t'ish perzi Jugoslavia në Dhetner 1924, Shqypnia nuk kish rá ner kthetra t'Italis, si ká rá sot, po, prej trathitis t'atij që ish Benia-

mini i Pashiq-it; prá në daçim me folë të drejten do të thomi se ajo gjendje zotërimi e Italis në Shqypni, në bregun e lindjes t'Adriatikut të Jugoslavias, e përgjithësisht ne Balkan, është po konsekuenca e politikës së gabushme të Belgradit naj Shqypnin.

Për sa i perket pjeses „tertius gaudens“ e ndalimit që Italia të bëhet trashigues e Austri-Ungaris në Balkan, e asaj pjesë ku thotë Dr Angjelinoviç-i, se ká „shqyptar që nuk janë të bindun plotësisht se mbajtja e independences së Shqypnis, është e kondicionueme me bashkëpunimin me Shtetin Jugoslav“, due t'i tham këto fjalë sincere:

Në Shqypni ka dy lloj klasë njerzish, një pjesë që don një Shqypni mrenda të cilles të punojnë e të jetojnë, e një pjesë tjetere, nja 5-6 shpija bejlerësh, që donë një lamë në Shqypni, ku tuj i ndimue interesavet të huaja, pá punue, të jetojn, tuj sundue në shpín të popullit; kjo pjesë, e ndimue në Dhetner 1924 prej Pashiqit, nuk ká kurrfarë bindjet, idealit a karakterit; për të se kush është „tertius gaudens“, a por se kush do të jetë trashigues e Austri-Ungaris në Balkan s'ká randesi aspak, për të mbaston që t'i jën segurue grabija mbi popullin shqyptar, privilegjet e kohës së mjesme.

Pjesa tjetere don një Shqypni, edhe e shef po gati si Dr Angjelinoviç-i se mbajtja e independences së Shqypnis, është e kondicionueme me një gjendje pagje, miqsis e ndimue nermiet të popujvet të Balkanit; por, po kje se fati i Shqypnis është që të jën një „gaudens“ a por „një trashigues“ në vendin e sajë, ateherë shum pak ká ndryshim a është ky „usufruktator“ Italia, a por Jugoslavia.

Prá, konsekuenca e fundit është kjo, po kje se Jugoslavia, shteti ma me randësi në Balkan, len politikën e sajë të deritashme politikë deke e robnie për popullin shqyptar, e fillon një politikë pagje e lirie, një politikë drejtimi në lidhjen e popujvet të Balkanit, ateherë Shqypnia do të jën aleati i Jugoslavias, ateherë të gjithë popujt e Balkanit do të jën aleat e sajë.

Hapi i parë i kësaj politikë është permirsimi në gjendjen e minoritetevet shqyptare, të braktisurit e asajë kaste bejlerë që shesin kurdoherë interesat e Shqypnis, e interesat e popujvet të Balkanit, atij që i paguen ma mirë për të ngulë kambë në Balkan.

Po kje se me metamorphosen e bejlervet, që u banë bashkë me Presidentin e tyre, raje e Italis, nuk ká xanë mend Jugoslavia, me hi në miqsi e lidhje sincere me popullin shqyptar, aherë s'ká me xanë ma mend kurr.

Vetëm lidhja e popullit serb me popullin shqyptar e me popujt të tjerë të Balkanit, vetëm Federacioni Balkanik, munt t'a ndaloj, robin e popujvet të Balkanit nen thundren invasionere të Fashismit.

Sot është ende koha, po priti Jugoslavia má, ká me kenë e para m'u pendue; por ndoshta ateherë ká me kënë vonë.

Tiranë, Korrik

Një deputet shqyptar

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

ΤΟ ΚΑΘΕΣΤΩΣ ΣΤΗ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΔΕΝ ΕΙΝΑΙ ΣΤΑΘΕΡΟ

Η κατάσταση στη Βαλκανική παρουσιάζεται στον υπέρτατο βαθμό ασταθής, αυτό το βλέπει κανείς παρατηρώντας τόσο το έσωτερικό καθεστώς των βαλκανικών κρατών όσο και τις σχέσεις τους ανάμεταξύ τους.

Αν εξετάσουμε το κάθε κράτος χωριστά θα δούμε πως εκείνο που κυριαρχεί εκεί είναι ή βία. Ο φασισμός θριαμβεύει και είναι ήμειψισμος αν δεν είναι επίσημος. Κανείς άνθρωπος δεν φαντάζεται ότι ο Αλέξανδρος θα μπορούσε να κυβερνήσει τη Γιουγκοσλαβία, ή ο Φερδινάνδος τη Ρουμανία, ή ο Βόρις τη Βουλγαρία ή ο Πάγκαλος την Ελλάδα, χωρίς να στηρίζονται πάνω σε ένα ισχυρό στρατό και μια ισχυρή αστυνομία. Και οι δικτατορίες αυτές είναι κυνικές ή υποκριτικές.

Το υπουργείο Ουζόνβοβιτς στο Βελιγράδι έβγαξε από ένα συμβιβασμό μεταξύ Κροατών και ριζοσπαστικών, ή δε συμφιλίωση του Ράντιτς με τη Μοναρχία είναι μια απάρνηση αρχών από τις πιο σκανδαλώδεις που έχει να μάς δείξει ή ιστορία: διότι εφ' όσον

εύρισκονταν ο Ράντιτς στην αντιπολίτευση, παρουσιάζονταν ως δημοκρατικός και όπαδος πολιτικών και κοινωνικών μεταρρυθμίσεων κατά το μάλλον ή ήττον ριζικών. Τώρα, ο φίλοι του και ο ίδιος έχουνε γίνει βοηθοί της δυναστείας και στρέφονται εναντίον εκείνων που τους είχαν υποστηρίξει χθές ακόμη και προς τους οποίους είχαν δώσει τόσο πολλές υποσχέσεις. Ο Ράντιτς ακολούθησε το δρόμο εκείνων των σοσιαλιστών που γίνονται πράκτορες του καπιταλιστικού καθεστώςτος μολονότι βλέπουνε και κακίζουν τα έλαττώματά του.

Στη Βουλγαρία, ο Λιάπτσεφ συνεχίζει τον Τσαγγύφ. Μεταχειρίζεται τα ίδια μέσα του εκφοβισμού και της τρομοκρατίας για να μείνει περισσότερο στην αρχή. Η φυλακή, ή εξορία και ο θάνατος περιμένουν εκείνους που θα έτολμούσαν νάντισταθούν. Φαντασθείτε έλογες πράγματι ελεύθερες: ο Λιάπτσεφ και οι συνεργάτες του θα άνετρέποντο άμείως.

Στη Ρουμανία, ο στρατηγός Άβερέσκου μάς έδειξε την επιτηδειότητά του. Χάρις στη γροθιά των όργάνων του, χάρις στην καταπίεση που εξήσκησε, κατώρθωσε να εκλεγούν, ή καλύτερα, να εκλέξει τους όπαδους του στις περισσότερες περιφέρειες. Η ομάδα του που ήταν ελάχιστη αριθμητικά στην προηγούμενη Βουλή,

παρουσιάζεται ως η μεγαλύτερη από όλες τις άλλες ομάδες (και μάλιστα κατά πολύ) στην τωρινή Βουλή. Όχι μόνο συνέτριψε το χωρικό κόμμα και το εθνικό κόμμα, όχι μόνο παρηγγώνισε τελείως τους σοσιαλιστές και τους κομμουνιστές, ἀλλ' ἀκόμα ἐπροξένησε και το σκληρότερο ἀτύχημα στον Βρατιάνο και στους φιλελευθέρους οι οποίοι είχαν ἔλπιση στην ὑποστήριξη του. Στὴ Ρουμανία εἶναι ἡ χωρόφυλακὴ, εἶναι ἡ γενικὴ ἀσφάλεια, ἐκείνες ποὺ ἐπέβαλαν σὲ δεκατρία ἑκατομμύρια ἀνθρώπων μιὰ ἐθνικὴ ἀντιπροσωπία ἡ ὁποία τίποτε δὲν ἀντιπροσωπεύει. Ὁ στρατηγὸς Ἀβερέσκο ὅμως, θὰ ὤφειλε ἐν τούτοις νὰ γνωρίζει τὴν ἱστορικὴ φράση, ὅτι δὲν μπορεῖ κανεὶς νὰ καθίσει πάνω σὲ λόγγες.

Ἀπομένει ἡ Ἑλλάς τοῦ Παγκάλου. Ἐδῶ ἡ δικτατορία ὁμολογεῖται τόσο φανερά ὥστε δὲν χρειάζεται νὰ τὴν χαρακτηρίσει κανεὶς.

Οἱ ἀπλὲς αὐτὲς παρατηρήσεις δείχνουν πόσο ἀσταθὲς εἶναι τὸ ἔσωτερικὸ καθεστῶς τῶν βαλκανικῶν κρατῶν, και ἀκόμα δείχνουν ποῖος κίνδυνος τὸ ἀπειλεῖ. Τὸ καθεστῶς αὐτὸ θὰ ὑποχωροῦσε στὴ Βουλγαρία ὅσο και στὴν Ἑλλάδα προστὰ σὲ μιὰ σπρωξιὰ, λιγὰκι δυνατώτερη, ποὺ θὰ τοῦ ἔδιδαν οἱ ἐργατικὲς και χωρικὲς μάζες.

Και ποῖος εἶναι ἐκεῖνος ποὺ θὰ ἐτολμοῦσε νὰ πεί πὼς ἡ ἔξωτερικὴ κατάσταση στὴ Βαλκανικὴ εἶναι δυνατό νὰ διαρκέσει ἡ ἴδια;

Οἱ μεγάλες δυνάμεις ἦτανε στὸ παρελθὸν πάντοτε οἱ ὑπεύθυνοι γιὰ τις βαλκανικὲς κρίσεις. Καὶ ἡ εὐθὴνὴ τους ἦτανε μάλιστα διπλή. Ἀπὸ τὴ μιὰ μεριά εἶχαν δώσει τῆς Βουλγαρίας, τῆς Σερβίας κ. τ. λ. τέτοια σύνορα, ὥστε κατ' ἀνάγκη νὰ βασιλεύει διαρκῶς ἡ διχόνοια ἀπὸ τὴν ἄλλη μεριά εἶχαν μεταφέρει τις δικὲς τους ἀντιζηλιές στὴ Χερσονήσῃ και ἐνῶ ἡ μιὰ ἐδολοπολοῦσε στὴ Σόφια, ἡ ἄλλη ἐνεργοῦσε στὸ Βελιγράδι και ἡ τρίτη στὸ Βουκουρέστι. Πρὶν ἀπὸ τὸν πόλεμο, ἡ Γερμανία ἐνεργοῦσε κοντὰ στὸ βασιλεῖα Κάρολο Χοεντζόλλερν, ἡ Αὐστρία στὴν αὐλὴ τοῦ Φερδινάνδου τοῦ Κοβούργου, και ὁ τσαρισμὸς στὴν αὐλὴ τῶν Καραγεώργεβιτς.

Ἡ κατάσταση αὐτὴ δὲν ἀλλάξεν ὅμως και ὕστερα ἀπὸ τὸ 1919.

Ἐπλοῦτισαν τὴν Ρουμανία και τὴν Σερβία εἰς βάρος τῆς Βουλγαρίας. Καὶ κατ' αὐτὸν τὸν τρόπο ἐγενήθησαν καινούργια ζητήματα, ὅπως π. γ. τὸ ζήτημα τῆς Δοβρουτσᾶς ποὺ μπορεῖ κάποτε νὰ γίνῃ αἰτία μιᾶς ἐνοπλῆς συγκρούσεως. Ἡ Ἑλλάδα ἐπίσης ἐπραγματοποίησε κέρδη εἰς βάρος τῆς Βουλγαρικῆς Κυβερνήσεως. Ἡ Ἀντάντ ἠθέλησε μ' αὐτὸ νὰ τιμωρήσει τὴν τελευταία γιὰ τὴν βοήθεια ποὺ εἶχε δώσει στὶς κεντρικὲς Αὐτοκρατορίες, δὲν εἶχε ὅμως σκεφθεῖ κανεὶς, πὼς και' αὐτὸν τὸν τρόπο παρεβιάζοντο τις περισσότερες φορές τὸ δίκαιον τῶν λαῶν, τὸ περίφημο αὐτὸ δίκαιο ποὺ ἐκήρυξαν οἱ θέσεις τοῦ Οὐίλσον. — Ὅσογιά τὸ μακεδονικὸ ζήτημα, τὸ ἄφηναν ἀνοικτὸ δηλαδὴ, ἔκοπταν τὴ Μακεδονία σὲ διάφορα μέρη, ὅπως εἶχε συμβεῖ και μὲ τὴν Πολωνία στὸν 18^ο αἰῶνα, τὰ ὅποια ἔδιδαν στοὺς διαφόρους τῆς γειτονες.

Και τώρα, ὅπως και πρὶν τὸ 1914 ὑπάρχουν στὴ Βαλκανικὴ οἱ ἐπιρροὲς τῶν μεγάλων διπλωματιῶν. Ἡ Ἀγγλία ὑπερασπίζει τὴν Ρουμανία διότι ἡ βασίλισσα Μαρία εἶναι Ἀγγλικῆς καταγωγῆς· και ἐδέχθηκε ὅλους παρανόμως τὴν προσάρτηση τῆς Βεσσαραβίας στὴ Χώρα αὐτή. Ἡ Ἀγγλία σκέπει ἀκόμη μὲ τὴν αἰγίδα τῆς φιλίας τῆς τὴν Ἑλλάδα μὲ ὅλες τις βίαιες πράξεις τοῦ Παγκάλου. Ἡ Γαλλία ἔδωκε τὴν προτίμησή της στὴν Γιουγκοσλαβία και τῆς ἐξασφαλίζει τὴν οἰκονομικὴ και στρατιωτικὴ τῆς βοήθεια. Ἡ Γερμανία διατηρεῖ τὴν ὑπεροχὴ στὴ Σόφια. Ὅσογιά τὴν Ἰταλία τοῦ Μουσσολίνη, προσπαθεῖ νὰ ἐπιτύχει τὴ φιλία τοῦ βασιλέως Ἀλεξάνδρου, τοῦ Βασιλέως Βόριδος, ὅπως και τὴν εὐνοία τῆς Ρουμανίας στὴν ὁποία ἀνοίγει ἕνα δάνειο 200 ἑκατομμυρίων.

Πραγματικὰ, ἡ κατάσταση στὴ Βαλκανικὴ ἐξακολουθεῖ νὰ εἶναι ἀμφίβολη, ἐφ' ὅσον δὲν θὰ ἔχει δημιουργηθεῖ μιὰ δημοκρατικὴ Ὀμοσπονδία βασισμένη στὴ δύναμη τῶν ἐργατῶν και τῶν χωρικῶν.

Ἡ ἰδέα ποὺ τὰ προπολεμικὰ σοσιαλιστικὰ διεθνή Συνέδρια εἶχαν διατυπώσει πάνω σ' αὐτὸ τὸ ζήτημα ἀποδεικνύεται ὑπέροπτε ἄλλοτε δικαιολογημένη.

Πὼλ Λουί

ΠΑΓΚΑΛΟΣ ΚΑΙ ΑΧΜΕΤ ΖΟΓΟΥ

Ὁ δικτάτωρ τῆς Ἑλλάδος και ὁ δικτάτωρ τῆς Ἀλβανίας ἔδωκαν τὰ χέρια πάνω σὲ Ἀλβανικὸ ἔδαφος. Ἡ συνάντησις ἐγένετο στοὺς Ἅγιους Σαράντα, ἐγκαινιάζει δὲ μιὰ καινούργια περίοδο στὴν ἱστορία τῶν ἀγῶνων περὶ ὑπερισχύσεως στὴν Ἀλβανία. Ὁ Ἀχμέτ Μπέης ὁ νομάρχης τῆς Γιουγκοσλαβίας, ὁ πασσᾶς τῶν Καρα-

γεώργεβιτς, θέλει περισσότερὴ αὐτοτέλεια. Ἦδη μόλις ἄρχισε τὴν κυριαρχία του ἀναγκάσθηκε νὰ λάβει ὑπ' ὄψει του τις οἰκονομικὲς βλέψεις τῆς Ἰταλίας και προσέλαβε στὸ Ὑπουργεῖο του ἕναν ὑπουργὸ τῶν Οἰκονομικῶν ὁ ὁποῖος ἦταν πράκτωρ τοῦ ἰταλικοῦ Ἰμπεριαλισμοῦ. Ἐπειτα ἐδοκίμασε μὲ παραχωρήσεις οἰκονομικὲς πρὸς τὸ σερβικὸ Κεφάλαιο νὰ παραγκωνίσει τὴν οἰκονομικὴ ἡγεμονία τῆς Ἰταλίας. — Εἰς μάτην!

Ἡ Γιουγκοσλαβία ἐδέχθη τις παραχωρήσεις και ἐξακολούθησε νὰ θεωρεῖ τὴν Ἀλβανία ὡς πασσαλικὴ της, ἔτοιμη νὰ παραδώσει τὴν Αὐλῶνα στοὺς Ἰταλοὺς γιὰ νὰ πάρει γιὰ ἀντάλλαγμα ἐλευθερία δράσεως ἀπέναντι τῆς Ἑλλάδος. Ὁ Ἀχμέτ Ζόγου ἀμύνεται τώρα. Στὸ πρόσωπο τοῦ Παγκάλου βλέπει τὸν μικρότερο κίνδυνο, και εἶναι ἔτοιμος νὰ ἐπανακατασταθῇ τὴν πρωτινὴν ἐπιρροὴ τῆς Ἑλλάδος στὴ νότιο Ἀλβανία γιὰ νὰ μπορέσει ἔτσι νὰ λάβει ἐνεργὸ μέρος στὸν ἀγῶνα τῶν ἰμπεριαλιστικῶν παραγόντων. Πρὸς ὑπεράσπισιν τῆς Αὐλῶνος ἀπὸ τὸν ἰταλικὸ κίνδυνο, χαλαρώνει ὁ Ἀχμέτ Ζόγου τις πλεόν ἢ φιλικὲς σχέσεις πρὸς τὴν Σ. Κ. Σ. και διαπραγματεύεται μὲ τὴν Ἑλλάδα, τὸν ἐχθρὸ τῆς Σερβίας. Ὁ Πρόεδρος τῆς ἀλβανικῆς δημοκρατίας δὲν εἶναι παράγων ποὺ νὰ μπορεῖ νὰ κάμνῃ ἐξωτερικὴ πολιτικὴ μὲ τὸ ὄπλο στὰ χέρια. Ὁ Ἀχμέτ Μπέης, ὁ ὁποῖος ἀφώπλισε τὸν γεωργικὸ πληθυσμὸ τῆς Ἀλβανίας, ὁ ὁποῖος συγκατεῖ τρομοκρατικὰ μὲ ἕνα σχετικὰ μικρὸ ἀριθμὸ μισθωτῶν τὴ Χώρα οὔτε γιὰ τὴν Ἑλλάδα μπορεῖ νὰ χρησιμεύσει ὡς ἐνεργὸς σύμμαχος οὔτε θὰ ἠμποροῦσε κάποτε νὰ βοηθῆσει ἐνεργῶς τὴν σερβικὴν πρόωθησι πρὸς τὴν Θεσσαλονικίη. Καὶ ἐν τούτοις ἡ Ἀλβανία ὑπὸ τὴν Γιουγκοσλαβικὴν ἡγεμονία ἀποτελοῦσε μιὰν ἀπειλὴ γιὰ τὰ ἑλληνικὰ σύνορα. Μέσα στὸ ἑλληνικὸ ἔδαφος ὡς βαθειὰ μέσα στὴν Ἀττικὴ βρίσκονται σκορπισμένα ἀλβανικὰ χωριά· και μιὰ δυσμενῆς „οὐδετερότης“ ἔστω και μόνη, θὰ ἐπολλαπλασίαζε τις δυσκολίες τοῦ παγκοσμίου καθεστῶτος. Τὸ μίσος τῶν Ἀλβανῶν κατὰ τῶν Ἑλλήνων εἶναι ἰδίως στὴν περιοχὴ τῆς πρωτινῆς κατοχῆς πολὺ ζωηρὸ και γιὰ τὸν Ἀχμέτ Ζόγου θὰ ἦταν πολὺ ἐλκυστικὴ ἡ ἰδέα νὰ κατασπείρει τὴν ἔσωτερικὴν ἀντιπολιτικὴν ἀφύμνησι τὴν ἐλευθερὴν νὰ δράσει μὲ ἐνοπλῆς συμμορίες πάνω σὲ ἑλληνικὸ ἔδαφος. Τώρα ὅμως ἔλαβε ὁ πρῶν σέρβος νομάρχης ἕνα καινούργιο ἀξίωμα. Ἐγένετο Ἕλληνας σκοπὸς στὴ μεθόριον και ὑπερασπίζει τὸ παγκοσμικὸ καθεστῶς ἀπὸ τὸν κίνδυνο αὐθόρμητων ἀλβανικῶν κινήματων. Οἱ ἐσωτερικὲς δυσκολίες τοῦ Ἀχμέτ Μπέη δὲν ἠλαττώθησαν ὅμως μ' αὐτὸ. Καὶ παρ' ὅλα ταῦτα ὁ καινούργιος προσανατολισμὸς τοῦ Ζόγου δὲν ἔχει τὴν σημασία μιᾶς μετακινήσεως τῶν δυναμικῶν σχέσεων.

Ἡ Γιουγκοσλαβία δὲ θὰ ἐγκαταλείψει τὸν Ἀχμέτ Ζόγου. Οἱ βραγκελικοὶ μισθωτοὶ δὲ θὰ στασιάζουν. Ὁ Ζόγου ὅμως θὰ προσπαθῆσει νὰ ἀποσπᾶσει ἀπὸ τὴν Γιουγκοσλαβία πολιτικὲς παραχωρήσεις γιὰ νὰ μὴν ἀναγκασθεῖ νὰ κάμῃ περισσότερες παραχωρήσεις πρὸς τὴν Ἑλλάδα, ποὺ δὲν ἔχει νὰ παράσχει τὸση πολλὴ πολιτικὴ βοήθεια ὅση ἡ Σερβία. Ὁ Ζόγου προσπαθεῖ νὰ ἐκμεταλλευθεῖ τὴν Ἑλλάδα και τὴ Σ. Κ. Σ. τὴ μιὰ ἐναντίο τῆς ἄλλης, νὰ φανεῖ προστὰ τους ὡς ἀπαραίτητος και νὰ κερδίσει ἔτσι τὴν ὑποστήριξη και τῶν δύο ἐναντίο τῆς πλειονότητος τοῦ ἴδιου τοῦ λαοῦ του. Ἡ ἰταλικὴ Κυβέρνησι κρατᾷ μιὰ πολιτικὴ ἀδέσμευτη. Ἀνέχεται τοὺς ἀλβανοὺς πολιτικοὺς φυγάδες και ἀπειλεῖ ἔτσι τοὺς κυρίαρχους τῆς Ἀλβανίας νὰ θέσει τέρμα στὴν κυριαρχία τους. Ἀφῆνει ὅμως, ἐφόσον τὸ θέλει ὁ Ζόγου, „νὰ τὴν ἐξουδετερώσουν“ μὲ τὸ νὰ μὴ ἐπιχειρεῖ τίποτε ἐναντίον του και μὲ τὸ νὰ μὴ ζητᾷ νὰ ἐμπιστευθεῖ τὴν καταπίεσι τοῦ ἀλβανικοῦ λαοῦ σὲ κανέναν ἄλλον παράγοντα. Οἱ σκοποὶ τοῦ Παγκάλου στὴν Ἀλβανία δὲν μπορεῖ νὰ εἶναι ἡ τελεία κατάρρησι τῆς σερβικῆς ἡγεμονίας. Θέλει μόνο νὰ ἐπανακαταστήσει τὴν ἑλληνικὴν ὑπεροχὴ σὲ ἕνα μέρος τῆς χώρας. Ὁ Ζόγου προσπαθεῖ νὰ ἐπιτύχει μιὰ ασφαλιστικὴ συνθήκη πρὸς ὅλες τις διευθύνσεις. Ἡ Γιουγκοσλαβία πρέπει νὰ τοῦ συγκατεῖ τις ἐπαναστατικὲς φυλές τῆς μεθορίου και στὴν ἀνάγκη νὰ τοῦ ἔχει ἔτοιμες και στρατιωτικὲς βοήθειες γιὰ τὴν κατάπιψη καμμιᾶς ἐνδεχομένης ἀγροτικῆς ἐπαναστάσεως τῶν χωρικῶν. Ἡ Ἑλλάς θὰ πρέπει μὲ τὴ φιλία της νὰ γίνῃ αἰτία νὰ ἐλαττωθῶν οἱ παραχωρήσεις πρὸς τὸν σέρβο προσάτη, και μὲ τὴν ἐμφάνισή της ὡς οἰκονομικὴ δύναμις νὰ γίνῃ ἕνα ἀντιστήκωμα, και νὰ περιορίσει τις πεντατικὲς τάσεις τοῦ ἰταλικοῦ κεφαλαίου. Ἡ Ἑλλάς, πάντως δὲν τρέφει μεγάλο ἐνδιαιφέρον γιὰ τὸ ἀλβανικὸ ἐμπόριο. Ὁ Παγκάλος ὅμως, ἐν πάση περιπτώσει ἔχει νὰ σημειώσῃ μιὰν ἐπιτυχία στὴν ἐξωτερικὴ του πολιτικὴ. Τὸ πασσαλικὸ Ἀλβανία κρατᾷ κι' ὅλα δική του πολιτικὴ, προσπαθεῖ νὰ διατηρήσει τὴν

κυριαρχία τῶν μπερδων, γὰ νὰ ληφθεῖ ὑπ' ὄψει, ἂν καὶ ὄχι ὡς στρατιωτικὸς παράγων, σὲ περίπτωσι μελλοντικῶν πολεμικῶν περιπλοκῶν. Ἄφου ὁ Πάγκalos δὲν ἐπέτυχε νὰ δρέψει δάρανας στὴ μικρὰν Ἀσία κάτω ἀπὸ Ἀγγλική προστασία, προσπαθεῖ νὰ ὑπερασπίσει τὴ

Θεσσαλονική στὸς Ἅγιους Σαράντα, χωρὶς νὰ ἐρεθίσει πολὺ πολὺ τὸν στρατιωτικὸς ὑπερτερὸντα Γεϊτονα. Εἶναι μιὰ στρατηγικὴ ἐπιθετικὴ μίγξις μὲ μισὰ μέτρα καὶ μὲ ἀμφίβολο ἀποτέλεσμα.

Μελιχκος

FEDERAȚIUNEA BALCANICĂ

BI-LUNAR

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR OPRIMATE DIN BALCANI
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Tot liberalii sunt la putere

Guvernul liberal a plecat și generalul Averescu i-a luat locul. Dar, așa cum a arătat-o practica acestor trei luni, metodele de guvernare au rămas neschimbate. Ba „noul” guvern a înăspriț încă metodele teroriste ale celui lalt, căci revolta masselor, pe care acest guvern o are de reprimat, a sporit de pe urma faptului că speranțele masselor într'o schimbare mântuitoare au fost sângeros înșelate. Nu trebuie să simplificăm însă lucrurile. Guvernul Averescu este o creație a Partidului Liberal. Asta nu înamnă însă că Partidul Averescan și Partidul Liberal sunt totuna.

Amândouă partidele reprezintă burghezia reacționară și oligarhică. Dar în Partidul Liberal elementul determinant sunt interesele marelui finanțe și ale industriei trustificate și legate cu finanța, pe când în Partidul Poporului, pe lângă bancherii și fabricanții, stau, adesea în rândurile conducătoare ale partidului, marii proprietari rurali și reprezentanții părții celei mai reacționare a chiaburimii satelor. Interesele acestora însă nu sunt absolut și în orice moment identice cu acelea ale marelui burgheziei feudalo-bancare reprezentată de Partidul Liberal.

Este deci firesc ca în Partidul Averescan și în guvernul generalului Averescu aceste interese deosebite să se ciocnească ici-colo. Prima ciocnire a și avut loc îndată după venirea la guvern, și anume pe chestia tarifului vamal. Sub-secretarul de stat dela industrie, d. Manoilescu, a vrut să modifice în favoarea unor cercuri de capitaliști îmbogățiți de război decretul anterior al domnului Vintilă Brătianu, care reglementa tariful vamal pe măsura intereselor finanței și industriei liberale. Consecința a fost că d. Manoilescu era cât pe ce să-și piardă postul. Liberalii au pus imediat în mișcare aparatul lor bancar și birocrație (ei au sub influența lor băncile mari, inclusiv Banca Națională, asociațiile de industriști și înalta birocrație civilă și militară) și modificarea tarifului vamal, care era deja pe punctul de a fi trimisă Monitorului Oficial, a fost băgată pe mănecă.

A doua ciocnire și mai semnificativă încă a fost cea recentă, pe chestia noii emisiuni de lei-hârtie. D. Garofid, ministrul agriculturii, și amici săi mari agrarieni se hotărâseră să sporească inflația fiduciară cu 3 miliarde lei (peste cele 21 miliarde în circulație), pentru a putea pune la dispoziția agriculturii sumele trebuincioase la finanțarea recoltei în curs de realizare. Se știe că în perioada realizării recoltei vin pe piață multe lire sterline (cari cumpără recolta), ceea ce face ca la o ofertă sporită în devize tari să corespundă o cerere sporită în lei și să crească astfel cursul leului. Agricultorii sunt atunci siliți să vândă recolta pe un curs ridicat al leului, adică pe mai puțini lei. Recolta însă odată vândută, afluența de lire sterline (respectiv cererea mare de lei) încetează, leul scade îndărăt și agricultorul e silit să-și facă acum cumpărăturile proprii (unelte, mașini, haine, etc.) în lei scăzuți, adică să plătească pentru mărfurile ce le cumpără mai mulți lei.

Pentru a împiedica ridicarea leului înainte de, și scăderea lui după realizarea recoltei, și pentru a apăra pe agricultorii-exportatori (averescani) de specula băncilor (liberale) cari operează cu specula valutei, d. Garofid a preconizat emisiunea specială pentru finanțarea recoltei de care am vorbit.

Aceasta însă nu convenea de loc marelui finanțe, al cărei exponent politic este Partidul Liberal. Și care a fost sfârșitul cântecului? Guvernul Averescu, care are aproape 300 de mandate în Camera, a trebuit să retragă propunerea sa și să cedeze în fața Partidului Liberal, care are numai ... 15 mandate. Da ce? Pentru că liberalii — prin mijlocirea marilor bănci, a Palatului și a înaltei birocrații civile și militare — i-au amintit generalului Averescu că el este la guvern din grația oligarhiei liberale condusă de Partidul Liberal, că deci nu poate să lucreze împotriva intereselor acestei oligarhii și că, dacă nu se supune, va fi trimis la plimbare și înlocuit cu alt politician; căci candidații la rolul de trădător al intere-

selor populare și de unealtă a oligarhiei se găesc acumă destui între conducătorii partidelor de opoziție, concurenți nefericiți ai generalului Averescu.

Și generalul Averescu a fost destul de lipsit de tact ca să facă gafă de a mărturisi printr'un comunicat semi-oficios, că „pentru a evita o criză de guvern, inoportună în acest moment” guvernul renunță la planul său financiar...

Încă o dovadă că tot liberalii sunt la putere.

Delablaj

Țăranii români apelează la Liga Națiunilor

În ședința dela 3 Iulie a Camerei deputatul țărănist d. Ed. Mirto, vorbind de teroarea din Basarabia, a declarat că în provincia de peste Prut a fost amenințat de către un șef de post cu cuvintele: „Aici ești în Basarabia, nu ești în Regat!” Jandarmul n'a făcut astfel decât să dea o formulare plastică regimului de excepție pe care oligarhia română l'a introdus și îl menține în provinciile „dezrobite”. Iar într'o petiție adresată prefectului de Soroca, candidații și foștii deputați Petre Hrițcu, Petre Sfecă și Gheorghe Găscă spun: „Există un alt fapt (afară de arestări N. R.) care ne face să ne ridicăm cu toată energia și să vă prevenim că de aici pot rezulta consecințe extrem de grave: este bătaia, oribila și neomenoasa bătaie, pe care basarabienii noștri nu au cunoscut-o niciodată”. Sub regimul român țăranii români din Basarabia o duc deci mai rău decât sub regimul țarist, căci bătaia nu au cunoscut-o niciodată, nici chiar sub țarism.

Deaceia chiar populația moldovenească din Basarabia se simte străină în România și în conștiința ei ea se socotește ca fiind subjugată de o stăpânire străină. Românii din Regat, „regățenii”, sunt priviți ca fiind de un neam străin. Ne aducem aminte cum, la procesul răscoalei dela Tatar-Bunar, un țaran moldovean, adus ca martor și întrebat de președinte de ce naționalitate este, a răspuns: „Moldovan”.

— Va să zică român, moșule?

— Ba nu: moldovan domnule președinte.

— Păi moldovenii sunt tot români.

— Doamne ferește, români sunt cei cari au venit peste noi, peste capul nostru, al moldovenilor de aici.

Ne găsim aici în fața unei probleme naționale speciale: țărani români cari se consideră de alt neam decât asupritorii lor români și cari manifestă tendințe de separare de statul „național” în care trăesc. Asemenea tendințe separatiste nu sunt noi pentru cei ce cunosc stările din provinciile ocupate de oligarhia română. Existența acestor tendințe chiar la populațiile românești este confirmată indirect de „regionalismul” acelor partide politice românești cari se sprijină pe masele românești din aceste provincii. Partidul Național, deși tinde să devină un partid pe toată țara, își întemeiază însă puterea pe interesele particulare și pe tendințele particulariste ale populației țărănești și mic-burgheze din Transilvania. Iar faptul că în ultimile alegeri generale masele românești din această provincie au văzut în acest partid ardelenesc partidul lor deosebit și au votat pestetot în chip covârșitor listele lui, evidențiază conștiința regionalistă și separatistă chiar a populației românești din Ardeal. În Basarabia existența unei conștiințe basarabene, ca ceva deosebit de conștiința pan-română, alături și împotriva ei, este confirmată între altele și prin atitudinea totdeauna colectivă și separată a intelectualilor și în deobște a deputaților basarabeni, atitudine care în ultimul timp a luat forma retragerii colective din parlamentul României.

Simțindu-se ca populație cotropită de străini, populația românească a provinciilor anexate reacționează ca atare. Vrem să punem aici sub ochii cetitorilor câteva fapte recente de o deosebită însemnătate, cari vin să arunce o lumină semnificativă asupra situației din România.

La 20 Junie a. c. a avut loc la Chişinău congresul Partidului Tărănesc din Basarabia. Au azistat și foarte mulți țărani trimiși ca delegați din diferitele sate ale Basarabiei. Acești delegați-țărani au avut la congres o atitudine, pe care *Adevărul* o numește „caracteristică”, și au ținut un limbaj, căruia, zice tot *Adevărul*, „cu greu i se poate da vre-o replică”. „Nu se poate, au spus țărani, ca noi să fim omorâți numai pentru păcatul de a fi venit la patria-mumă, iar deputații noștri să stea liniștiți de vorbă cu boerii.” (*Adevărul* din 27 Junie.)

Dar conștiința că sunt un neam subjugat de străini și tendința separatistă a moldovenilor din Basarabia ia însă și un caracter formal. Țăranul Ion Codreanu, acel deputat din Sfatul Țării care a prezentat în 1918 regelui actul de „unire” al Basarabiei și care a fost după aceea neîntrerupt deputat de Soroca în parlamentul român, a refuzat să mai candideze acum, fiind de părere că simțimintele moldovenilor din Basarabia față de „patria-mumă” trebuie arătate demonstrativ prin abținerea dela alegeri. Arestat totuși în cursul campaniei electorale, țăranul basarabean Codreanu a declarat între altele la interogator căpitanului de jandarmi, că până acuma „a rupt vre-o trei memorii, pe cari unii țărani moldoveni voiau să le trimită la Liga Națiunilor, ca să se plângă”. Așadar țărani de naționalitate română au ajuns să se simtă atât de străini în țara lor, atât de lipsiți de ocrotire în țara „dezrobită”, încât individiază pe minoritarii, cari au o Ligă a Națiunilor unde se pot plânge...

La fel au ajuns să gândească și țărani români din Transilvania. Într-un interviu apărut în *Adevărul* din 24 Mai a. c. d. Vaida-Voevod, fost prim-ministru, arată că țărani ardeleni sunt atât de asupriți sub regimul „liberator” al jandarmului român, încât i s'au plâns că „aștia își bat joc de noi mai rău decât ungurii”. Revolta țăranului ardelen, când vede că groful ungur aliat cu oligarhia română este ocrotit de autorități, este atât de mare, încât bietul

mocan „dezrobă” se gândește, ne spune d. Vaida, că nu-i rămâne decât „să meargă și el la Liga Națiunilor” sau să se maghiarizeze (în România Mare), „ca să nu mai fie un biet valah minoritar în țara lui”.

Nu sunt acestea nici figuri de stil și nici nu înfățișăm aici o stare de spirit particulară numai populației românești din noile provincii. Chiar țărani români din Vechiul Regat au ajuns să se simtă ca sub o stăpânire străină și să aștepte mântuirea, ca acuma o sută de ani, de peste graniță. Iată în acest senz un document edificator și unic în felul său. În *Adevărul* din 3 Junie d. I. Mihalache, președintele Partidului Tărănesc și fost ministru, declară într-un interviu, că „în gara Golești un țăran i-a pus la 29 Mai întrebarea: Este adevărat, d-le Mihalache, că reclamați la Liga Națiunilor?...” Iar un învățător din Argeș, vorbește mai departe d. Mihalache, „mi-a spus că aceeași întrebare i-au pus-o și lui țărani din Argeș”. Și d. Mihalache adaugă: „Imi amintesc că după alegerile liberale (1922) între țărani circula credința că „vor veni francezii să facă alte alegeri”.

În așa stare a ajuns țăranul român, după „reforma” votului universal și după „reforma” agrară, încât, deși făcând parte din „națiunea dominantă”, să se gândească la Liga Națiunilor sau să aștepte intervenția mântuitoare a „francezilor”. Opt ani de regim „democratic” de după război au adus pe țăranul român atât de aproape de starea minoritaților asuprite, încât să se socotească fericit a avea măcar puțința lor de a apela la un sprijin din străinătate. Opt ani de regim post-belic au creat însă astfel condițiunile favorabile pentru alianța între masele populare ale naționalităților minoritare și masele populare ale naționalității „dominante” împotriva oligarhiei „de acelaș neam și sânge”.

I. Mateescu

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

НАША АНКЕТА

КОД ЗНАМЕНИТИХ ЕВРОПСКИХ ПОЛИТИЧАРА И КЊИЖЕВНИКА

О БАЛКАНСКОЈ ФЕДЕРАЦИЈИ

Д-р Вилим Еленбоген

Родио се је године 1863. Доктор је медицине бечког универзитета. Од 1889 члан је аустријске социјалистичке партије. Од 1901 члан је аустријског парламента и од тог је доба непрестано народни посланик. У „делегацијама“ бивше монархије особито се је занимао питањима ванске политике.

Од 1919—1920 био је члан владе: и то државни подсекретар за трговину и државни секретар за социјализацију.

Д-р Еленбоген је један од најодважницих бораца у аустријској социјалистичкој партији. Он је већ дугоје времена члан управног одбора партије. Својим неуморним радом освојио је он једно од најупливијих места у редовима интернационалног социјализма.

Особито се је одликовао одлучном борбом противу италијанског и интернационалног фашизма. Још се свет сећа његовог енергичног говора противу Мусолинија и његове владе, који је проузроковао њених осамарш.

Начин, како су уговори о миру «решили» нацијонално питање и посебнице питање нацијоналних мањина—све је друго пре него ли неко «решење». Оно је заиста **немогуће**, јер оно гура такве државе—а има их велики број—у непрестане смутње, изазива вичито гађење права и вичито унетавање, води до непрекидних крвавих сукоба и угрожава без престанка мир Европе и света. И првом реду ту спада наравно и македонско питање. Режим силе и терора, који сада влада у балканским земљама добрим је делом последица овог присилног решења питања народних мањина, које је присилило

толике делове многих народа да противу овоје воље и противу обећања победиоца потпау под власт туђих држава. У главном су два услова под којим би се омогућило у истину праведно и мирно решење балканских немира и у првом реду нацијоналних трзавица на Балкану:

1. Примена потпуно демократских устава, дакле принципа праве самоуправе балканских народа.

2. Остварење **федерације**—на темељу демократске слободе балканских народа.

Нема сумње, да оживотворење ових захтева изискује дуже времена и много припрева, јер се ради о дубоком историском проблему, да се потпуно уништи мноштво преживелих, у историји укорених фактора. Као што Турска проживљује сада процес темељитог модернизирања, тако ће се оборити старо преживљело и у осталим балканским државама. Прво што ће при том насти биће садашње балканске владе без изузетка, јер оне све представљају потпуно покварени, крвљу окаљани режим силе и ропства.

Тим предусловима придлази и потпуна пацификација остале Европе. Док су капиталистичке европске велике силе готове да ратују ради сировина, трговинских нијаца и док употребљују друге незаинтересоване државе као згодно поље њиховог супарништва и њихове политике престижа—а ту долазе у први ред балканске државе, не може се очекивати мирно и слободарско решење балканског питања, јер то ометају те исте велике силе.

Демократска сурадња балканских народа била би заиста најача обрана противу грабежљиве политике европских влада.

Д-р В. Еленбоген

Др. Вукашин Марковић — син своје земље и јунак свога народа

Др. Вукашин Марковић живео је дуго времена у Русији и постао је руски држављанин. Али он је не само по рођењу, него и по менталитету и темпераменту најчистији Црногорац. Он је живи израз душе црногорског сељака. Зато је он, прави син Црне Горе могао да постане не само борац већ и љубимац те мале мученичке земље. У ово неколико година борби и патња Вукашин Марковић постао је од гласника тежња црногорског народа његовим легендарним херојем. Душа црногорског народа створила је о њему легенде, које ће народна песма да овековечи. Сељачки Балкан ствара још епопеје — то је један од позитивних остатака Средњег Века, поред толико негативних остатака, под којима Балкан страховито трпи.

Сада је Марковићу 55 година. Рођен је у селу Пиперима. До своје осамнаесте године насао је овце и волове, слично као и славни Вук Караџић, отац српског књижевног језика. Тек тада му је успело да се у вароши Подгорици дочена основне школе. Био је најбољи ђак. Његова најмилија литература: црногорски епоси и народне песме. Свршивши основну школу враћа се натраг у село. Али њега срце вуче за школом. У томе циљу напушта своје село и Црну Гору и креће се пешке преко Турске за Србију. Стиже у Јагодину и описује се у гимназију. Како нема средстава за издржавање, он себи осигурава кору хлеба послуживањем. У Србији влада реакција Обреновића и Марковићев слободарски дух долази са њоме и конфликт. Након савршеног четвртог разреда гимназије протерују га из Србије. Враћа се поновно на село. Нема воље да постане земљорадник, он је познати довац и гуслар свога краја, а његова је чежња да настави науку. Али књаз Никола не сматра га поузданим слугом апсолутизма и не ће да му да стипендију. Марковић искористићава прилику, укрцава се контрабандом на једну лађу за Русију. Долази у Харков. Свршава гимназију, а затим медицину и ветерину. Њега, потомка традиционалних црногорских јунака у борби са турским освајачима привлаче у Русију јунаци савременог живота: Чернишевски и социјални револуционарци.

Долази 1905., прва револуција руског народа, Марковић је са народом и са револуцијом. Царска влада, када се мало уверила, шаље га зато у Сиберију. Он бежи натраг у Европску Русију и успе му да се легализира. За време балканских ратова, 1912. долази на челу лекарске мисије руског Црвеног Крста за сузбијање колере у Србију. После се враћа у Русију и тамо га затече светски рат. Долази историјска 1917. година. Револуција је опет захватила широку руску земљу, прво фебруарска а затим октобарска. Др. Вукашин Марковић је активни учесник обилу револуција, он је пожртвовни и неустрашиви борац у свим напорима руског народа за слободом.

После ослобођења Црне Горе од аустријске окупације (1918. г.) и уједињења са Србијом, Марковић се враћа г. 1921. у свој стари завичај. Али је имао брзо да искуси, да се је променило само име тираниа, а тиранија и окупација да је остала. Њега још на граници хапсе, одводе у београдску „Главначу“, а одатле у подгоричку тамницу. Неколико пута бива пуштан и понова хапшен. Чиме се Марковић за то време бави? Шта ради? Српски земљораднички новинар Коста Крајшумовић на то питање одговара у београдским „Новостима“ (26. јуна 1926.) овако: „Јури гудурана пиперским и седима црногорским. Док други згрћу милијоне, уновчују извознице, наплаћују диферације, Др. Вукашин Марковић бесплатно лечи болеснике

и — држи говоре.“ Лечити бесплатно болеснике и говорити народу — то је у земљи корупције и насиља недопустиво. Сваки час зону га на полицију и затварају га. Њему то додија и он престаде да се одазивље. Полиција га на то прогласи „хајдуком“ и постави уцену на његову главу. Уцена је постепено расла до 100.000 динара. Он је сада присиљен да се „одмеће“. Сакрива се по селима и брдима. Али његово је главно занимање да лечи бесплатно и људе и стоку по Црној Гори. О његовој лекарској и ветеринарској спреми настају читаве легенде. Сељаци из најудаљенијих крајева Црне Горе долазе по њега. Његово се име шири и код суседних албанских племена. Он је чудотворни лекар — нови Doctor Theophrastus Paracelsus — Црне Горе, Херцеговине, Санџака и Северне Албаније.

Настају легенде и о његовом јунаштву и његовој нерањивости. Он живи пуне 4 године у одметништву (1921—1924) и кроз то време има преко 30 судара са жандармеријским патрољама. Он је увек на челу своје чете, али остаје нерањен. Жандари су уверени, једнако као и црногорски сељаци, да њега пушка не убија ни кула не рањава, баш као ни старе најчувеније витезове, војводе и јунаке. Власти не успевају да га ни потерама ни издајом ухвате. Пале куће његових сродственика и цело село Пипере. Али ни то не помаже. Вукашин је недоступив. Не чува га посестрима-вила, али га чува црногорски народ.

Црногорски народ гладује и трпи, он тражи хлеба и слободе, али београдски силиници не дају, а Вукашин се за те захтеве бори. Он је син тога народа, он је тумач његових жеља и потреба, он је вођа његове борбе. Легалну борбу власти не дају и народ је присиљен да се илегално бори. На балканске методе навалe власти, присиљен је и народ да се брани балканским начином — четима.

Године 1924, након проглашене амнестије четима, Вукашин се враћа у Пипере и Подгорицу. Лечи. Бесплатно. Разлика је у томе, што је раније обилазио села идући планинама, а сада идући државним друмом. Али власти га након неколико дана опет хапсе. Спроводе га на цетињски суд и држе 6 месеци под истрагом. Одатле га шаљу у лудницу и Шибеник (Далмација) ради „растројства нерава“. После 4 месеца из Шибеника га враћају на Цетиње. Из цетињског затвора побеже Вукашин и очи Ускреса 1925., преко тамничког крова скачући са висине од 4 метра. Црна Гора је одјекнула радомшу народа. Вукашин покушава да се легализира, сељачке депутације интервенирају код власти. Али полиција и влада не дају. Они траже његову главу! Кад убију д-ра Вукашина Марковића, надају се београдски силиници, да ће моћи спокотно да угуше слободарски дух црногорског народа. И ако је од брата — много је!

Вукашин је присиљен да иде у иностранство, не само зато да чува главу за нове борбе, већ и да поштеди народ од нових палевина и хапшења, са којима власти преге. Долази у Беч. И ту га аустријска полиција хапси 28. Фебруара 1926. Због „кривог насома“. Аустријска република хапси црногорског републиканца, који мора да бежи пред монархистичком српском окупацијом Црне Горе!

Српским властима није то доста. Није им доста да Аустрија д-ра. Марковића прогони, они траже његово изручење, оптужујући га лажно за разне злочине, на основу којих мисле да ће му моћи скинути главу. Хоће ли аустријска влада, хоће ли европска демократија допустити да се овај злочиначки план београдских силиника оствари? Племенити Анри Барбис подигао је свој глас. Др. Марковић чами већ 6 месеци у бечким тамницама. Сав црногорски народ очекује да већ једампут буде скинут Дамаклов мач, које виси над његовим сином и јунаком.

П. Марич

Adresse du journal
F. LINDNER, Wien, IX
Postamt 72, Postfach No. 37

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche,
5 et 60 cents pour tous pays restants

Texte français (793—802)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique
Josiah Clement Wedgwood — Dr. Julius Deutsch — William Paul,
L'Emprunt des réfugiés
P. Maritch: Le Dr. Vukachine Markovitch, le fils de son pays, le héros de son peuple
L'injustice contre le Dr. Vukachine Markovitch
La Ligne roumaine contre la Terreur Blanche en Roumanie
Contre la Terreur Tsankoff-Liaptcheff
L'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne à la barre de l'opinion publique européenne
La Réaction Balkanique: Faits et Evénements
Revue de la Presse

Texte allemand (803—804)

Unsere Enquete über die Balkan-Föderation
Dr. Julius Deutsch
Melingos: Kann man eine persönliche Diktatur beseitigen, ohne den Diktator zu entfernen?

Texte bulgare (804—808)

Марсел Валтер: Заемшт за бежанците в България
Agence des Balkans: Против терора на Цанков-Ляпчев
Пол Луи: Режимшт на Балканите не е стабилен
Петко Бобев

Texte croate (808—810)

Naša Anketa o Balkanskoj Federaciji
John Bromley — George Lansbury
R. St.: Protestna skupština u Beču protiv izručenja dr-a Vukašina Markovića
K. Vojkić: Konvencije sa Italijom—II

Texte albanais (810—812)

Enquête a e jonë permbi Federacionin Balkanik
James Maxton — Archibald Fenner Brockway
Një deputet shqyptar: Të parat fjalë me aresye prej Belgradi-t permbi Shqypni

Texte grec (812—814)

Πολ Λουί: Το καθεστώς στη Βαλκανική δεν είναι σταθερό
Μελίνγος: Πάγκλος και Άχμετ Ζόγιο

Texte roumain (814—815)

Delablaj: Tot liberalii sunt la putere
I. Mateescu: Țăranii români apelează la Liga Națiunilor

Texte serbe (815—816)

Наша Анкета о Балканској Федерацији
Д-р Вилим Еленбоген
П. Марич: Др Вукашин Марковић — син своје земље и јунак свога народа